



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement
des Capacités pour l'Afrique Centrale



« RENFORCER LA RESILIENCE ECONOMIQUE EN AFRIQUE CENTRALE »

**EXECUTION DE L'ANNEE FISCALE 2026 - PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE
2027**

Juin 2026

AFRITAC Centre est une initiative du FMI soutenue par les Etats membres et

les partenaires au développement suivants :



Burundi



Cameroun



République du Congo



Gabon



Guinée équatoriale



République Centrafricaine



République démocratique du Congo



République démocratique de Sao Tomé-et-Principe



Tchad



Union européenne



République Populaire de Chine



MOT DU DIRECTEUR



Les économies de la région continuent d'évoluer dans un environnement mondial marqué par une forte incertitude, alimentée notamment par les tensions géopolitiques, le durcissement des conditions de financement et la contraction de l'aide publique au développement. Dans le même temps, les attentes à l'égard de l'action publique demeurent particulièrement élevées. Les États doivent répondre simultanément aux impératifs de soutenabilité budgétaire et d'amélioration de l'accès ainsi que de la qualité des services publics. Dans ce contexte, la qualité des institutions économiques et financières constitue un déterminant essentiel d'une plus grande résilience face aux chocs externes et d'une croissance durable et inclusive.

C'est dans cette perspective qu'AFRITAC Centre poursuit son mandat d'appui au renforcement des administrations économiques et financières des pays membres et des institutions régionales dans les domaines de la gestion économique, financière et bancaire. Grâce à une approche fondée sur l'assistance technique de proximité, le partage d'expériences entre pairs et l'accompagnement de long terme des réformes, le Centre continue d'apporter un soutien concret au renforcement de la qualité des institutions de notre région.

Ce rapport dresse le bilan de l'année fiscale 2026, présente les orientations stratégiques du Centre, ainsi que le programme de travail pour l'année fiscale 2027. Il témoigne de l'engagement constant du Centre à accompagner les réformes, à renforcer les capacités institutionnelles et à soutenir la stabilité macroéconomique de la région. À travers ses activités d'assistance technique, le Centre contribue à la promotion d'économies plus diversifiées, inclusives et résilientes face aux chocs externes.

Liste d'acronymes et abréviations

AE : Autorisations d'engagement	DGI : Direction générale des impôts
CP : Crédits de paiement	FCS : Pays fragile et/ou en conflits
AFC : AFRITAC Centre	FAD : Fiscal Affairs Department
AFW : AFRITAC Ouest	FMI : Fonds monétaire international
ATI : Centre de formation du FMI pour l'Afrique	FSSF: Financial Sector Stability Fund
BCC : Banque Centrale du Congo	FSSR: Financial Sector Stability Report
BCSTP : Banque centrale de Sao Tomé-et-Principe	GABAC : Groupe d'action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique Centrale
BEAC : Banque des Etats de l'Afrique centrale	GAR : Gestion axé sur les résultats
BM : Banque mondiale	GFP : Gestion des finances publiques
BRB : Banque centrale de la République du Burundi	ICAAP : Internal Capital Adequacy Assessment Process
CBMT : Cadre Budgétaire à Moyen Terme	ICD : Institut du FMI pour le développement des capacités
CDMT : Cadre de Dépenses à Moyen Terme	ILAAP : Internal Liquidity Adequacy Assessment Process
CDMAP: Capacity development management administrative program	MCM : Monetary and Capital Market Department du FMI
CEDEAO : Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest	OMD-AOC : Organisation mondiale des douanes, Afrique occidentale et centrale
CEEAC : Communauté économique des États de l'Afrique centrale	RAR : Reste à recouvrer
CEMAC : Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale	RBM : Result-based management
CIAT : Centre interaméricain d'administration fiscale	RDC : République démocratique du Congo
CNA : Comptes nationaux annuels	SCN : Système de comptabilité nationale
CNT: Comptes nationaux trimestriels	SEPREC : Système d'Evaluation du Profil de Risque des Etablissements de Crédit
COBAC : Commission Bancaire de l'Afrique Centrale	SFP : Statistiques des finances publiques
COSUMAF : Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique centrale	SIGFiP : Système intégré de gestion des finances publiques
CUT : Compte unique du trésor	SIGMAT : Système Interconnecté des Marchandises en Transit
DDT : Debt Dynamics Tool	TADAT: Tax Administration Diagnostic Assessment Tool

DGDDI : Direction générale des douanes et des droits indirects

TOFE : Tableau des opération financiers de l'Etat

TVA : Taxe sur la valeur ajoutée

UE : Union européenne

UEMOA : Union économique et monétaire Ouest-Africaine

Table des matières

MOT DU DIRECTEUR.....	2
I. AFRITAC Centre : Présentation et contexte macroéconomique.....	9
A. AFRITAC centre : Pays membres, partenaires et financement	9
B. Contexte macroéconomique	12
II. Logique d'interventions d'AFC et exécution du programme de travail	16
A. Stratégie et Logique d'intervention d'AFC	16
B. Exécution du programme des activités du Centre	17
C. Les indicateurs de performance de la gestion axée sur les résultats	20
III. Stratégie pour les ETats membres en situation de fragilité et de conflits , nouvelles priorités émergentes et synergies entre les domaines d'AFC.....	23
A. La mise œuvre de la stratégie FCS au sein d'AFC.....	23
B. Intégration « surveillance-programmes-Développement des capacités ».....	28
IV. Réalisations du 1 ^{er} mai 2025 au 30 avril 2026.....	29
Administration douanière	29
Administration fiscale.....	31
Cadres macroéconomiques.....	34
Analyses et prévisions macrobudgétaires	35
Budget et contrôle des dépenses	38
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	41
Statistiques des finances publiques	43
Statistiques du secteur reel	45
Régulation et supervision bancaires.....	48
Opérations de banque centrale.....	50

LBC/FT — Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.....	51
V. PERSPECTIVES DE l'année fiscale 2027	51
A. Résumé du programme de travail de l'année fiscale 2027	53
B. Orientations stratégiques pour l'année fiscale 2027	Error! Bookmark not defined.
C. Risques potentiels liés à la mise en œuvre des missions d'assistance technique	54
VI. Sensibilisation et communication.....	55
A. Mission du Directeur au sein des pays membres d'AFC	55
Personnel d'AFC.....	56

Liste des graphiques

Graphique 1: Croissance économique (en pourcentage)	14
Graphique 2 : Dette publique (en pourcentage du PIB).....	14
Graphique 3 : Inflation.....	15
Graphique 4 : Déficit budgétaire (en pourcentage du PIB).....	15
Graphique 5 : Solde extérieur (en pourcentage du PIB).....	16
Graphique 6 : Activités prévues et réalisées au cours de l'année fiscale 2026 (en nombre, par domaine)	18
Graphique 7 : Ressources prévues et utilisées au cours de l'année fiscale 2026 (en nombre, par domaine)	19
Graphique 8 : Activités réalisées et ressources utilisées au cours de l'année fiscale 2026 (en nombre, par pays).....	19
Graphique 9: Graphiques des performances des résultats escomptés par domaine.....	22
Graphique 10 : Evolution des ressources allouées au pays FCS depuis l'année fiscale 2019.....	23
Graphique 11 : Taux d'exécution au sein des pays FCS.....	24
Graphique 12 : Répartition par pays des activités et ressources allouées au FCS au cours de l'année fiscale 2026 (en pourcentage)	24

Liste des tableaux

Tableau 1 : Taux d'exécution budgétaires par domaine en fin de l'année fiscale 2026 (en milliers de dollars)	11
Tableau 2 : Taux d'exécution du programme de travail de l'année fiscale 2026.....	17
Tableau 3 : Activités prévues pour l'année fiscale 2027 (en nombre, par domaine).....	54

Liste des encadres

Encadré 1: Gestion axée sur les résultats	20
---	----

I. AFRITAC CENTRE : PRESENTATION ET CONTEXTE MACROECONOMIQUE

A. AFRITAC CENTRE : PAYS MEMBRES, PARTENAIRES ET FINANCEMENT

- 1. AFRITAC Centre (AFC) est l'un des cinq centres régionaux de développement des capacités (AFRITAC) du Fonds monétaire international (FMI) en Afrique.** Le Centre renforce les capacités macroéconomiques des 9 pays qu'il couvre dans les différents domaines de son champ d'expertise afin de répondre à leurs besoins en développement des capacités, ce qui englobe l'assistance technique, le renforcement des capacités et la formation. Les offres de développement des capacités du Centre sont conçues sur la base des besoins exprimés par les pays membres et les institutions régionales.
- 2. AFC intervient auprès d'un large éventail de pays et d'institutions d'Afrique centrale.** En plus des 6 pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cameroun, République du Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine et Tchad), le Centre couvre également trois pays de la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale, à savoir le Burundi, la République Démocratique du Congo et Sao Tomé-et-Principe. AFC apporte également un appui direct aux 4 banques centrales de sa zone d'intervention, à savoir la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC), la Banque centrale du Congo (BCC), la Banque de la République du Burundi (BRB) et la Banque centrale de Sao Tomé-et-Principe (BCSTP). Elle soutient en outre les institutions sous-régionales de la CEMAC, parmi lesquelles figurent la Commission de la CEMAC, la Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale (COSUMAF), le Groupe d'action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique Centrale (GABAC), la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC), entre autres.
- 3. Le champ d'expertise d'AFC couvre treize domaines :** l'administration douanière, l'administration fiscale, l'analyse et prévisions macro budgétaires, le budget et le contrôle des dépenses, la comptabilité publique et la gestion de la trésorerie, les statistiques de finances publiques, les statistiques du secteur réel et des prix, les statistiques du secteur extérieur, la modélisation macroéconomique, les opérations de banque centrale, la gestion de la dette publique, la régulation et la supervision financières, ainsi que la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.
- 4. Les cycles du programme de travail du Centre, ainsi que son financement sont organisés en phases quinquennales.** La Phase IV, en cours, a débuté en août 2023 et s'achèvera en avril 2028. AFC bénéficie du soutien financier des partenaires au

développement, de ses 9 pays membres, ainsi que du FMI. Le budget total de la phase IV s'élève à \$62,4 millions, dont 70 pour cent sont financés par les partenaires au développement, 20 pour cent par les pays membres et 10 pour cent par le FMI.

5. **Des retards ont été enregistrés dans la mobilisation des contributions au financement de la Phase IV des pays membres.** Au cours de l'année fiscale 2026, seuls trois pays membres, à savoir la République du Congo, la République centrafricaine et la République Démocratique du Congo ont versé une partie ou la totalité de leurs contributions au financement du Centre. Les détails de la situation des contributions sont présentés dans l'annexe 3.

6. **Le budget total alloué aux activités des différents domaines couverts par le Centre au titre de l'exercice fiscal 2026 s'élève à 9,59 millions de dollars EU.** A la fin de l'année fiscale, 8,84 millions de dollars EU ont été exécutés, correspondant à un taux d'exécution budgétaire de 92%. La plupart des domaines ont enregistré des niveaux d'exécution élevés, notamment l'administration douanière (100 %), l'administration (92 %) et les activités financées par le Fonds monétaire international (98 %). Certains domaines ont dépassé les prévisions budgétaires en raison d'une forte demande, notamment les cours régionaux (119 %), la gestion des finances publiques (113 %) et les statistiques macroéconomiques (110 %).

Tableau 1 : Taux d'exécution budgétaires par domaine en fin de l'année fiscale 2026 (en milliers de dollars)

Domaine	Budget (en dollars EU.)	Expenses (en dollars EU.)	Execution (Pourcentage)
Modélisation macroéconomique	358,903	25,170	7% ¹
Gestion des finances publiques	2,373,728	2,674,945	113%
Administration douanière	694,535	694,568	100%
Administration fiscale	1,019,711	791,622	78%
Régulation et supervision bancaires	881,403	690,736	78%
Cours	200,000	238,012	119%
Statistiques du secteur réel	700,153	770,022	110%
Statistiques des finances publiques	711,400	563,984	79%
Administration	923,299	849,004	92%
Gouvernance et évaluation	40,000	18,812	47%
Réserve budgétaire stratégique (2%)	92,828	-	0%
Sous-Total 1	7,995,960	7,316,876	92%
Gestion du fonds fiduciaire	559,717	512,181	92%
Sous-Total 2	8,555,677	7,829,057	92%
FMI	1,030,753	1,012,250	98%
Total général	9,586,430	8,841,307	92%

Source : FMI, Institut pour le développement des capacités

7. Certaines activités du Centre bénéficiaire de sources de financement spécifiques gérés au niveau du siège du FMI.

- Ainsi, le domaine des statistiques du secteur extérieur est financé directement par le département des statistiques (STA), tandis que celui de la gestion de la dette publique continue d'être financé par le fonds DMF (Debt Management Facility). Le domaine de la lutte

¹ La majorité des activités de ce domaine n'est pas financé par le budget d'AFC.

contre le blanchiment des capitaux et financement du terrorisme est financé par le fonds de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (AMLFT).

- Par ailleurs, le domaine administration fiscale pour les pays fragiles est financé en partie par le département des finances publiques du FMI. Les activités du conseiller résident en charge de la modélisation macroéconomique sont financées en partie par le département de renforcement des capacités du FMI.
- Certaines activités liées aux recommandations des rapports de "Revue de stabilité du secteur financier" (FSSR en anglais) du département de la monnaie et des marchés des capitaux (MCM) du FMI pour la République Démocratique du Congo et la République du Burundi sont financées par le fonds FSSF (Financial Sector Stability Fund).

B. CONTEXTE MACROECONOMIQUE

8. **Les perspectives économiques en Afrique subsaharienne et dans la zone d'intervention d'AFC restent globalement favorables, malgré un environnement international plus incertain.** En 2025, la croissance en Afrique subsaharienne s'est renforcée, atteignant 4,5 % contre 4,2 % en 2024, soit son niveau le plus élevé depuis une décennie, soutenue par un environnement extérieur globalement favorable et par des politiques macroéconomiques appropriées dans plusieurs pays. En 2026, cet élan devrait légèrement s'atténuer dans un contexte marqué par une montée des incertitudes mondiales, notamment liées aux tensions géopolitiques au Moyen-Orient. La croissance devrait ainsi s'établir à 4,3 %, avec des évolutions contrastées selon les pays. Dans les pays membres d'AFRITAC Centre, la croissance devrait atteindre 3 % en 2026, contre 2,6 % en 2025. Une tendance similaire est attendue dans les pays de la CEMAC.

9. **Le taux d'inflation médian a nettement reculé en Afrique subsaharienne en 2025, bien que cette évolution demeure exposée à des risques haussiers liés aux tensions géopolitiques au Moyen-Orient.** Dans les pays membres d'AFRITAC Centre, l'inflation est passée de 7,9% en 2024 à 5,7 % en 2025, sous l'effet conjugué de la baisse des prix internationaux des matières premières, de l'atténuation des pressions sur les taux de change et du resserrement des politiques monétaires. Cette tendance désinflationniste devrait se poursuivre en 2026, l'inflation étant projetée à 4,6 %. Toutefois, les perspectives restent entourées d'importantes incertitudes. Les tensions persistantes au Moyen-Orient constituent notamment un risque majeur, susceptible d'entraîner une hausse des prix du pétrole, des engrais et des produits alimentaires.

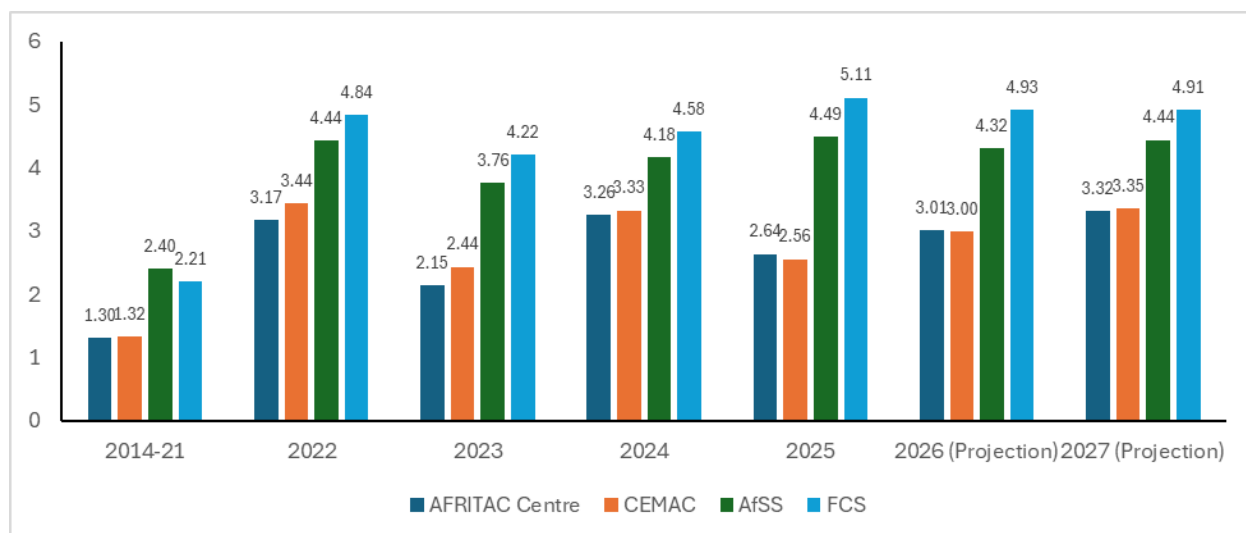
10. **Sur le plan budgétaire, les perspectives en Afrique subsaharienne demeurent contrastées.** Après une amélioration observée en 2024, le déficit budgétaire s'est creusé en 2025 pour s'établir à 3,8 % du PIB. Une nouvelle détérioration est attendue en 2026, le déficit devant atteindre 4,0 % du PIB, notamment sous l'effet des répercussions des tensions géopolitiques au Moyen-Orient. En revanche, dans les pays membres d'AFRITAC Centre, le déficit budgétaire devrait continuer de se réduire à 2,7 % en 2026 contre 3,1 % du PIB en 2025.

11. **Le niveau médian d'endettement public en Afrique subsaharienne a diminué, passant de 57,2 % du PIB en 2024 à 53,1 % en 2025.** Ce recul reflète le redressement des soldes budgétaires dans plusieurs pays, conjugué à une croissance plus soutenue et à des évolutions favorables des taux de change. Dans les pays membres d'AFRITAC Centre, le ratio d'endettement devrait également poursuivre sa baisse, passant de 51,8 % à 50,3 % du PIB en 2026. Une tendance similaire est attendue dans les pays de la CEMAC, où le ratio d'endettement devrait reculer de 0,4 point de pourcentage en 2026.

12. **Sur le plan externe, les pays d'Afrique subsaharienne et d'AFRITAC Centre devraient enregistrer une amélioration de leur solde extérieur et de leurs réserves internationales en 2026.** En revanche, les pays de la CEMAC devraient faire face à une détérioration de leur solde courant (de -3,2 % du PIB en 2025 à -3,7% en 2026) et à une baisse de leurs réserves, dans un contexte de pressions accrues liées à l'environnement international. Dans ce contexte, le maintien de la stabilité macroéconomique nécessitera la poursuite des efforts de consolidation budgétaire.

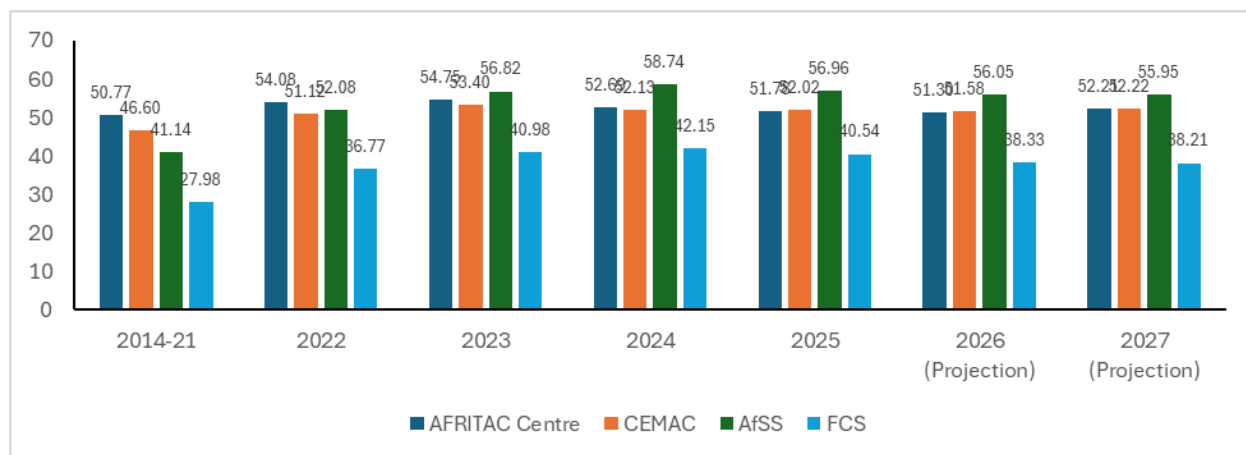
13. **Globalement, les risques baissiers sont considérables dans un contexte marqué par une forte incertitude à l'échelle mondiale et des facteurs de vulnérabilité macroéconomique élevés au niveau régional.** Un conflit prolongé au Moyen-Orient pourrait encore aggraver la hausse des prix et déclencher un épisode d'aversion pour le risque, ce qui ferait fortement augmenter les coûts de l'emprunt et contraindrait les pays qui connaissent de grands besoins de refinancement à procéder à des ajustements abrupts.

Graphique 1: Croissance économique (en pourcentage)



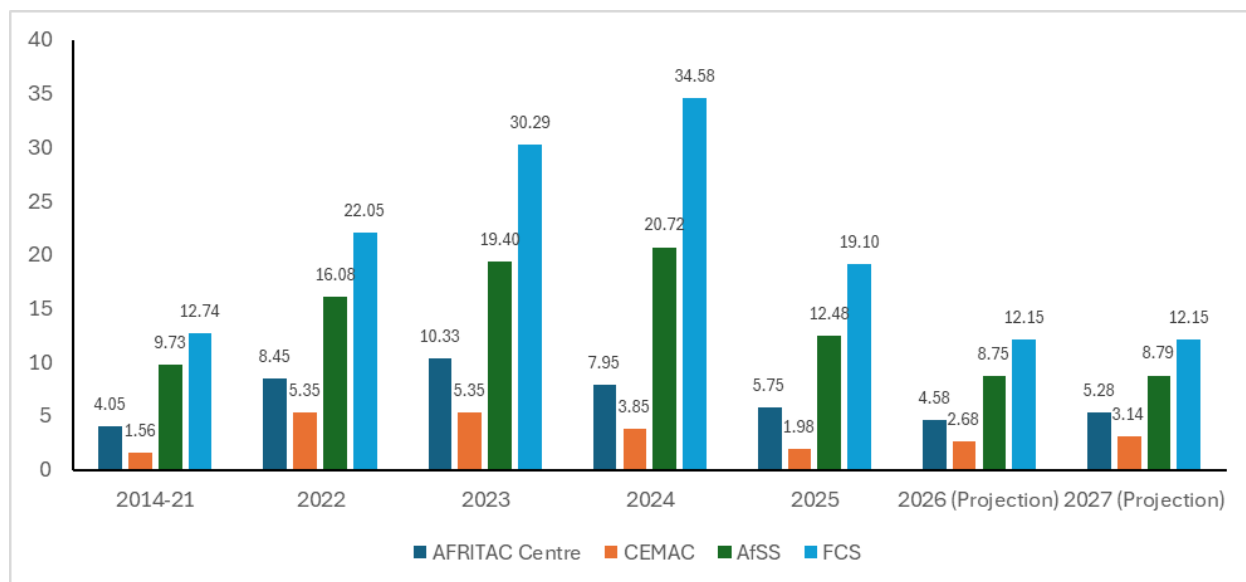
Source : Perspectives Economiques Régionales (FMI), avril 2026

Graphique 2 : Dette publique (en pourcentage du PIB)



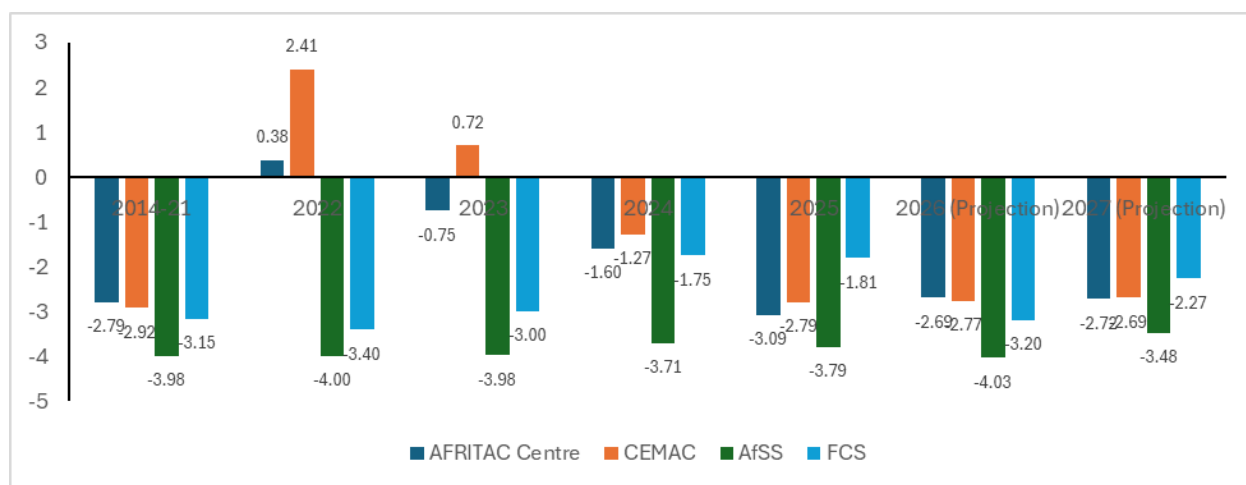
Source : Perspectives Economiques Régionales (FMI), avril 2026

Graphique 3 : Inflation



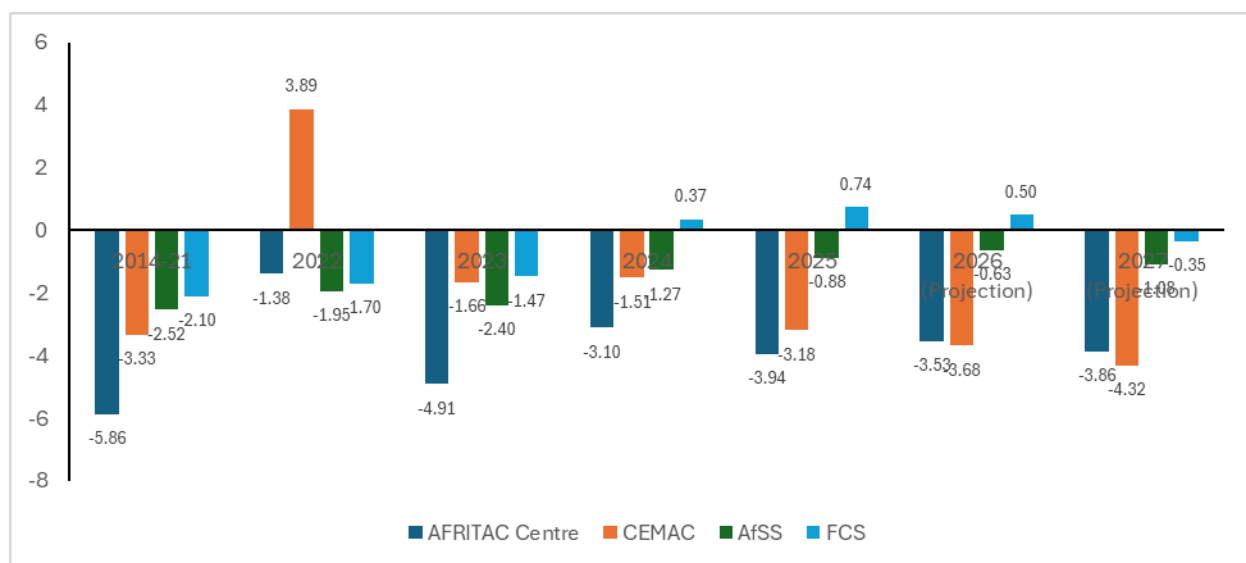
Source : Perspectives Economiques Régionales (FMI), avril 2026

Graphique 4 : Déficit budgétaire (en pourcentage du PIB)



Source : Perspectives Economiques Régionales (FMI), avril 2026

Graphique 5 : Solde extérieur (en pourcentage du PIB)



Source : *Perspectives Economiques Régionales (FMI)*, avril 2026

II. LOGIQUE D'INTERVENTIONS D' AFC ET EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL

A. STRATEGIE ET LOGIQUE D'INTERVENTION D' AFC

14. **AFC renforce les capacités macroéconomiques de ses pays membres à travers un processus structuré en deux étapes.** En début d'année fiscale, les besoins des pays sont identifiés via des consultations avec les autorités des pays membres, complétées par une coordination interne et avec le siège du FMI afin d'élaborer un programme de travail cohérent, validé par le Comité d'orientation. En cours d'année, le Centre peut également répondre à des demandes d'assistance technique urgentes non prévues initialement, sous réserve de la disponibilité des ressources. Ainsi, plusieurs types d'activités ont été organisées au cours de l'année fiscale 2026 :

- **Missions menées par les conseillers résidents** : ces missions sont réalisées par les conseillers sur le terrain soit individuellement, soit conjointement avec un expert de court terme, ou avec le siège du FMI ;
- **Missions en synergie** : Il s'agit de missions conduites par au moins deux conseillers résidents de domaines différents, avec le concours ou non d'expert(s) de court terme, sur

une thématique transversale. Les conseillers peuvent effectuer la mission conjointement ou l'une à la suite de l'autre.

- **Missions menées par les experts de court terme** : ces experts sont recrutés pour appuyer les Conseillers résidents du Centre. Ils sont sélectionnés à partir des listes d'experts présélectionnés par les départements techniques du FMI.
- **Séminaires, ateliers, formations et cours régionaux** : ces activités réunissent des participants des pays membres, ceux des pays francophones non-membres (Comores et Madagascar, etc.), ainsi que des institutions sous régionales autour des thématiques spécifiques. Elles peuvent se réaliser conjointement avec (i) d'autres Centres de renforcement des capacités²; (ii) l'Institut du FMI pour le développement des capacités (ICD) et (iii) le Centre de formation du FMI pour l'Afrique (ATI).

B. EXECUTION DU PROGRAMME DES ACTIVITES DU CENTRE

15. **A la fin de l'année fiscale, le Centre a réalisé 147 activités sur les 195 prévues, soit un taux d'exécution de 75%.** Parmi ces activités, on dénombre 12 séminaires et ateliers régionaux, ainsi que 9 appuis auprès des institutions sous régionales telles que la CEMAC et la COBAC.

Tableau 2 : Taux d'exécution du programme de travail de l'année fiscale 2026

Domaines	Activités prévues	Activités réalisées	Taux d'exécution
Administration douanière	24	14	58%
Administration fiscale	22	15	68%
Analyse et prévisions macrobudgétaires	20	19	95%
Budget et contrôle des dépenses	20	17	85%
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	18	16	89%
Cadres macroéconomiques	28	12	43% ³
Opérations de la banque centrale	14	8	57%
Régulation et supervision bancaires	18	15	83%

² AFC organise en effet plusieurs séminaires conjoints par an avec AFRITAC Ouest dont les pays membres sont aussi majoritairement francophones.

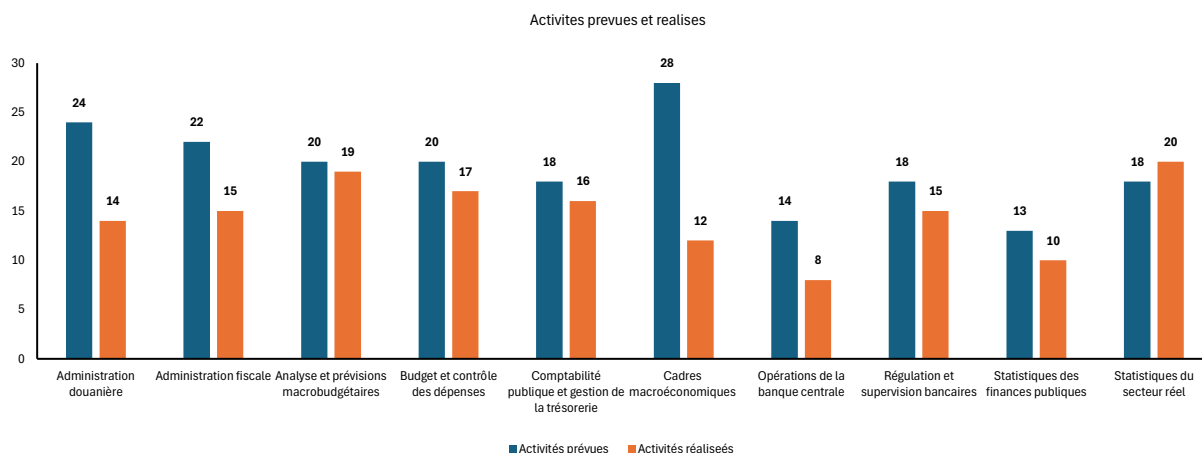
³ Certaines activités ont été reportées à l'année budgétaire 2027 pour des raisons multiples, notamment, l'indisponibilité de certaines administrations, et d'autres projets ont été approuvés tard dans l'année et ont obtenus des financements pour un démarrage effectif vers le quatrième trimestre de l'année budgétaire 2026.

Statistiques des finances publiques	13	10	77%
Statistiques du secteur réel	18	20	111%
Total	195	147	75%

Source : Outil interne de gestion des activités de développement des capacités du FMI (CDMAP)

16. **Le graphique ci-dessous présente la répartition des activités prévues et celles réalisées au cours de l'année fiscale 2026.** En dehors du domaine cadres macrobudgétaires, tous les domaines ont réalisé plus de la moitié des activités prévues dans le programme de travail.

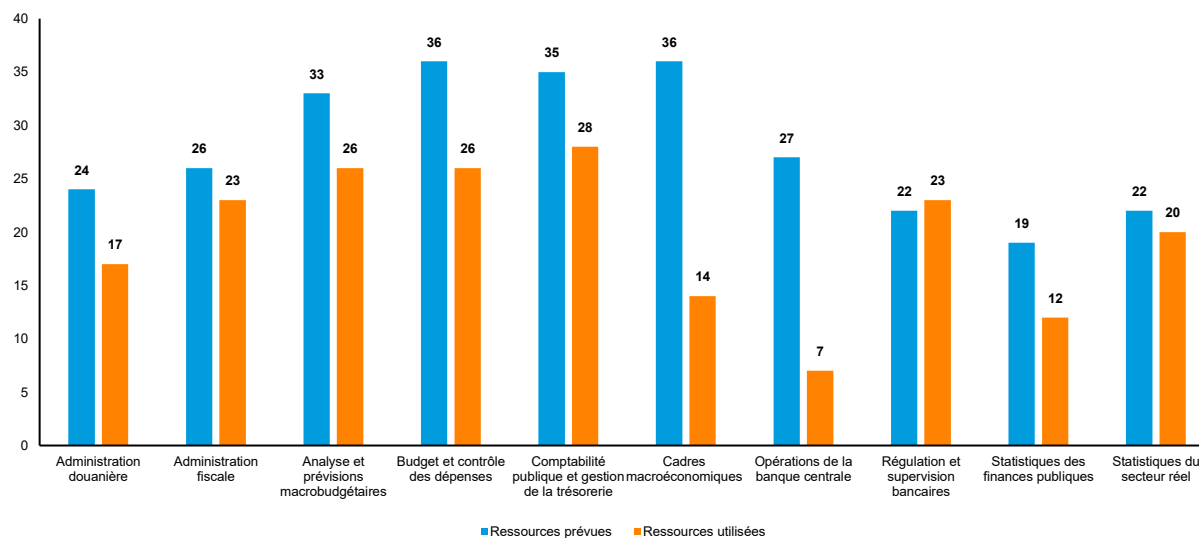
Graphique 6 : Activités prévues et réalisées au cours de l'année fiscale 2026 (en nombre, par domaine)



Source : Outil interne de gestion des activités de développement des capacités du FMI (CDMAP)

17. **Répartition des ressources prévues et celles utilisées dans chaque domaine au cours de l'année fiscale 2026.**

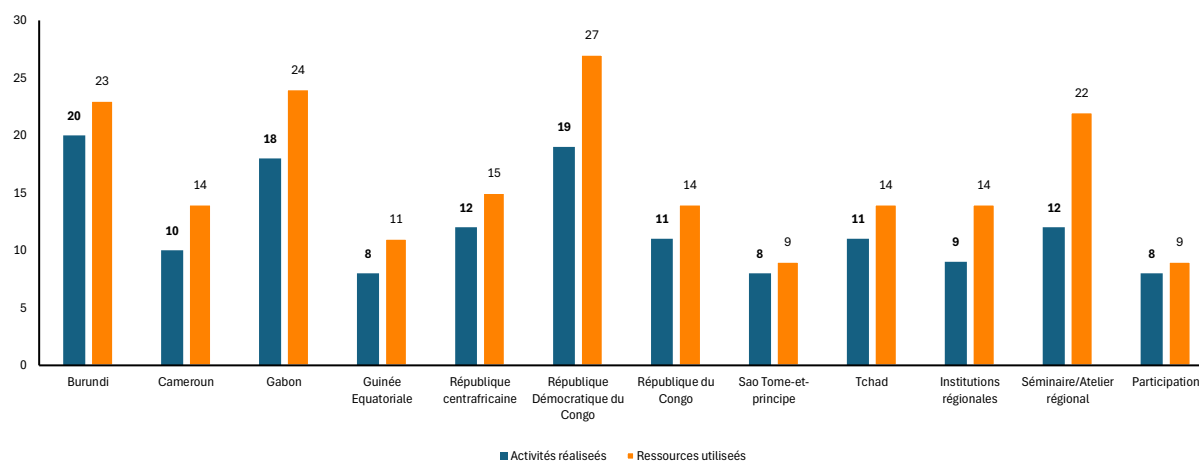
Graphique 7 : Ressources prévues et utilisées au cours de l'année fiscale 2026 (en nombre, par domaine)



Source : Outil interne de gestion des activités de développement des capacités du FMI (CDMAP)

18. Répartition des activités réalisées par le Centre par pays.

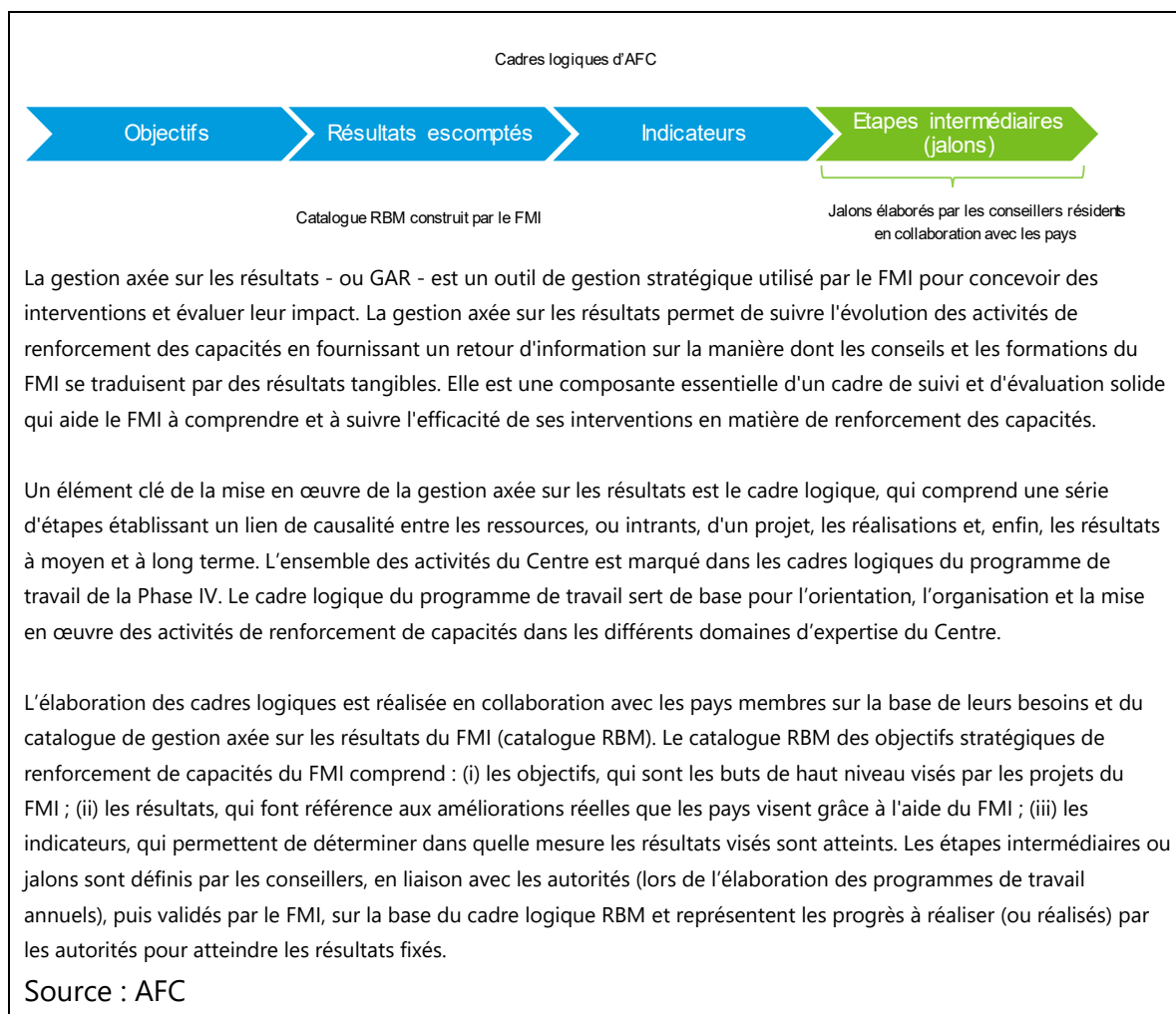
Graphique 8 : Activités réalisées et ressources utilisées au cours de l'année fiscale 2026 (en nombre, par pays)



Source : Outil interne de gestion des activités de développement des capacités du FMI (CDMAP)

C. LES INDICATEURS DE PERFORMANCE DE LA GESTION AXÉE SUR LES RÉSULTATS

Encadré 1: Gestion axée sur les résultats



19. **Depuis le début de la phase IV du programme de travail, 250 résultats escomptés ont été identifiés dans le cadre logique du programme du Centre.** La mise à jour continue du catalogue RBM qui contient les objectifs et résultats escomptés de chaque domaine fait évoluer ce nombre de résultats attendus. Ainsi, à la fin de l'année fiscale 2026, le cadre logique du Centre dénombre 433 résultats escomptés, soit 183 résultats escomptés en plus imputable principalement aux domaines des statistiques et de la gestion des finances publiques qui ont vu leurs catalogues RBM évoluer au cours de l'année fiscale.
20. **À la fin de l'exercice fiscal 2026, 25 résultats escomptés avaient été pleinement atteints, soit 7,62 % du total.** Par ailleurs, 113 résultats escomptés étaient largement

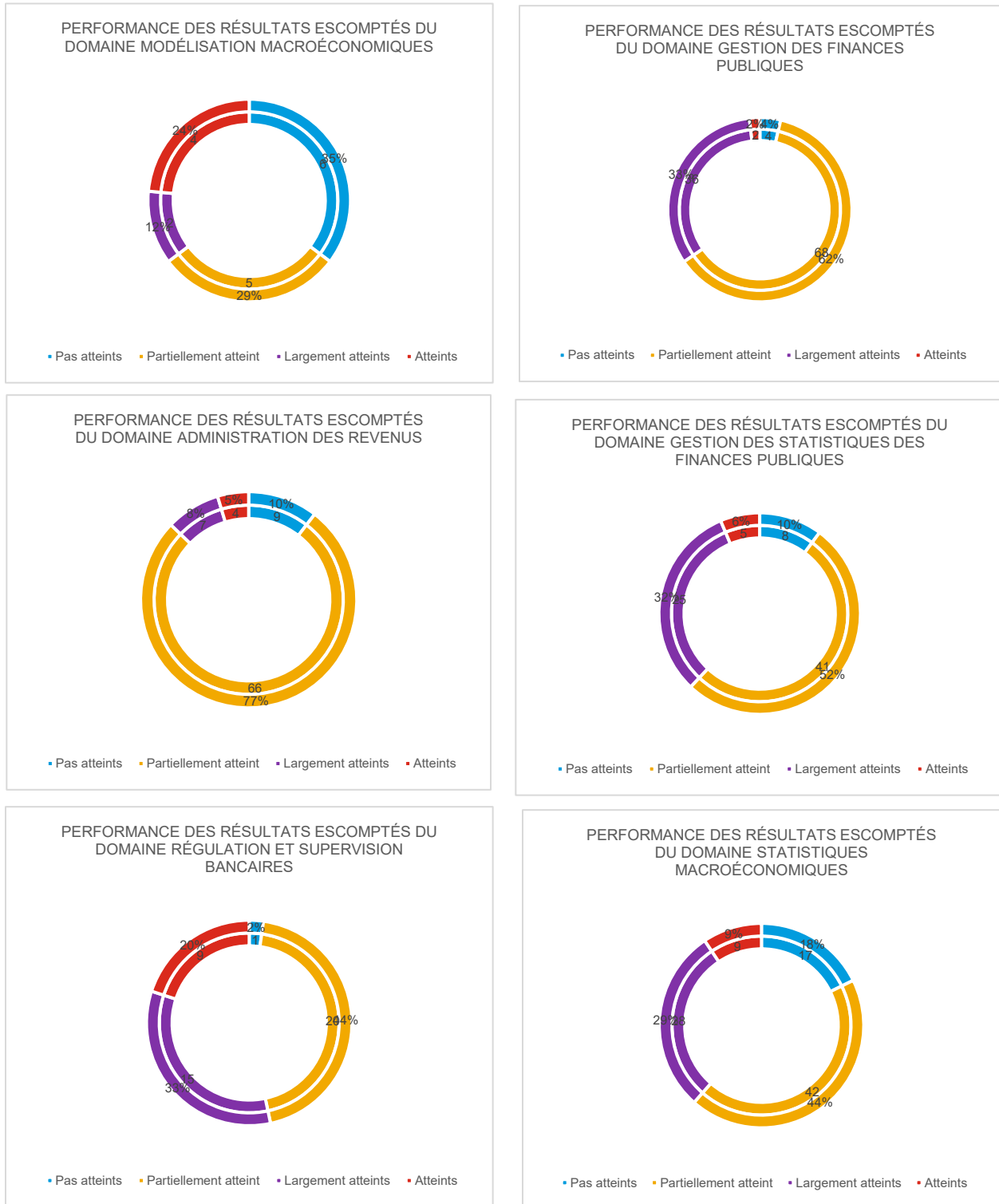
atteints (26,09 %), tandis que 242 résultats étaient partiellement atteints (55,88 %). En revanche, 45 résultats, représentant 10,39 % du total, n'avaient pas été atteints ou avaient été reportés.

21. Les raisons de la non-atteinte des résultats escomptés sont diverses et variées :

- Concernant le domaine administration de revenu, il s'agit essentiellement des activités qui ont été reportées à la fin de l'année fiscale 2025 ou au début de l'année fiscale 2026 et l'indisponibilité des autorités pour recevoir la mission du Centre. Un pays a accusé du retard dans la formulation du projet de réforme susceptible de bénéficier de l'assistance de l'AFC, conformément aux exigences de la nouvelle approche de renforcement des capacités pour les pays FCS, validée par les dirigeants des administrations fiscales en juillet 2024. De plus, les offres de mission de l'AFC pour FY26 tardent à être entérinées par les autorités. Un autre pays a transmis récemment une nouvelle requête modifiant radicalement la priorité de réforme à accompagner par AFC.
- Pour ce qui est du domaine gestion des finances publiques, les résultats escomptés non atteints sont liés aux activités reportées à l'année fiscale suivante. Aussi, à la suite de la prise de fonction de la Conseillère résidente dans le domaine du « Budget et contrôle des dépenses », les besoins des pays ont été actualisés et concentrés sur les troisièmes et quatrièmes trimestres.
- Enfin, pour le domaine des statistiques du secteur réel, les résultats escomptés non atteints sont en rapport avec les faibles progrès dans le rebasage des comptes nationaux dans certains pays. Ces faibles progrès s'expliquent en partie par l'absence de ressources financières des pays concernés. Pour le retard des comptes trimestriels, la principale difficulté reste la disponibilité de données conjoncturelles telles que les indices de la production industrielle, les indices du chiffre d'affaires à défaut de l'accès à la base des chiffres d'affaires mensuels de l'administration fiscale.

22. Le détail des performances des résultats escomptés par domaine est décrit ci-dessous.

Graphique 9: Graphiques des performances des résultats escomptés par domaine



Source : Institut de développement des capacités du FMI (ICD)

III. STRATEGIE POUR LES ETATS MEMBRES EN SITUATION DE FRAGILITE ET DE CONFLITS, PRIORITES EMERGENTES ET SYNERGIES ENTRE LES DOMAINES D’AFC

A. LA MISE ŒUVRE DE LA STRATEGIE FCS AU SEIN D’AFC

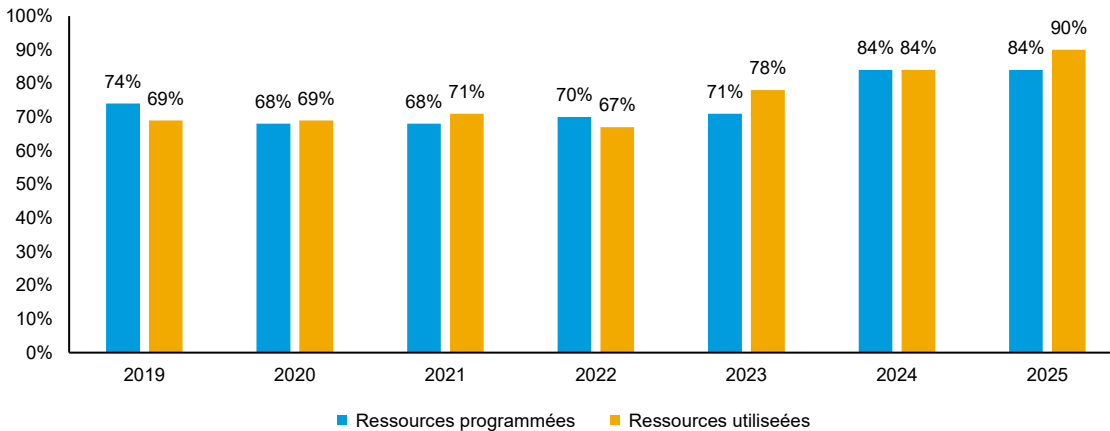
23. Les FMI renforce son engagement en faveur des États fragiles et affectés par les conflits (FCS), à travers une stratégie visant à leur fournir un appui soutenu, adapté à leurs spécificités et inscrit dans une perspective de long terme. Cette stratégie repose sur trois piliers notamment (i) une meilleure adaptation des engagements et des instruments du FMI aux manifestations de la fragilité et des conflits propres à chaque pays ; (ii) une plus grande proximité avec ses membres les plus vulnérables ; et (iii) le renforcement des partenariats pour amplifier l’impact du FMI sur les FCS. La prise en compte de cette stratégie au sein d’AFC s’est matérialisée à travers :

- **Une allocation importante des ressources au profit des pays fragiles**

24. **Le Centre continue d’allouer de plus en plus de ressources aux pays FCS.** Au cours des dernières années, le Centre a affecté en moyenne plus de 75% de son budget en faveur des pays FCS⁴.

Graphique 10 : Evolution des ressources allouées au pays FCS depuis l’année fiscale 2019

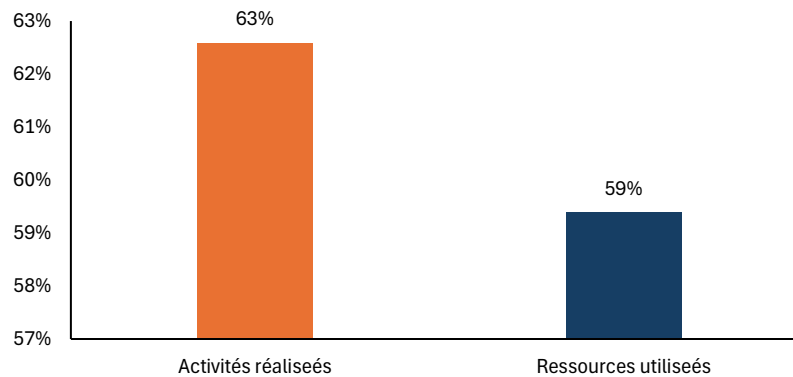
⁴ Liste des pays FCSs : Burundi, Cameroun, Congo, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe et Tchad.



Source : Outil interne de gestion des activités de développement des capacités du FMI (CDMAP)

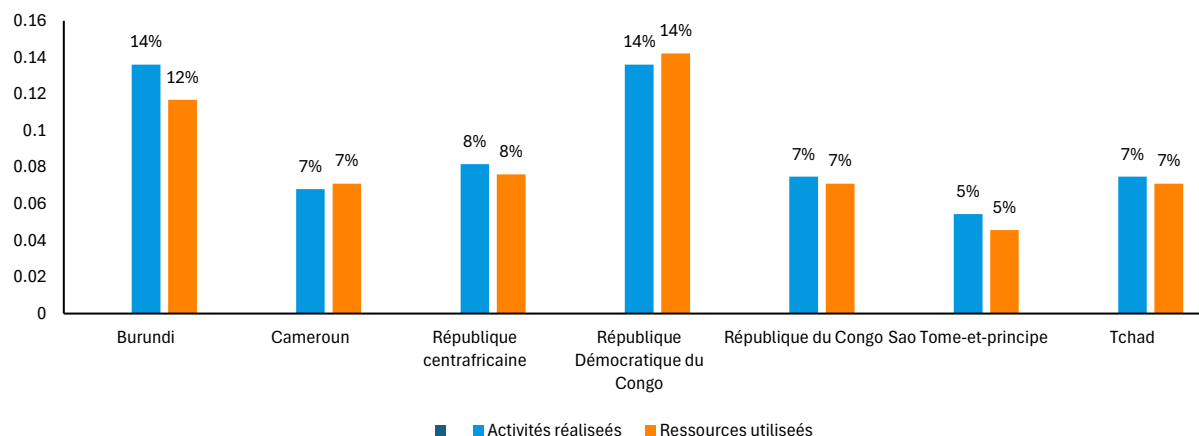
25. **A la fin de l'année fiscale 2026**, le Centre a réalisé 63% de ses activités dans les pays FCS et a alloué 59 % de ses ressources à ses pays FCSs.

Graphique 11 : Taux d'exécution au sein des pays FCSs



Source : Outil interne de gestion des activités de développement des capacités du FMI (CDMAP)

Graphique 12 : Répartition par pays des activités et ressources allouées au FCS au cours de l'année fiscale 2026 (en pourcentage)



Source : Outil interne de gestion des activités de développement des capacités du FMI (CDMAP)

- **Une adaptation des missions sur le terrain : apprentissage par les pairs et le partage d'expériences**

26. **Le Centre continue le développement de mécanismes visant à mieux adapter ses activités aux besoins et réalités de ses pays membres en situation de fragilité et de conflits (FCS).** A cet effet, il tient compte de la capacité d'absorption de ces pays afin d'adapter les missions d'assistance technique aux contraintes et réalités du terrain. Ainsi, le Centre encourage les visites d'immersion des cadres de ses pays et en particulier ceux dits FCS dans d'autres pays d'AFC ou d'AFW, afin de favoriser l'apprentissage par les pairs et le partage d'expériences.

- **Une collaboration renforcée avec le siège, les autres centres et les partenaires au développement**

27. **La collaboration avec le siège, les autres centres régionaux et les partenaires au développement permet de mieux coordonner les activités de développement des capacités et mutualiser les efforts, afin d'augmenter l'efficacité des activités de renforcement des capacités.** Au cours de l'année fiscale 2026, le Centre a collaboré principalement avec d'autres départements du siège notamment avec FAD dans le domaine de l'administration fiscale et les prévisions macro-budgétaires, avec MCM dans le domaine régulation et supervision bancaires ; mais aussi avec les autres centres notamment AFRITAC de l'Ouest et AFRITAC du Sud.

- **L'intégration des priorités émergentes dans les missions d'AFC**

28. **En plus de ses thématiques habituelles, des nouvelles thématiques émergentes sont au cœur de la stratégie rénovée de renforcement des capacités du FMI.** Celles-ci portent sur la gouvernance, la digitalisation. Dans le cadre de son programme de travail, le Centre a intégré une ou plusieurs de ces thématiques dans chacun de ses domaines d'intervention. Ainsi, au cours de l'année fiscale 2026, les missions d'appui aux pays membres ont traité des questions de gouvernance (au Cameroun), de la digitalisation (au Gabon, au Tchad, et en Guinée équatoriale), et du changement climatique (en République Démocratique du Congo et sur le plan régional).

- **Les synergies entre les domaines d'intervention**

29. **Dans le but d'améliorer l'impact des résultats des activités de renforcement de capacités menées par les différents domaines, le Centre encourage l'organisation d'activités conjointes impliquant plusieurs domaines.** L'objectif de cette initiative est de (i) favoriser une bonne coordination de l'assistance technique apportée aux autorités ; (ii) améliorer l'impact des activités sur le terrain en faisant en sorte que les activités conduites pour un pays sur un sujet recouvrant plusieurs domaines de compétences d'AFC se mènent conjointement. Les activités en synergies peuvent également se faire avec d'autres Centres (par exemple avec AFRITAC Ouest, AFRITAC Sud).

30. **Au cours de l'année fiscale 2026, plusieurs missions conduites en synergie ont été mises en œuvre dans les pays membres, mobilisant de manière intégrée les trois composantes clés de la gestion des finances publiques, à savoir les prévisions macrobudgétaires, le budget et la comptabilité publique.** Cette approche coordonnée a permis de renforcer la cohérence des réformes et d'améliorer l'articulation entre les différentes étapes de la chaîne budgétaire. Plus précisément :

- Au Cameroun, les travaux en synergie ont permis d'améliorer la cohérence entre les outils budgétaires et de trésorerie, à travers un meilleur alignement des instruments de programmation et un renforcement du suivi intégré de l'exécution budgétaire.
- En République centrafricaine, les travaux en synergie ont permis d'effectuer une évaluation approfondie des cadres organisationnels, juridiques et procéduraux en vigueur, ainsi que des dispositifs envisagés dans ce domaine. Ces travaux ont mis en exergue la nécessité de davantage formaliser et automatiser les circuits financiers et comptables, en impliquant notamment les banques commerciales, les administrations de recettes (douanes et impôts), le Trésor public ainsi que la Banque Centrale. Une autre

mission dans le même pays a permis de renforcer les capacités de mobilisation des recettes fiscales par l'exploitation des croisements manuels de données.

- En République Démocratique du Congo, l'activité en synergie a permis de faire la mise à jour du plan de modernisation de la Direction générale des Impôts (DGI) afin de renforcer la lutte contre l'incivisme fiscal et améliorer la mobilisation des recettes fiscales.

31. **Plusieurs activités régionales ont été organisées.** Il s'agit notamment du :

- Séminaire interrégional sur la gestion des investissements publics (SEIGIP) ;
 - Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget (FOHBAC) ;
 - Séminaire inter-régional (AFC-AFW-AFS) sur la mise en œuvre de la supervision des risques financiers liés au climat dans le domaine bancaire ;
 - Séminaire interrégional sur le thème « Audit de la gestion de la dette publique » ;
 - Séminaire interrégional sur le thème « Défis de la mise en œuvre de la Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT) »
 - Séminaire régional sur l'intégration des statistiques du secteur extérieur dans les comptes nationaux, conformément au Système de Comptabilité Nationale de 2008 (SCN 2008) ;
 - Séminaire régional sur les Statistiques de Finances Publiques ;
 - Séminaire de Haut niveau sur la stratégie de mobilisation des recettes ;
 - Séminaire régional sur l'Enquête Internationale sur les Administrations douanières (EIAD) ;
 - Séminaire régional sur l'accélération de la transition vers la comptabilité d'exercice et l'amélioration de la qualité de l'information financière publique ;
 - Séminaire interrégional sur la mobilisation des financements sur les marchés de capitaux internationaux. L'organisation conjoint des activités régionales a permis de renforcer l'efficacité dans l'appui aux pays et institutions bénéficiaires.
- **Intégration régionale**

32. **AFC appuie l'intégration régionale dans la CEMAC.** Cet appui vise principalement à renforcer l'union monétaire et à harmoniser les politiques régionales pour constituer une

union économique solide et prospère, tout en créant des conditions propices à une meilleure intégration économique.

33. **Le soutien apporté par AFC poursuit notamment deux objectifs.** Il s'agit d'aider (i) les institutions régionales à concevoir, améliorer et diffuser les outils d'intégration, notamment des stratégies et les directives régionales ; et (ii) les pays membres à transposer ces directives dans leur législation nationale et leur appareil administratif pour une meilleure harmonisation, ainsi que dans l'adoption et la mise en œuvre des politiques qui en découlent.

34. **Au cours de l'année fiscale 2026, les activités d'appui à l'intégration régionale se sont concentrées sur les statistiques des finances publiques, l'administration fiscale et la gestion des finances publiques.** Dans le domaine des statistiques des finances publiques, l'assistance technique a porté sur la mise en œuvre de la Directive n° 05/11-UEAC-190-CM-22 de la CEMAC relative au cadre harmonisé des finances publiques. S'agissant de l'administration fiscale, les travaux ont permis l'élaboration de la Stratégie régionale de mobilisation des recettes de fiscalité intérieure (SRMFI), ainsi que du manuel régional de gestion des données et de l'outil de croisement automatisé. En matière de gestion des finances publiques, les interventions ont notamment concerné la revue finale et la validation du guide régional sur les risques budgétaires, ainsi que l'achèvement du guide régional relatif aux cadres budgétaires pluriannuels.

B. INTEGRATION « SURVEILLANCE-PROGRAMMES-DEVELOPPEMENT DES CAPACITES »

35. **Le Centre appuie les pays membres dans la mise en œuvre des recommandations formulées dans le cadre des consultations au titre de l'article IV ainsi que des mesures et réformes convenues au titre des programmes soutenus par le FMI.** À cet effet, il veille à assurer une étroite articulation entre ses activités de développement des capacités, les priorités identifiées dans les exercices de surveillance économique et les objectifs des programmes appuyés par le Fonds. Cette approche vise à renforcer la cohérence et la complémentarité entre les trois fonctions essentielles du FMI — la surveillance, les prêts et le développement des capacités — afin d'accroître l'efficacité de l'assistance apportée aux autorités.

36. **Au cours de l'année fiscale 2026, le Centre a poursuivi ses efforts de coordination avec les Etats membres et équipes-pays du FMI afin de garantir l'alignement de ses activités d'assistance technique sur les priorités nationales de réforme et les objectifs des programmes soutenus par le Fonds.** Dans cette perspective, les interventions du Centre ont notamment porté sur la gestion des finances publiques, la mobilisation des recettes intérieures, la politique budgétaire, la gestion de la dette publique, les statistiques macroéconomiques ainsi que la stabilité et le développement du secteur financier. À travers ces actions, le Centre a continué d'accompagner les pays membres dans le renforcement de leurs capacités institutionnelles et l'amélioration de la gouvernance économique.

IV. REALISATIONS DU 1^{ER} MAI 2025 AU 30 AVRIL 2026

ADMINISTRATION DOUANIERE

République centrafricaine

- **Évaluation des réformes douanières soutenues par l'AFC**

Les missions ont permis d'évaluer l'état d'avancement des réformes, de mettre en évidence les insuffisances opérationnelles (notamment en matière de contentieux douanier) et de définir un plan d'actions ciblé visant à renforcer la gouvernance et l'efficacité du système douanier.

- **Contentieux douaniers – Renforcement et centralisation**

Un diagnostic approfondi du dispositif contentieux a conduit à l'élaboration d'un plan d'actions et d'un cahier des charges pour l'automatisation via SYDONIAWorld, améliorant la traçabilité, la centralisation et la production de statistiques utiles au ciblage.

- **Digitalisation des recettes fiscales, douanières et non fiscales**

L'appui a permis d'évaluer les cadres existants et de proposer un plan d'action visant l'automatisation des circuits financiers, l'implication des acteurs (banques, Trésor, douanes) et le renforcement de la transparence et de la traçabilité.

- **Suivi et contrôle des exonérations – Évaluation des progrès**

Des progrès significatifs ont été enregistrés avec l'élaboration d'un cadre juridique, le renforcement des capacités et l'amélioration du pilotage du dispositif de suivi des exonérations. Toutefois, afin de renforcer davantage le dispositif en vigueur, l'activité a proposé un plan d'actions actualisé.

Guinée équatoriale

- **Suivi et contrôle des exonérations – Diagnostic**

L'activité a permis de réaliser un diagnostic complet des mécanismes d'exonération, de proposer la création d'une entité centrale dédiée et de définir un plan d'actions pour améliorer le suivi, la transparence et l'évaluation des dépenses fiscales.

Burundi

- **Suivi et contrôle des exonérations – Évaluation des progrès**

L'évaluation a permis d'actualiser le plan d'actions, d'améliorer la qualité des rapports sur les manques à gagner et de renforcer les capacités institutionnelles pour une meilleure sécurisation des recettes.

Cameroun

- **Transit douanier – Évaluation des pratiques opérationnelles**

La mission a permis de constater l'opérationnalisation de l'interconnexion des systèmes douaniers (CAMCIS/SYDONIAWorld) avec les douanes centrafricaines et tchadiennes, et d'élaborer un plan d'action visant à davantage faciliter et sécuriser les opérations de transit au niveau national et sur les corridors régionaux.

Gabon

- **Digitalisation des recettes douanières**

L'évaluation des dispositifs existants a abouti à des recommandations structurantes pour intégrer les opérations douanières dans le Système Intégré de Gestion des Finances Publiques. (SIGFiP) et davantage dématérialiser les processus de liquidation et d'encaissement des recettes.

Congo

- **Évaluation des progrès de la réforme douanière**

Le diagnostic a permis d'évaluer les progrès de réforme réalisés, d'identifier les principaux défis et de formuler des recommandations pour accélérer la modernisation et améliorer la performance de l'administration.

Sao Tomé-et-Principe

- **Appui à la gestion de la réforme douanière**

L'activité a permis d'évaluer les avancées de la réforme douanière, notamment en matière de

gestion des risques et de coopération avec l'administration fiscale, et de valider un plan d'actions visant à renforcer les capacités et l'efficacité du dispositif.

Séminaires et ateliers régionaux

- **Enquête internationale sur les administrations douanières (EIAD)**

Les administrations ont été formées à cet outil stratégique du FMI, favorisant une meilleure transparence dans l'organisation et l'action des douanes, ainsi qu'une évaluation plus juste de leurs performances et une prise de décision fondée sur des données fiables et comparables.

Participations

- **Audit après dédouanement**

Cette activité a permis aux douanes du Cameroun et de Sao Tomé & Principe de participer à un atelier régional organisée par AFRITAC Ouest², de renforcer leurs capacités en contrôle a posteriori et d'élaborer des plans d'actions nationaux pour améliorer l'efficacité des contrôles.

- **Leadership et gestion des réformes**

Cet atelier supra-régional, organisé au bénéfice des administrations douanières lusophones d'Afrique, a permis à la douane de São Tomé-et-Príncipe d'acquérir de nouvelles compétences en leadership et en management, en vue d'un pilotage plus stratégique des réformes institutionnelles.

- **Conférence OMD-AOC**

Cette participation a permis de renforcer la coordination régionale, de partager les bonnes pratiques et de mobiliser les partenaires autour des réformes douanières prioritaires

ADMINISTRATION FISCALE

République centrafricaine

- **Appui à la mise en œuvre de l'initiative de vérification croisée manuelle des données (2026)**

La mission a permis de consolider le dispositif de recoupement des données fiscales, d'améliorer les méthodes de notification des redressements et de définir des mesures pour renforcer le recouvrement. Elle a également contribué à améliorer le système E-Tax et à structurer l'exploitation des données fiscales.

- **Modernisation et optimisation des recettes fiscales (mission conjointe FAD-AFC)**

Des résultats significatifs ont été enregistrés avec l'élaboration d'un plan d'action pour le déploiement du système E-Tax, le renforcement de la digitalisation et l'amélioration du

croisement des données. La mission a aussi permis de structurer la coordination des partenaires techniques et d'améliorer la traçabilité des recettes.

Burundi

- **Évaluation des fonctions essentielles de l'Office burundais des recettes**

L'analyse des fonctions clés a permis d'identifier les faiblesses structurelles et de proposer des mesures visant à améliorer la mobilisation des recettes, la gestion des risques fiscaux et la performance globale de l'administration.

Sao Tomé-et-Principe

- **Renforcement des fonctions essentielles de l'administration fiscale**

L'appui a permis d'identifier les insuffisances dans la gestion des grands contribuables et du recouvrement, et de proposer des mesures correctives structurées autour de la modernisation des outils, du pilotage par la performance et du renforcement des procédures de recouvrement.

- **Définition des priorités et formation en gestion du risque**

La mission a permis d'identifier les priorités d'assistance technique et de renforcer les capacités en analyse du risque fiscal, notamment à travers des outils de profilage du risque TVA et un plan structuré d'interventions.

Gabon

- **Registre des contribuables et manuel de gestion des données fiscales**

La mission a permis d'assainir le fichier des contribuables, d'identifier les anomalies, et d'élaborer un manuel de procédures structurant la gestion du cycle de vie des contribuables, contribuant ainsi à améliorer la conformité fiscale.

- **Gestion des données fiscales**

Un diagnostic complet a été réalisé et un plan d'action adopté pour moderniser la gestion des données fiscales, notamment à travers la digitalisation, l'amélioration du civisme fiscal et le renforcement du croisement des données.

République Démocratique du Congo

- **Mise à jour du plan de modernisation de la DGI**

La mission a permis d'actualiser le plan stratégique de modernisation, avec un accent sur la

digitalisation, la gestion des données fiscales, le registre des contribuables et le renforcement du recouvrement, en vue d'accroître durablement les recettes.

Tchad

- **Soutien au projet de contrôle sur pièces automatisé (CSP)**

L'appui a permis des avancées majeures dans l'automatisation du contrôle fiscal : développement du registre des contribuables, interconnexion des bases de données, mise en œuvre de la facture électronique et élaboration d'une stratégie de gestion des arriérés.

- **Mise en œuvre du CSP automatisé de la DGI**

Les travaux ont contribué à la structuration du projet, à la définition des spécifications techniques et à la mise en place d'une équipe dédiée, permettant d'améliorer la lutte contre la fraude et le rendement fiscal.

Cameroun

- **Amélioration de la gestion de l'administration fiscale et de la gouvernance**

La mission a permis de valider un cadre organisationnel et procédural de gestion des données fiscales, renforçant la maîtrise du risque de non-conformité et contribuant à l'augmentation des recettes fiscales.

- **Élaboration du manuel des procédures de gestion des données fiscales**

L'élaboration du manuel a permis de formaliser les processus de gestion des données et d'améliorer la qualité et la fiabilité de l'information fiscale.

Institutions régionales (CEMAC)

- **Stratégie régionale de mobilisation des recettes (SRMFI) et guide TVA**

Les travaux ont permis de définir les piliers de la stratégie régionale, d'harmoniser les approches nationales et d'élaborer un guide visant à améliorer le rendement et la neutralité de la TVA dans les pays membres.

Séminaires et ateliers régionaux

- **Séminaire de haut niveau sur la mobilisation des recettes**

Le séminaire a permis de définir une vision commune de la mobilisation des recettes fiscales, d'arrêter les axes stratégiques régionaux et de renforcer la coordination entre administrations fiscales.

- **Élaboration du manuel régional de gestion des données et de l'outil de croisement automatisé**

Les travaux ont permis de produire et valider un projet de manuel régional ainsi qu'un cahier des charges technique pour un outil de croisement automatisé des données fiscales, renforçant la lutte contre l'incivisme fiscal.

CADRES MACROECONOMIQUES

Burundi

- **Conception d'outils de prévision et d'analyse macroéconomique**

La mission a permis de développer des outils de prévision macroéconomique, d'améliorer l'analyse des agrégats clés et de renforcer les capacités nationales en modélisation et en pilotage des politiques macroéconomiques.

Congo

- **Conception d'outils de prévision et d'analyse macroéconomique**

La mission a permis de structurer des outils de projection macroéconomique, d'améliorer la cohérence des prévisions et de renforcer les capacités d'analyse et de prise de décision en matière de politiques économiques.

Cameroun

- **Poursuite de l'élaboration d'un modèle macroéconomique**

La mission a permis d'avancer dans le développement d'un modèle macroéconomique, d'améliorer les capacités de projection et de renforcer l'analyse de la dynamique économique à moyen terme.

Gabon

- **Poursuite de l'élaboration d'un modèle macroéconomique avec module dette**

La mission a permis de consolider le modèle macroéconomique, d'intégrer un module d'analyse de la dette et d'améliorer la capacité de simulation des scénarios macro-budgétaires.

- **Élaboration d'un modèle macroéconomique avec module de projection et d'analyse de la dette**

La mission a permis de développer un cadre analytique intégré reliant les projections macroéconomiques et la dynamique de la dette, contribuant à améliorer la soutenabilité budgétaire et la prise de décision.

République Démocratique du Congo

- **Mission d'identification des besoins en modélisation macroéconomique**

La mission a permis d'identifier les lacunes du dispositif existant, de définir une feuille de route pour le développement d'un cadre de modélisation et de structurer les besoins en renforcement des capacités.

République centrafricaine

- **Mission d'évaluation des besoins et formation PPF**

La mission a permis d'évaluer les besoins en programmation financière, de renforcer les capacités des cadres et de poser les bases pour le développement d'outils macroéconomiques adaptés.

Tchad

- **Conception d'un modèle macroéconomique (MFT) avec module de projection de la dette**

La mission a permis de progresser dans le développement d'un modèle de projection et de simulation, d'améliorer l'analyse de la dynamique de la dette et de renforcer la cohérence entre cadre macroéconomique et gestion budgétaire.

Guinée équatoriale

- **Renforcement des capacités d'analyse et de prévision macroéconomiques**

La mission a permis d'améliorer les compétences techniques des équipes, de renforcer les outils d'analyse et de contribuer à une meilleure qualité des prévisions macroéconomiques.

Séminaires et ateliers régionaux

- **Participation au cours sur la viabilité de la dette (DDT)**

L'activité a permis de renforcer les capacités en analyse de soutenabilité de la dette, d'améliorer l'utilisation d'outils analytiques avancés et de consolider les compétences en modélisation macroéconomique appliquée.

Participation

- **Participation à une mission du siège (ICD – MEP)**

Cette participation a permis de renforcer les compétences en programmation macroéconomique, d'améliorer la maîtrise des outils analytiques et de soutenir le transfert de connaissances vers les équipes nationales.

ANALYSES ET PREVISIONS MACROBUDGETAIRES

Burundi

- **Renforcement des capacités et appui au rapport sur les risques budgétaires**

Les travaux ont permis de renforcer les capacités d'identification, de quantification et d'intégration des risques budgétaires et de produire les premiers éléments du rapport national, avec des outils méthodologiques et des canevas normalisés.

- **Renforcement de la prévision des recettes et développement d'un module de micro-simulation**

La mission a permis d'améliorer le modèle de prévision des recettes en intégrant un module de micro-simulation des mesures fiscales et douanières, permettant une meilleure évaluation de leur impact budgétaire.

- **Finalisation du guide CBMT/CDMT et du DPBEP**

Le guide pratique a été validé, renforçant la structuration de la programmation budgétaire pluriannuelle et son articulation avec les CDMT sectoriels et le budget-programme.

Cameroun

- **Suivi infra-annuel et sensibilisation aux risques budgétaires**

La mission a contribué à la mise en place d'un dispositif de suivi infra-annuel des risques, à la formalisation d'un registre des risques et au renforcement de la prise de décision des autorités à travers une meilleure gestion des risques budgétaires.

Congo

- **Mission du siège sur le cadre institutionnel des risques budgétaires**

La participation a permis d'évaluer les dispositifs institutionnels de gestion des risques, notamment ceux liés aux entreprises publiques et aux garanties, et de formuler des recommandations pour renforcer leur gestion et leur transparence.

- **Développement d'un modèle de programmation budgétaire (CBMT/CDMT global)**

La mission a contribué au développement d'un outil de projection macro-budgétaire, permettant d'améliorer la cohérence et la fiabilité des prévisions à moyen terme malgré les contraintes liées à la disponibilité des données.

Gabon

- **Renforcement du cadre de gestion des risques budgétaires et appui au rapport 2026**

Les missions ont permis d'identifier, de quantifier et d'intégrer les risques budgétaires dans le processus budgétaire, contribuant à la préparation du rapport sur les risques budgétaires annexé au budget.

- **Formation en gestion des finances publiques (CESEC)**

L'atelier a renforcé les capacités des acteurs institutionnels sur les processus budgétaires, les risques budgétaires et les mécanismes de gestion des finances publiques, améliorant la compréhension et la gouvernance budgétaire.

Guinée équatoriale

- **Suivi et formation sur la programmation budgétaire pluriannuelle (PBP)**

L'activité a permis d'évaluer les capacités existantes, de renforcer les compétences des cadres et de définir une feuille de route pour améliorer la production des cadres pluriannuels et leur intégration dans le processus budgétaire.

République Démocratique du Congo

- **Diagnostic et formation sur la prévision des recettes**

La mission a permis d'identifier les contraintes institutionnelles et techniques, de former les acteurs aux méthodes de prévision et de définir une feuille de route pour le développement d'un modèle de simulation des recettes.

- **Participation à une mission du siège sur les risques liés aux catastrophes naturelles**

Cette activité a permis d'intégrer les risques climatiques dans l'analyse budgétaire, notamment à travers des outils de quantification et des recommandations pour leur prise en compte dans les politiques publiques.

Sao Tomé-et-Principe

- **Développement du modèle CBMT/CDMT global et projections**

La mission a permis de concevoir un modèle de projection macro-budgétaire, de produire des projections à moyen terme (2027-2028) et de renforcer la qualité du chapitre CBMT du rapport pré-budgétaire.

Tchad

- **Développement d'un modèle de prévision des recettes et simulation**

L'activité a permis d'actualiser le modèle de prévision, d'intégrer un module de microsimulation douanière et de produire des projections de recettes à moyen terme, améliorant la qualité de l'analyse budgétaire.

Participation / activités transversales

- **Co-animation du FOHBAC 2025**

Cette activité a permis de renforcer l'apprentissage par les pairs et d'améliorer la compréhension des enjeux liés à la gestion budgétaire et aux risques.

- **Animation de séminaires interrégionaux et formations (analyse macrobudgétaire, viabilité budgétaire, GIP)**

Ces activités ont contribué au renforcement des capacités régionales, à la diffusion des outils analytiques et à l'amélioration de la programmation budgétaire et de la gestion des investissements publics.

Institutions régionales (CEMAC et partenaires)

- **Revue finale et validation du guide régional sur les risques budgétaires**

La mission a permis de finaliser un guide opérationnel destiné à renforcer les cadres nationaux de gestion des risques budgétaires, en intégrant les bonnes pratiques internationales et en harmonisant les approches au niveau régional.

- **Finalisation du guide régional sur les cadres pluriannuels (CBMT/CDMT)**

Le projet de guide a été achevé et structuré en modules couvrant l'ensemble du cycle de programmation pluriannuelle. Il constitue un outil de référence pour améliorer la cohérence entre CBMT, CDMT, PIP et budget annuel.

BUDGET ET CONTROLE DES DEPENSES

Gabon

- **Mise en œuvre de la Nomenclature Budgétaire de l'État (NBE)**

La mission a permis d'évaluer le niveau d'application des classifications budgétaires et d'identifier les principales insuffisances. Des recommandations ont été formulées pour améliorer la qualité de l'information budgétaire, renforcer la transparence et optimiser le suivi des politiques publiques.

- **Appui à la mise en œuvre d'un progiciel de gestion budgétaro-comptable**

L'analyse des cahiers de charges a permis d'améliorer la cohérence des processus métiers, de renforcer l'intégration des systèmes d'information et de préparer une mise en œuvre harmonisée du système budgétaire et comptable.

- **Renforcement des capacités du CESEC en matière budgétaire**

La formation a permis d'améliorer la compréhension des processus d'élaboration et d'analyse

du budget, notamment sur les enjeux liés au budget 2026 et à la gestion des finances publiques.

République Démocratique du Congo

- **Revue qualité des programmes budgétaires et des cadres de performance**

La mission a permis d'évaluer et de réviser les programmes budgétaires des 44 ministères, de renforcer la qualité des cadres programmatiques et de consolider la transition vers la budgétisation axée sur les résultats, avec formation de nombreux acteurs.

Guinée équatoriale

- **Élaboration du manuel d'exécution des dépenses publiques**

La mission a abouti à la rédaction d'un manuel complet décrivant le circuit de la dépense et les procédures associées, ainsi qu'à la préparation de textes réglementaires pour encadrer sa mise en œuvre.

- **Finalisation et validation du manuel**

Les travaux ont permis de valider le manuel, d'élaborer un projet de décret et une circulaire d'application, tout en renforçant les capacités des acteurs sur les nouvelles procédures et leur appropriation.

République centrafricaine

- **Revue des CDMT sectoriels et des PAP**

La mission a permis d'améliorer les cadres de dépenses à moyen terme et les projets annuels de performance de l'ensemble des ministères, de renforcer la budgétisation pluriannuelle et d'accroître les capacités de plus de 600 acteurs publics.

Burundi

- **Mise en place des Rapports Annuels de Performance (RAP)**

Les missions ont permis d'élaborer un canevas type, de produire les premiers RAP pour l'ensemble des ministères et de former les acteurs à leur élaboration, renforçant ainsi la redevabilité et la gestion axée sur les résultats.

- **Renforcement des capacités sur le DPBEP et le budget-programme**

L'appui a permis d'améliorer l'articulation entre CDMT, PAP et DPBEP, d'identifier les points critiques du budget-programme et de proposer des mesures concrètes pour renforcer le processus budgétaire.

- **Élaboration du guide des RAP (2026)**

Cette activité a permis de structurer un cadre méthodologique harmonisé pour la production des RAP et de renforcer les capacités des administrations dans la gestion axée sur la performance.

- **Évaluation PIMA / C-PIMA**

L'évaluation a permis d'analyser la gestion des investissements publics, y compris les aspects climatiques, et d'identifier les réformes nécessaires pour améliorer l'efficacité et la résilience des investissements.

Cameroun

- **Renforcement de la cohérence entre outils budgétaires et de trésorerie**

La mission a permis d'améliorer l'articulation entre les plans budgétaires (PPM, PE, PT), de renforcer la coordination institutionnelle et de proposer des recommandations pour un suivi intégré et en temps réel de l'exécution budgétaire.

Congo

- **Renforcement de l'exécution et du reporting du budget-programme**

La mission a permis d'évaluer les dispositifs existants, d'améliorer la programmation et le reporting budgétaire et de proposer un plan d'actions pour renforcer la mise en œuvre du budget-programme.

- **Organisation de panel sur le budget programme**

Cette activité a contribué à renforcer le dialogue régional, à partager les bonnes pratiques et à identifier les défis liés à la mise en œuvre du budget programme en Afrique centrale.

Tchad

- **Diagnostic PFM et préparation du FoHBAC 2026**

La mission a permis d'identifier les priorités de réforme des finances publiques, de proposer un plan d'assistance technique pluriannuel et de préparer l'organisation stratégique du forum régional.

Séminaires et ateliers régionaux

- **Séminaire interrégional sur la gestion des investissements publics (SEIGIP)**

Le séminaire a renforcé les capacités des participants en matière de programmation et de

budgetisation des investissements publics, en améliorant l'articulation entre CBMT/CDMT, PIP et budget annuel.

- **Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget (FOHBAC).**

Cette activité a permis de promouvoir l'apprentissage par les pairs, de renforcer les compétences des participants et d'améliorer la compréhension des enjeux liés à la gestion budgétaire et aux risques.

COMPTABILITE PUBLIQUE ET GESTION DE LA TRESORERIE

République Démocratique du Congo

- **Amélioration du plan de trésorerie**

La mission a permis de fiabiliser le plan de trésorerie, d'améliorer la qualité des données et de renforcer les outils de prévision et de suivi des flux, contribuant à une gestion plus efficace de la trésorerie de l'État et à une meilleure prise de décision.

Gabon

- **Renforcement des capacités de l'Inspection générale des services en audit des processus**

La mission a permis de renforcer les compétences en audit des processus, de développer des outils d'analyse et d'élaborer un manuel de procédures internes, contribuant à améliorer le contrôle interne et la qualité de la gouvernance administrative.

- **Examen et validation des spécifications des processus métiers de la chaîne budgétaire**

L'activité a permis d'améliorer la cohérence et la qualité des processus de la chaîne budgétaire, de renforcer l'intégration des systèmes d'information et de sécuriser les opérations de gestion des finances publiques.

Guinée équatoriale

- **Mise en œuvre de la comptabilité d'exercice**

La mission a permis d'actualiser le plan comptable de l'État, de renforcer les capacités des acteurs et de soutenir la transition vers la comptabilité d'exercice, contribuant à une meilleure qualité et transparence de l'information financière.

Cameroun

- **Renforcement des outils de gestion de la trésorerie (PPM/PE/PT)**

La mission a permis d'améliorer l'articulation entre les outils de planification budgétaire et de trésorerie, de renforcer la coordination institutionnelle et de faciliter un suivi intégré et en temps réel de l'exécution budgétaire.

Institutions régionales

- **Élaboration du guide communautaire sur les états financiers et les opérations d'inventaire**

Les travaux ont permis de produire une première version du guide, visant à harmoniser les pratiques comptables et à améliorer la qualité et la fiabilité des états financiers publics au niveau régional.

- **Co-animation d'un séminaire régional sur les remboursements de crédits de TVA**

L'activité a permis de renforcer les capacités des acteurs sur les bonnes pratiques de remboursement de la TVA et d'améliorer la coordination entre administrations fiscales et financières.

République centrafricaine

- **Digitalisation des recettes publiques**

La mission a permis de formaliser les circuits financiers, de proposer un plan d'action pour l'automatisation des processus et d'améliorer la traçabilité, la transparence et l'efficacité du recouvrement des recettes publiques.

Congo

- **Mise en place d'une fonction bancaire du Trésor**

La mission a permis d'identifier les mécanismes de fonctionnement du Trésor comme banquier de l'État, de définir les modalités de gestion des comptes et de proposer des orientations pour améliorer la gestion et la disponibilité des fonds publics.

- **Rencontre avec la commission des finances**

Cette activité a permis de sensibiliser les autorités parlementaires aux enjeux des réformes du Trésor, de renforcer l'appropriation des réformes et de soutenir leur mise en œuvre institutionnelle.

Burundi

- **Élaboration d'un cahier des charges pour la comptabilité des matières**

La mission a permis de définir les spécifications fonctionnelles d'un module de gestion des actifs et des stocks, contribuant à une meilleure traçabilité et gestion des biens de l'État.

- **Mise en œuvre d'un dispositif de contrôle interne comptable de l'État**

L'activité a permis d'élaborer un cadre normatif de contrôle interne, de renforcer les capacités en audit et de structurer la gestion des risques, améliorant la fiabilité de l'information financière.

Tchad

- **Comptabilisation de la dette**

L'appui a permis de renforcer les processus d'enregistrement et de suivi des opérations de dette, d'améliorer la qualité des données et de structurer le reporting, contribuant à une gestion plus fiable de la dette publique.

- **Amélioration de la gestion de la trésorerie**

La mission a permis d'améliorer les dispositifs de prévision et de suivi des flux de trésorerie, de renforcer le cadre institutionnel et de réduire les écarts entre prévisions et réalisations, améliorant l'efficacité de l'exécution budgétaire.

Séminaires et ateliers régionaux

- **Co-animation du FOHBAC sur les risques budgétaires**

Cette activité a permis de promouvoir l'apprentissage par les pairs, de renforcer les compétences des participants et d'améliorer la compréhension des enjeux liés à la gestion budgétaire et aux risques.

- **Animation du séminaire sur les états financiers et les opérations d'inventaire**

Le séminaire a permis de renforcer les capacités techniques des participants et d'améliorer les pratiques en matière de production et de fiabilité de l'information financière publique.

STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES

Tchad

- **Accompagnement de la mise en œuvre de la Directive n° 05/11-UEAC-190-CM-22 (TOFE)**

La mission a permis d'appuyer la migration vers les standards du MSFP 2014, d'améliorer la

qualité et la fiabilité des données budgétaires et de poser les bases d'une production régulière du TOFE conforme aux exigences communautaires.

- **Mise en œuvre de la Directive et amélioration du TOFE**

La mission a permis d'affiner et valider le TOFE de l'administration centrale, d'améliorer la cohérence des données et de développer une stratégie de compilation, renforçant la production statistique et le pilotage budgétaire.

Sao Tomé-et-Principe

- **Production des statistiques de la dette publique**

La mission a permis d'identifier les lacunes du dispositif statistique, d'améliorer les processus de compilation et de renforcer les capacités nationales, contribuant à une meilleure qualité et transparence des données sur la dette publique.

Cameroun

- **Production des statistiques des finances publiques et développement d'un outil de compilation du TOFE**

La mission a permis de renforcer la production des SFP, de développer un outil de compilation basé sur la balance du Trésor et d'identifier les sources de données nécessaires à l'élaboration du bilan financier, améliorant la qualité et la couverture des statistiques.

Burundi

- **Appui à la production des statistiques des finances publiques**

La mission a permis d'améliorer la table de passage, d'affiner le traitement des restes à payer et de renforcer la qualité du TOFE, contribuant à une meilleure fiabilité des statistiques budgétaires.

Gabon

- **Appui à la production des statistiques des finances publiques**

La mission a permis de développer des outils de compilation via le SIGFiP, d'améliorer la structuration des données et de renforcer la production des statistiques de l'administration centrale et de la sécurité sociale.

- **Mise en œuvre de la Directive CEMAC relative au TOFE**

La mission a permis de poser les bases méthodologiques pour la production du TOFE, d'élargir

progressivement le champ de couverture statistique et de renforcer l'organisation institutionnelle du dispositif statistique.

Congo

• Appui à la production des statistiques des finances publiques

La mission a permis d'améliorer l'outil de compilation du TOFE, de valider les données de l'exercice 2024 et de relancer le processus d'élargissement du champ de couverture aux autres sous-secteurs de l'administration publique.

République centrafricaine

• Appui à la production des statistiques des finances publiques

La mission a permis de valider le TOFE, de développer la production infra-annuelle et d'améliorer la cohérence entre les données budgétaires, de dette, du Trésor et des statistiques monétaires, renforçant la fiabilité globale du système statistique.

Séminaires et ateliers régionaux

• Séminaire régional sur les statistiques des finances publiques

Le séminaire a permis de renforcer les capacités des participants sur les concepts du MSFP 2014, d'améliorer la compréhension du financement dans les SFP et de promouvoir l'harmonisation régionale des pratiques statistiques.

STATISTIQUES DU SECTEUR REEL

Congo

• Poursuite des travaux de mise en place de la nouvelle année de base 2022 des comptes nationaux

La mission a permis d'avancer dans le processus de rebasage du PIB, d'améliorer la couverture des sources de données et de renforcer la cohérence méthodologique, contribuant à une meilleure représentativité de la structure économique.

• Finalisation des comptes nationaux annuels 2023

La mission a permis de consolider les estimations des comptes nationaux, d'améliorer la qualité des agrégats macroéconomiques et de renforcer la régularité de la production statistique.

République Démocratique du Congo

- **Poursuite des travaux d'élaboration des comptes nationaux avec une nouvelle année de référence**

La mission a permis de faire progresser le processus de rebasage, d'améliorer l'intégration des sources de données et de renforcer la qualité des estimations macroéconomiques.

- **Appui au traitement des sources de données pour le rebasage**

La mission a permis d'améliorer le traitement des données issues des secteurs financier, extérieur et public, contribuant à une meilleure couverture et fiabilité des comptes nationaux.

Gabon

- **Appui aux travaux de synthèse du Tableau des ressources et des emplois (TRE)**

La mission a permis d'améliorer la cohérence entre les différentes composantes du TRE et de renforcer la qualité des équilibres ressources-emplois.

- **Traitement des sources de données pour le rebasage du PIB**

La mission a permis de structurer et d'exploiter les sources de données disponibles, contribuant à améliorer la qualité des estimations et la préparation du rebasage.

- **Estimation préliminaire du PIB 2022**

La mission a permis de produire une première estimation du PIB, d'améliorer les méthodes de calcul et de renforcer la crédibilité des résultats macroéconomiques.

Tchad

- **Mise en place d'une nouvelle série des comptes nationaux (base 2017)**

La mission a permis de produire une nouvelle série cohérente des comptes nationaux, d'améliorer la couverture sectorielle et d'aligner les statistiques sur les standards internationaux.

- **Élaboration du Tableau des comptes économiques intégrés (TCEI) 2021–2023**

La mission a permis de renforcer la cohérence entre les comptes réels, financiers et extérieurs et d'améliorer l'analyse macroéconomique intégrée.

République centrafricaine

- **Amélioration du Tableau des comptes économiques intégrés (TCEI)**

La mission a permis de renforcer la cohérence entre les comptes sectoriels et d'améliorer la qualité du cadre macroéconomique intégré.

- **Élaboration des comptes nationaux 2022**

La mission a permis de produire les comptes nationaux de l'année 2022, d'améliorer la qualité des estimations et de renforcer la continuité de la production statistique.

Sao Tomé-et-Principe

- **Amélioration des comptes nationaux (base 2019)**

La mission a permis de renforcer la qualité des méthodologies de calcul et d'améliorer la cohérence des agrégats macroéconomiques.

- **Élaboration des comptes nationaux 2020 et 2021**

La mission a permis de combler les retards de production des comptes, d'améliorer la couverture statistique et de renforcer la disponibilité des données.

Cameroun

- **Élaboration des comptes de patrimoine financiers (SCN 2008)**

La mission a permis de développer les comptes patrimoniaux conformes au SCN 2008, contribuant à une meilleure analyse du patrimoine économique national.

- **Élaboration des comptes nationaux trimestriels**

La mission a permis de renforcer la production infra-annuelle, d'améliorer le suivi conjoncturel et d'accroître la réactivité des analyses macroéconomiques.

Guinée équatoriale

- **Finalisation des comptes nationaux annuels (CNA) 2023 et 2024**

La mission a permis d'achever les comptes définitifs 2023 et provisoires 2024, d'améliorer la qualité des données et de renforcer la régularité de production des statistiques nationales.

- **Appui à l'INEGE dans la production des comptes nationaux**

La mission a permis de consolider les capacités institutionnelles, d'améliorer les méthodes de compilation et de renforcer la fiabilité des données macroéconomiques.

Burundi

- **Élaboration du Tableau des comptes économiques intégrés (TCEI)**

La mission a permis d'améliorer la cohérence entre les différents comptes macroéconomiques et de renforcer l'analyse intégrée de l'économie.

- **Finalisation des maquettes du PIB trimestriel**

La mission a permis de mettre en place des outils de production du PIB trimestriel, améliorant le suivi conjoncturel et la réactivité des analyses.

Séminaires et ateliers régionaux

- **Séminaire régional sur l'intégration des statistiques du secteur extérieur dans les comptes nationaux (SCN 2008)**

Le séminaire a permis de renforcer les capacités des participants, d'améliorer l'intégration des comptes extérieurs dans les comptes nationaux et de promouvoir l'harmonisation des pratiques statistiques au niveau régional.

REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES

Burundi

- **Opérationnalisation de la supervision bancaire basée sur les risques**

La mission a permis de structurer une approche de supervision orientée risques, de renforcer les outils d'analyse prudentielle et d'améliorer la capacité de détection des vulnérabilités du secteur bancaire.

- **Cadre réglementaire sur le risque de taux d'intérêt (IRRBB)**

La mission a permis d'élaborer un dispositif réglementaire encadrant le risque de taux, contribuant à une meilleure gestion des risques financiers au sein des banques.

- **Supervision des risques ICT et cybersécurité**

L'activité a permis de renforcer le cadre réglementaire relatif aux risques technologiques, d'améliorer la supervision des systèmes d'information et de soutenir la résilience du secteur bancaire face aux cyber-risques.

République Démocratique du Congo

- **Cadre réglementaire des plans préventifs des banques**

La mission a permis d'élaborer un cadre pour les plans de redressement bancaire, de renforcer la gestion des crises et d'améliorer la résilience du système bancaire.

- **Feuille de route pour l'implémentation de l'ICAAP (Pilier 2)**

La mission a permis de définir les étapes de mise en œuvre de l'ICAAP, de structurer les exigences prudentielles et de renforcer la gestion interne des risques au sein des banques.

- **Renforcement du cadre réglementaire des établissements de paiement**

L'activité a permis de moderniser la réglementation du secteur des paiements, de sécuriser les activités des établissements et de favoriser le développement des services financiers digitaux.

- **Révision de l'instruction n°14 (ratio de liquidité LCR)**

La mission a permis d'évaluer l'impact du LCR, d'adapter les exigences prudentielles et de renforcer la gestion du risque de liquidité dans le secteur bancaire.

- **Supervision basée sur les risques dans le secteur des assurances (ARCA)**

La mission a permis d'introduire une approche de supervision basée sur les risques, d'améliorer les outils de contrôle et de renforcer la surveillance du secteur des assurances.

- **Formation en supervision basée sur les risques (ARCA)**

L'activité a permis de renforcer les capacités techniques des équipes, d'améliorer l'appropriation des outils et de faciliter l'opérationnalisation de la supervision fondée sur les risques.

- **Renforcement du cadre ICT et cybersécurité (BCC)**

La mission a permis d'améliorer le cadre réglementaire lié aux risques technologiques, de renforcer la supervision des systèmes d'information et de soutenir la résilience du secteur bancaire.

Institutions régionales

- **Appui à la COBAC dans la mise en œuvre du Pilier 2 bâlois (ICAAP – ILAAP)**

La mission a permis d'accompagner le déploiement des dispositifs ICAAP et ILAAP, de renforcer l'analyse des risques au sein des établissements et d'améliorer le cadre prudentiel régional conformément aux standards de Bâle II/III.

- **Séminaire sur la Monnaie Numérique de Banque Centrale (MNBC) et les crypto-actifs**

Le séminaire a permis de sensibiliser les autorités sur les enjeux liés aux innovations financières, de renforcer les capacités en matière de régulation et de promouvoir des approches harmonisées face aux crypto-actifs.

- **Projet de supervision basée sur les risques (COSUMAF)**

L'activité a permis d'initier la transition vers une supervision axée sur les risques, de définir les outils d'analyse et de renforcer la surveillance du marché financier régional.

- **Contribution aux réformes de supervision et de résolution bancaire (COBAC)**

L'appui a permis de renforcer le cadre réglementaire (y compris la préparation de l'élaboration

d'une loi bancaire modern) et opérationnel, d'améliorer les mécanismes de supervision et résolution bancaire et de consolider la stabilité du système financier régional.

Séminaires et ateliers régionaux

- **Séminaire interrégional sur la supervision des risques climatiques**

Le séminaire a permis de sensibiliser les autorités de supervision aux risques financiers liés au climat, de renforcer les capacités analytiques et de promouvoir l'intégration de ces risques dans le cadre prudentiel bancaire.

OPERATIONS DE BANQUE CENTRALE

Burundi

- **Mise en place du taux de change de référence**

La mission a permis d'améliorer la méthodologie de détermination du taux de change, de renforcer la transparence du marché des changes et de soutenir une meilleure formation des prix.

- **Modernisation du cadre du collatéral**

La mission a permis d'actualiser les instruments éligibles, de renforcer la gestion des garanties et d'améliorer l'efficacité des opérations de politique monétaire.

République Démocratique du Congo

- **Actualisation du cadre de gestion des réserves de change**

La mission a permis de renforcer les règles de gestion, d'améliorer les stratégies d'investissement et de consolider les dispositifs de gestion des risques liés aux réserves.

- **Mise à jour du cadre des réserves obligatoires**

La mission a permis d'améliorer la conception et l'efficacité de l'instrument, renforçant le pilotage de la liquidité bancaire et la transmission de la politique monétaire.

- **Mise en œuvre d'instruments de politique monétaire**

La mission a permis de diversifier les instruments opérationnels, d'améliorer la gestion de la liquidité et de renforcer l'efficacité opérationnelle de la banque centrale.

- **Modernisation du cadre du collatéral**

La mission a permis d'améliorer les modalités d'éligibilité des actifs, de renforcer la gestion des risques et de soutenir la mise en œuvre des opérations de refinancement.

- **Modernisation du cadre opérationnel de la Caisse de retraite**

La mission a proposé un diagnostic du cadre de gestion de la Caisse de retraite et propose des pistes d'amélioration visant notamment à réduire les risques de change et de concentration et à améliorer le rendement des actifs gérés.

- **Mise en œuvre d'une nouvelle plateforme de transactions interbancaires sur le marché des changes**

La mission a proposé des recommandations visant à assurer le fonctionnement du marché des changes interbancaires organise autour d'une nouvelle plateforme de trading. Les fonctionnalités offertes par cette plateforme ont nécessité une actualisation des modalités de calcul du taux de change de référence et sur les modalités d'adjudication de changes de la banque centrale.

Sao Tomé-et-Principe

- **Appui à la création d'un middle office de gestion des réserves de change**

La mission a permis de définir les fonctions et les procédures du middle office, de renforcer le cadre de gestion des risques et d'améliorer la gouvernance des réserves de change, contribuant à une gestion plus sécurisée et transparente.

Séminaires et ateliers régionaux

- **Séminaire régional sur la gestion des réserves de change**

Le séminaire a permis de renforcer les capacités des participants en matière de gestion des réserves, de diffuser les bonnes pratiques internationales et de promouvoir l'harmonisation des cadres opérationnels au niveau régional.

LBC/FT — LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

- **Séminaire/Atelier régional** : 43e réunion de la Commission technique/plénière du Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest (GIABA)

V. PERSPECTIVES POUR L'ANNEE FISCALE 2027

A. ORIENTATIONS STRATEGIQUES POUR L'ANNEE FISCALE 2027

37. **Dans la continuité des progrès enregistrés au cours de l'exercice 2026, AFRITAC Centre entend poursuivre ses efforts visant à renforcer l'efficacité, la cohérence et l'impact de ses interventions au bénéfice de ses États membres.** L'année fiscale 2027 s'inscrira ainsi dans une dynamique de consolidation des acquis, tout en intégrant des innovations destinées à mieux répondre aux besoins croissants en renforcement des capacités des administrations publiques de la région.

38. **Le Centre entend poursuivre le développement des missions conduites en synergie entre ses différents domaines d'expertise.** Cette approche intégrée permettra de renforcer la complémentarité des interventions, de mutualiser les efforts et d'accroître l'impact global des activités d'assistance technique. En favorisant une coordination renforcée entre les experts en finances publiques, statistiques macroéconomiques, gestion de la dette et supervision financière, AFRITAC Centre contribuera à une meilleure prise en compte des interdépendances sectorielles indispensables à la réussite des réformes structurelles dans les pays membres. Dans le même ordre d'idées, les experts en régulation financière et en opérations de banque centrale développeront une approche coordonnée afin d'apporter une réponse cohérente et globale sur les questions liées à la liquidité des banques.

39. **Dans une optique d'approfondissement du développement des capacités institutionnelles et de promotion de l'apprentissage entre pairs, AFRITAC Centre envisage d'intensifier l'organisation de missions d'immersion au profit des cadres des pays membres.** Ces initiatives permettront de favoriser le partage d'expériences pratiques, l'appropriation des bonnes pratiques et la diffusion de solutions opérationnelles adaptées aux contextes nationaux.

40. **Par ailleurs, le Centre prévoit la mise en place d'un forum des hauts fonctionnaires des administrations fiscales, conçu comme une plateforme pérenne d'échanges et de dialogue stratégique.** À l'instar du Forum des hauts fonctionnaires du budget de l'Afrique centrale (FOHBAC), ce cadre offrira aux responsables fiscaux l'opportunité de se réunir régulièrement afin de discuter des avancées, des défis et des réformes en cours, contribuant ainsi à renforcer la coordination régionale et à accélérer la modernisation des administrations fiscales au sein de la région.

41. **Le Centre entend initier une approche dite de « projet pays », visant à mobiliser l'ensemble des domaines d'intervention autour d'un objectif stratégique commun clairement identifié.** Cette approche marquera une évolution vers une programmation plus intégrée et structurée autour de projets, permettant une meilleure articulation des différentes

composantes de l'assistance technique autour d'objectifs communs et de résultats mesurables. Le Gabon servira de pays pilote pour cette approche intégrée, à travers la mise en œuvre du Projet d'Appui au Renforcement de la Soutenabilité Budgétaire et de la Solidité du Cadre Macro-Budgétaire du Gabon (PARSCMB), dont le lancement est prévu le 1er mai 2026 pour une durée couvrant les exercices fiscaux FY2027 à FY2029.

42. **Le Centre entend renforcer son appui aux pays membres à plus faible capacité institutionnelle.** À cette fin, il développera davantage les programmes d'immersion des cadres de ces pays au sein d'administrations homologues disposant de capacités plus avancées, notamment dans les pays membres d'AFRITAC Centre et d'AFRITAC Ouest (AFW), afin de favoriser l'apprentissage par les pairs et le partage d'expériences. Le Centre accordera également une attention particulière à la participation des ressortissants de ces pays aux séminaires et ateliers régionaux et encouragera une présence accrue des experts dans les administrations concernées.

43. **Le Centre veillera à assurer une articulation étroite entre ses activités d'assistance technique et les missions de surveillance ainsi que les programmes appuyés par le FMI.** Les interventions continueront ainsi d'être orientées prioritairement vers l'accompagnement de la mise en œuvre des recommandations du FMI, contribuant au renforcement de la crédibilité des politiques économiques et au soutien des trajectoires d'ajustement macroéconomique des pays membres. Cette cohérence accrue permettra de maximiser l'effet de levier des interventions du Centre.

44. **Enfin, le Centre entend renforcer ses actions de communication, de sensibilisation et de rayonnement auprès des institutions nationales de contrôle et du milieu académique.** Le Centre organisera des ateliers de formation à l'intention des institutions nationales de contrôle, notamment les Cours des comptes et les Parlements, afin de contribuer au renforcement de leurs capacités dans l'exercice de leurs mandats respectifs. Ces initiatives participeront à la promotion d'une gouvernance économique et financière plus solide, transparente et inclusive dans la région. En parallèle, les actions conduites avec le milieu académique viseront à mieux faire connaître le rôle du Centre et à promouvoir les échanges sur des thématiques économiques en lien avec les cursus universitaires et les enjeux de politique publique.

B. RESUME DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2027

45. **Au titre de l'exercice fiscal 2027, le programme de travail d'AFRITAC Centre prévoit la mise en œuvre de 173 activités couvrant l'ensemble des domaines clés des finances publiques, du secteur financier et des statistiques macroéconomiques.** Ces activités mobiliseront au total 108 experts de court terme (STX) et 143 conseillers résidents (LTX). Le détail de ces activités est contenu dans l'annexe 1.

Tableau 3 : Activités prévues pour l'année fiscale 2027 (en nombre, par domaine)

Domaines	Nombre d'activités prévues	Nombre de STX prévus	Nombre de LTX prévus
Administration douanière	17	7	10
Administration fiscale	22	15	18
Analyse et prévisions macrobudgétaires	15	12	10
Budget et contrôle des dépenses	18	15	14
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	15	14	15
Cadres macroéconomiques	21	4	21
Statistiques des comptes nationaux	18	14	8
Statistiques des finances publiques	10	10	10
Opérations de la banque centrale	13	11	13
Régulation et Supervision financières	22	6	22
Total	173	108	143

Source : Programme de travail d'AFRITAC Centre pour l'année fiscale 2027

C. RISQUES POTENTIELS LIÉS À LA MISE EN ŒUVRE DES MISSIONS D'ASSISTANCE TECHNIQUE

46. **La mise en œuvre du programme de travail de l'année fiscale 2027 pourrait être affectée par un ensemble de risques exogènes susceptibles d'impacter la planification, l'exécution et l'efficacité des missions d'assistance technique dans les pays membres d'AFRITAC Centre.**

- **Risques politiques et institutionnels** : Des contextes politiques parfois marqués par des périodes électorales, des changements institutionnels ou des priorités gouvernementales fluctuantes peuvent entraîner des retards dans la mise en œuvre des réformes ou une faible appropriation des recommandations techniques.

- **Risques sécuritaires** : La persistance de tensions sécuritaires ou d'instabilités localisées dans certaines zones de la région peut limiter la mobilité des experts, entraîner le report ou l'annulation de missions en présentiel, et affecter la continuité des activités.
- **Risques sanitaires** : La résurgence éventuelle de crises sanitaires pourrait perturber les déplacements internationaux et favoriser un recours accru aux modalités d'assistance à distance, avec des contraintes potentielles sur la qualité des interactions.
- **Risques logistiques et opérationnels** : Des contraintes liées aux infrastructures (connectivité internet, capacités administratives locales, disponibilité des contreparties) peuvent affecter l'organisation et le bon déroulement des missions, en particulier dans les pays à faible capacité institutionnelle.
- **Risques financiers et de mobilisation des ressources** : Des retards dans le financement des activités ou des contributions des Etats membres peuvent limiter la portée des interventions planifiées et affecter la mise en œuvre des initiatives innovantes, notamment l'approche « projet pays ».

47. **Dans ce contexte, AFRITAC Centre continuera de renforcer ses mécanismes d'anticipation et d'adaptation**, notamment en développant les modalités hybrides d'intervention, en renforçant la coordination avec les partenaires techniques et financiers, et en ajustant la programmation en fonction des contraintes spécifiques à chaque pays.

VI. SENSIBILISATION ET COMMUNICATION

A. MISSION DU DIRECTEUR AU SEIN DES PAYS MEMBRES D'AFR

48. **Entre février et avril 2026, AFRITAC Centre, sous la conduite de son nouveau Directeur, M. Mesmin Koulet-Vickot, a effectué plusieurs visites auprès des autorités de quelques pays membres (Cameroun, Centrafrique, Gabon, Guinée équatoriale, Tchad, Sao-Tomé et Principe) et des institutions régionales (BEAC, CEMAC et CEEAC).** Le but de ces visites était de présenter en qualité de nouveau Directeur d'AFRITAC Centre, d'identifier les priorités en matière de renforcement de capacités et de réaffirmer



l'engagement d'AFRITAC à les accompagner. Ces rencontres ont été également l'occasion d'appeler Etats à s'acquitter de leurs contributions et d'informer les partenaires au développement sur les activités du Centre.

49. **Au cours de l'année fiscale 2027, AFRITAC Centre entend renforcer ses activités de communication, de sensibilisation et de diffusion des connaissances auprès des principales parties prenantes de la région.** Ces initiatives visent à accroître la compréhension des enjeux de politique économique, à promouvoir les bonnes pratiques en matière de gestion publique et à renforcer la visibilité du rôle du Centre dans l'accompagnement des réformes économiques et financières.

50. **Dans cette optique, le Centre prévoit d'organiser des sessions d'échanges et de formation à l'intention des parlementaires, des magistrats financiers et des auditeurs des institutions supérieures de contrôle dans quelques Etats-membres.** Ces activités auront pour objectif de renforcer les capacités des participants en matière d'analyse budgétaire, de contrôle des finances publiques et d'évaluation des politiques publiques. Elles contribueront également à promouvoir une meilleure compréhension des enjeux liés à la gestion des finances publiques et à consolider le rôle des institutions de contrôle dans la promotion de la transparence, de la redevabilité et de la bonne gouvernance.

51. **AFRITAC Centre prévoit également d'intensifier son engagement auprès des universités, grandes écoles et centres de recherche.** À travers des conférences, séminaires et séances d'échanges, le Centre favorisera le partage d'expériences entre ses experts et les communautés académiques. Ces rencontres permettront de renforcer les connaissances des étudiants, enseignants et chercheurs sur les domaines couverts par le Centre, notamment la gestion des finances publiques, l'administration fiscale et douanière, la gestion de la dette, les statistiques macroéconomiques et la stabilité financière. Elles offriront également l'occasion de mieux faire connaître le mandat, les missions et les modalités d'intervention d'AFRITAC Centre auprès des futurs cadres des administrations économiques et financières de la région, tout en encourageant le développement d'une culture de gestion publique fondée sur l'excellence, la transparence et les résultats..

Départ du Directeur d'AFC M. Philippe Egoume



52. **Au terme de son mandat d'octobre 2020 à octobre 2025 en tant que Directeur d'AFC, Monsieur Philippe Egoume a fait preuve d'un engagement exemplaire, d'un leadership visionnaire et d'un dévouement constant envers le Centre et ses pays membres.** Sous sa direction, le Centre s'est affirmé comme un partenaire stratégique solide pour la région, grâce à une gouvernance renforcée, une organisation interne optimisée, et une approche centrée sur l'impact. M. Egoume a su fédérer l'équipe des conseillers résidents et le personnel administratif en créant un climat de confiance propice à la performance.

53. **Monsieur Philippe Egoume a conduit avec succès l'élaboration du programme de travail de la Phase IV**, axant les priorités sur les besoins cruciaux des pays membres, et instauré une synergie inter-domaines pour maximiser la cohérence et l'efficacité des interventions. Sa perspicacité a permis d'intégrer la stratégie « Fragile and Conflict-Affected States » (FCS) dans la planification des missions, offrant ainsi un accompagnement adapté aux pays en situation de fragilité. Par ailleurs, il a impulsé une nouvelle stratégie de communication visant à rapprocher AFC des universités et grandes écoles des pays membres, renforçant ainsi la visibilité du Centre et les capacités locales.

54. **Sous son impulsion, le Centre a obtenu un fort soutien pour la mobilisation des contributions financières des pays membres lors de la nouvelle phase du programme, témoignant de leur confiance et de la crédibilité acquise.** Au-delà de ses réalisations institutionnelles, M. Egoume est reconnu comme un professionnel rigoureux, doté d'une écoute attentive et d'une profonde compréhension des contextes régionaux. Véritable hybride culturel, il a su inspirer et rassembler avec sa culture, sa disponibilité et son sens aigu de la responsabilité. Nous adressons à Monsieur Philippe Egoume nos sincères remerciements pour sa contribution remarquable et lui souhaitons plein succès dans la poursuite de ses projets futurs.

B. Arrivée du nouveau Directeur d'AFC M. Mesmin KOULET-VICKOT



55. AFRITAC Centre a le plaisir de vous informer de l'arrivée de son nouveau Directeur, **Monsieur Mesmin KOULET-VICKOT**, qui a pris ses fonctions **le 5 janvier 2026, en remplacement de Monsieur Philippe EGOUME**. Monsieur KOULET-VICKOT est économiste de formation, diplômé en économie de l'Université de Clermont-Ferrand (CERDI, France). Il dispose d'une solide expérience

professionnelle de plus de vingt-cinq (25) années acquises au service des institutions financières régionales et internationales.

56. **Monsieur Mesmin KOULET-VICKOT a débuté sa carrière professionnelle en 1998 à la Banque des États de l’Afrique centrale (BEAC)**, où il a exercé en qualité d’économiste au sein du Département de la Recherche, avant d’occuper les fonctions d’assistant du Vice-Gouverneur. À la BEAC, il a notamment participé aux travaux annuels de programmation monétaire, à la mise en place du Comité de politique monétaire ainsi qu’à l’élaboration du cadre de surveillance multilatérale des politiques économiques au sein de la CEMAC.

57. **En 2009, Monsieur Mesmin KOULET-VICKOT rejoint le Fonds Monétaire International (FMI)**, où il exerce d’abord comme économiste principal au sein du Département Afrique. Il poursuit ensuite sa carrière au Département des marchés monétaires et de capitaux du FMI, où il travaille sur des questions liées à la résolution et à la restructuration bancaires, aux filets de sécurité financière, à la gestion des créances douteuses ainsi qu’à la gestion des crises financières dans plusieurs pays avancés et émergents. Par la suite, il occupe les fonctions de Représentant résident du FMI au Sénégal, puis de Chef de mission du FMI pour la Guinée équatoriale. Monsieur Mesmin KOULET-VICKOT est auteur de plusieurs publications et a contribué à divers ouvrages collectifs dans les domaines des politiques macroéconomiques et du développement du secteur financier.



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Renforcement des Capacités
pour l'Afrique Centrale



ANNEXE 1

CADRES LOGIQUES DES DOMAINES COUVERTS PAR AFRITAC CENTRE
Années Fiscales 2024-2028
Réalisation de l'année fiscale 2026

Renforcer la résilience économique en Afrique centrale

Domaines	Objectifs	Résultats escomptés	Burundi	Cameroon	Congo	Gabon	Guinée équatoriale	République centrafricaine	République démocratique du Congo	Sao Tomé et-Principe	Tchad	BEAC	CEMAC	COBAC	PaysAFC
Administration douanière	Amélioration des fonctions essentielles de l'administration douanière	Le contrôle douanier pendant le processus de dédouanement garantit plus efficacement l'exactitude des déclarations			x			x		x					
		Les programmes d'audit et de lutte contre la contrebande garantissent plus efficacement l'application des lois douanières		x		x		x		x	x				
		Les initiatives de facilitation des échanges et de services soutiennent mieux la conformité volontaire			x										
		Les opérateurs du commerce extérieur respectent mieux leurs obligations de déclaration et de paiement			x				x						
	Renforcement des dispositions en matière de gestion de l'administration des recettes et de gouvernance (ODD 17.1)	Les lois fiscales et/ou douanières sont mises à jour, simplifiées et mieux alignées sur les normes modernes et les protocoles internationaux.							x	x					

Domaines	Objectifs	Résultats escomptés	Burundi	Cameroun	Congo	Gabon	Guinée équatoriale	République centrafricaine	République démocratique du Congo	Sao Tomé et-Principe	Tchad	BEAC	CEMIAC	COBAC	PaysAFC		
Administration fiscale	Fonctions de base renforcées de l'administration fiscale	Une plus grande proportion de contribuables respectent leurs obligations de paiement comme l'exige la loi		x		x	x			x							
		Une plus grande proportion de contribuables respectent leurs obligations de déclaration comme l'exige la loi		x	x	x	x			x							
		Les programmes d'audit et autres programmes de vérification garantissent plus efficacement l'exactitude des rapports		x		x	x			x							
		L'intégrité de l'assiette des contribuables et du grand livre est renforcée		x		x	x			x							
	Renforcement des modalités de gestion de l'administration des recettes et de gouvernance	Capacité de réforme accrue grâce à une stratégie de réforme claire et à un cadre de gestion stratégique adoptés et institutionnalisés			x		x							x			
		Les priorités de l'entreprise sont mieux gérées grâce à une gestion efficace des risques	x	x		x			x	x	x	x		x			
		Les dispositions organisationnelles permettent une mise en œuvre plus efficace de la stratégie et des réformes		x		x					x			x			
		Les fonctions de support permettent une mise en œuvre plus efficace de la stratégie et des réformes															
		Les lois fiscales et/ou douanières sont mises à jour, simplifiées et mieux alignées sur les normes modernes et les protocoles internationaux															
		La transparence et la responsabilité sont soutenues plus efficacement par une surveillance externe indépendante et des contrôles internes															
		Les autorités ont une compréhension de base de l'état actuel des dispositions en matière d'administration des recettes, de gestion et de gouvernance du gouvernement ainsi que des principales opérations d'administration des recettes.			x		x								x		
		Mise en œuvre efficace d'une nouvelle taxe ou d'une législation modernisée															
		Adoption de mécanismes de règlement des différends plus indépendants, accessibles, efficaces et rapides															
		Les participants apprécient cette formation															

Domaines	Objectifs	Résultats escomptés	Burundi	Cameroun	Congo	Gabon	Guinée équatoriale	République centrafricaine	République démocratique du Congo	Sao Tomé et-Principe	Tchad	BEAC	CEMAC	COBAC	Pays AFC	
Gestion des finances publiques (volet prévisions macroéconomiques)	Renforcement de l'identification, du suivi et de la gestion des risques budgétaires	L'analyse et la présentation des risques macroéconomiques sont améliorées			X	X										
	Préparation d'un budget complet, crédible et fondé sur des politiques.	Un ou plusieurs outils de projection macroéconomique / outils de simulation (MPT) sont pleinement opérationnels	X									X				
		Les informations sur les ressources et les performances par programme sont incluses dans la documentation budgétaire.			X				x	x						X
		La planification et la budgétisation des investissements publics sont plus crédibles.	X						x	x						X
		Un budget annuel plus complet et unifié est publié														
		Un cadre macro-fiscal à moyen terme plus crédible qui soutient la préparation du budget.	X		X						X					
	Amélioration des lois et institutions institutions gestion des finances publiques efficaces	Les systèmes d'information GFP et les solutions numériques sont améliorés				x	x									
		Un cadre juridique plus complet couvrant toutes les étapes du cycle de gestion des finances publiques est promulgué	X													
		La capacité du ministère des finances à planifier, mettre en œuvre et soutenir les réformes de la gestion des finances publiques est renforcée.	X													

Domaines	Objectifs	Résultats escomptés	Burundi	Cameroun	Congo	Gabon	Guinée équatoriale	République centrafricaine	République démocratique du Congo	Sao Tomé et-Principe	Tchad	BEAC	CEMAC	COBAC	Pays AFC	
Gestion des finances publiques (volet budget)	Développer les capacités et améliorer les connaissances et les compétences sur les derniers développements des normes internationales et les meilleures pratiques en matière de gestion de la dette - BPD	Les participants ont échangé/acquis des connaissances et des compétences lors de formations/ateliers	X	x	X	x	x	x							X	
	Amélioration de l'exécution et du contrôle du budget	L'évaluation, la sélection et la mise en œuvre des investissements publics sont améliorées	x	x	x		x									
		L'exécution et les contrôles budgétaires sont renforcés	x	x	x	x	x	x	x					x		
		Financement mis à disposition en temps opportun pendant l'exécution du budget														
	Gestion améliorée des investissements publics - PIM	La mise en œuvre des projets d'investissement public est améliorée pour fournir des actifs publics productifs et durables		x					x							
		La capacité de planifier, de mettre en œuvre et de soutenir les réformes de la gouvernance des infrastructures est renforcée	x	x					x							X
		La planification des investissements publics est renforcée pour garantir la durabilité	x	x					x					x		
		Les investissements publics sont alloués aux bons secteurs et projets			x	x			x							

Domaines	Objectifs	Résultats escomptés	Burundi	Cameroun	Congo	Gabon	Guinée équatoriale	République centrafricaine	République démocratique du Congo	Sao Tomé et-Principe	Tchad	BEAC	CEMAC	COBAC	Pays AFC
Gestion des finances publiques (volet comptabilité publique)	Gestion améliorée de l'actif et du passif	Les prévisions de trésorerie du gouvernement central sont plus précises et plus actuelles						x			x				
		Un plus grand nombre de recettes et de dépenses du gouvernement central sont déposées et décaissées via un compte unique du Trésor.		x		x			x		x		x		
	Couverture et qualité améliorées des rapports financiers	L'exhaustivité, la fréquence et la qualité des rapports financiers sont améliorées						x							
	Renforcer les cadres juridiques dans : les institutions financières, les marchés, les systèmes fiscaux et fiscaux - FFL	Le pays améliore le cadre juridique régissant la gestion des finances publiques et/ou des entreprises publiques	x					x		x					

Domaines	Objectifs	Résultats escomptés	Burundi	Cameroun	Congo	Gabon	Guinée équatoriale	République centrafricaine	République démocratique du Congo	Sao Tomé et-Principe	Tchad	BEAC	CEMAC	COBAC	Pays AFC		
Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la diffusion des Statistiques de Finances Publiques (GFS) - SGF	Capacité du personnel renforcée grâce à la formation, en particulier sur le développement des données sources, les méthodes de compilation et la diffusion	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x		x		
	Renforcer la compilation et la diffusion de statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision conformément aux normes statistiques internationalement acceptées, y compris en développant l'infrastructure statistique, les données sources, la facilité d'entretien et/ou les métadonnées.	Un nouvel ensemble de données a été compilé et diffusé en interne et/ou au public	x		x				x	x		x					
		Les données sont compilées et diffusées en utilisant les concepts et les définitions du dernier manuel/guide	x	x	x	x				x		x					
		Environnement juridique/institutionnel peu propice à la compilation et à la diffusion de statistiques macroéconomiques et financières et au contrôle de la pertinence/pratique ; Processus d'assurance qualité en place ; L'intégrité/transparence/pratiques éthiques répondent aux normes statistiques ; leadership/planification stratégique en place				x				x	x		x				
		Les données sources sont adéquates pour la compilation de ces statistiques macroéconomiques	x	x	x	x				x	x		x				
	Capacité du personnel renforcée grâce à la formation, en particulier sur le développement des données sources, les méthodes de compilation et la diffusion.		x	x	x	x	x	x	x	x	x						

Domaines	Objectifs	Résultats escomptés	Burundi	Cameroun	Congo	Gabon	Guinée équatoriale	République centrafricaine	République démocratique du Congo	Sao Tomé et-Principe	Tchad	BEAC	CEMAC	COBAC	Pays AFC	
Statistiques des comptes nationaux	Renforcer la compilation et la diffusion des statistiques des prix à la consommation - RPC	La base méthodologique des statistiques suit les normes, lignes directrices ou bonnes pratiques acceptées au niveau international			X					X						
	Renforcer la compilation et la diffusion des Statistiques de Finances Publiques (GFS) - SGF	La base méthodologique des statistiques suit les normes, lignes directrices ou bonnes pratiques acceptées au niveau international														
	Renforcer la compilation et la diffusion des indicateurs à haute fréquence de l'activité économique - HFE	Capacité du personnel renforcée grâce à la formation, en particulier sur le développement des données sources, les méthodes de compilation et la diffusion			X					X						X
	Renforcer la compilation et la diffusion des comptes du secteur institutionnel - ISA	Un nouvel ensemble de données a été compilé et diffusé en interne et/ou au public		X	X			X	X		X	X				
		Capacité du personnel renforcée grâce à la formation, en particulier sur le développement des données sources, les méthodes de compilation et la diffusion		X	X			X	X		X	X				
		Les techniques statistiques sont solides		X	X			X	X		X	X				

Statistiques des comptes nationaux	Renforcer la compilation et la diffusion de statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision conformément aux normes statistiques internationalement acceptées, y compris en développant l'infrastructure statistique, les données sources, la facilité d'entretien et/ou les métadonnées.	Un nouvel ensemble de données a été compilé et diffusé en interne et/ou au public	X	X	X		X	X	X	X	X					
		Les données sont compilées et diffusées à l'aide de techniques statistiques appropriées, notamment en traitant des sources de données et/ou en évaluant et en validant les données intermédiaires et les produits statistiques	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X				
		Des données à plus haute fréquence ont été compilées et diffusées en interne et/ou au public	X	X	X		X					X				
		Actualisation améliorée des données mises à disposition en interne et/ou au public (délais plus courts)	X	X	X		X	X	X	X	X					
		Les ressources sont adéquates pour compiler et diffuser des statistiques macroéconomiques et financières		X	X	X		X				X				
		Les données sources sont adéquates pour l'établissement des comptes nationaux		X	X	X						X				
		Capacité du personnel renforcée grâce à la formation, en particulier sur le développement des données sources, les méthodes de compilation et la diffusion	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X				

Domaines	Objectifs	Résultats escomptés	Burundi	Cameroun	Congo	Gabon	Guinée équatoriale	République centrafricaine	République démocratique du Congo	Sao Tomé et-Principe	Tchad	CEMAC	BEAC	COBAC	Pays AFC	
Opérations de la banque centrale	Adopter ou maintenir la conformité aux Normes internationales d'information financière (IFRS) - IFF	Diagnostic des déficiences critiques relatives à la conformité aux IFRS(s) réalisé														
		Politiques comptables conformes aux IFRS et états financiers pro forma élaborés et approuvés														
		Mise en place d'une gestion active ou d'un suivi de projet														
		Plan de projet pour guider la transition vers la ou les nouvelles normes élaborées et approuvées														
		L'équipe de projet pour la transition aux IFRS est en place														
		La BC divulgue ses normes comptables et ses cadres de conformité														
		Transition aux IFRS terminée														
	Adopter le cadre international des pratiques professionnelles (IPPF) de l'Institut des auditeurs internes comme cadre d'audit interne basé sur les risques de la banque centrale - IPP	Diagnostic des déficiences critiques par rapport à la conformité à l'IPPF réalisé														
		Mise en œuvre de la gestion active ou de la surveillance du projet terminée														
		Chartes et manuel d'audit conformes à l'IPPF élaborés et approuvés														
		Plan de projet pour guider la transition vers la ou les nouvelles normes élaborées et approuvées														
		L'équipe de projet pour la transition vers l'audit basé sur les risques est en place														
		L'OC fournit au public des informations sur sa fonction d'audit interne														
		Transition vers un audit basé sur les risques terminée														

Opérations de la banque centrale	Développer/renforcer la capacité de la banque centrale à fournir des services de prêteur en dernier ressort (LOLR) - LOL	Dispositions organisationnelles clairement définies liées au LOLR	x								x							
		Politiques de communication et de divulgation efficaces, tout en maintenant une confidentialité appropriée																
		Base juridique établie pour fournir LOLR	x									x						
		La fourniture du support LOLR est bien mise en œuvre																
	Renforcer les capacités sur les derniers développements en matière de normes internationales et les meilleures pratiques en matière d'opérations de banque centrale - BPC	Les participants ont échangé/acquis des connaissances et des compétences sur les opérations de la banque centrale																
		CB a une comptabilité efficace																
	Renforcer la capacité de décision et l'organisation interne de la banque centrale - CBD	La CB dispose d'un ou plusieurs organes de décision efficaces																
		CB a une indépendance financière																
		CB a une indépendance fonctionnelle																
		CB a une indépendance institutionnelle/opérationnelle																
		CB est transparente sur ses modalités de gouvernance																
		Le personnel CB bénéficie de l'indépendance																
La responsabilité de jure et de facto de la BC est alignée sur son niveau d'indépendance																		
La Banque centrale (BC) a un mandat clair avec un cadre politique cohérent																		

Opérations de la banque centrale	Renforcer la mise en œuvre des opérations de change compte tenu de la politique monétaire et du régime de change existants - FXM	Objectifs, cadre opérationnel et instruments de la politique d'intervention en matière de change clairement et publiquement divulgués																			
		Politique de fourniture de financement en devises clairement définie et opérationnelle																			
		Marché des changes développé avec une découverte adéquate des prix	x								x										
		Une politique d'intervention en matière de change cohérente avec le régime de change existant est élaborée et diffusée																			
		Réserves de change accumulées et efficacement distribuées sur le marché dans le cadre du régime de change existant	x									x									
		Taux de change déterminé par le marché et conforme à la politique monétaire et au régime de change existants	x									x									
	Renforcer la mise en œuvre de la politique monétaire dans le cadre du régime monétaire existant - MRI	Marché interbancaire/monétaire actif et efficace pour soutenir la transmission de la politique monétaire	x									x									
		Corridor des taux d'intérêt effectifs																			
		Instruments monétaires flexibles/appropriés et stratégie opérationnelle pour faire face à l'évolution des conditions de liquidité										x									
		Cadre de soutien aux marchés monétaires et boursiers à la suite de perturbations financières																			
		Un cadre opérationnel avec un objectif opérationnel clair de la politique monétaire est en place																			
		Cadre solide de prévision des liquidités à court terme																			
		La BC divulgue publiquement et clairement ses instruments de politique monétaire											x								

Opérations de la banque centrale	Renforcer le cadre politique de gestion des réserves et la gestion des réserves de change - FXR	Politique et lignes directrices d'investissement efficaces et cohérentes								x	x								
		Cadre politique de gestion des risques efficace et cohérent	x								x	x							
		Processus décisionnel efficace									x	x							
		Renforcement des politiques de divulgation et de comptabilité																	
		Allocation stratégique d'actifs (SAA) renforcée										x	x						
		La banque centrale divulgue ses politiques et cadres de gestion des réserves de change																	

Domaines	Objectifs	Résultats escomptés	Burundi	Cameroun	Congo	Gabon	Guinée équatoriale	République centrafricaine	République démocratique du Congo	Sao Tomé et-Principe	Tchad	BEAC	CEMAC	COBAC	Pays AFC		
Supervision et réglementation bancaires	Les banques disposent de solides positions en capital et en liquidités qui couvrent adéquatement leurs risques et contribuent à la stabilité du système financier	La législation et la réglementation bancaire sont alignées sur les exigences de Bâle II/III															
		Les banques disposent d'une suffisance de fonds propres adéquate, composée d'instruments de fonds propres de haute qualité, conformes aux réglementations émises sur Bâle II/III															
		Les banques disposent d'une suffisance de fonds propres adéquate, composée d'instruments de fonds propres de haute qualité, conformes aux réglementations émises sur Bâle II/III.															
		Les superviseurs ont les compétences nécessaires pour piloter le processus de mise en œuvre de Bâle II/III et pour contrôler la conformité des banques aux nouvelles exigences.															
		Le niveau de capital des banques reflète bien leur profil de risque, leur stratégie commerciale et leur niveau d'acceptation du risque.															
	Démontrer une compréhension de base et articuler les besoins spécifiques en matière de DC dans les sujets liés à la surveillance et à la réglementation financières - FSB	La ligne de base et la feuille de route pour le(s) projet(s) de CD de suivi sont préparées															



Cadre logique
Supervision et réglementation bancaires
Semestre 1 et 2
Année fiscale 2026



Supervision et réglementation bancaires	Développer/renforcer la réglementation bancaire et les normes prudentielles - BRP	Les superviseurs et les réglementations exigent que les banques disposent de politiques et de processus de gouvernance solides																	
	Développer/renforcer les cadres de régulation et de supervision des banques - BRS	Les superviseurs disposent de capacités suffisantes pour mettre en œuvre efficacement une supervision basée sur les risques et d'autres processus de supervision	X																
		Les superviseurs ont la capacité nécessaire pour améliorer la réglementation bancaire																	
	Renforcer les capacités sur les derniers développements en matière de normes internationales et les meilleures pratiques en matière de supervision et de réglementation financières - BPF	Les participants échangent/acquièrent des connaissances et des compétences sur la supervision et la réglementation financières																	

Supervision et réglementation bancaires	Établir une base de référence et articuler les besoins spécifiques en matière de développement des capacités à moyen terme dans les domaines des opérations de la banque centrale - BCB	La ligne de base et la feuille de route pour le(s) projet(s) de CD de suivi sont adoptées.														
		Renforcement des cadres d'évaluation des risques des banques (qualité et actualité des données réglementaires et flexibilité du système de reporting)	X						X							
	Mettre en œuvre un système de supervision basé sur les risques (RBS) et mettre à niveau d'autres processus de supervision - RBS	Les superviseurs disposent de capacités suffisantes pour mettre en œuvre efficacement une supervision basée sur les risques et d'autres processus de supervision														
		Les superviseurs s'attaquent en temps opportun aux pratiques ou activités dangereuses et malsaines qui pourraient présenter des risques pour les banques ou pour le système bancaire														

Supervision et réglementation bancaires	Surveillance renforcée du secteur financier grâce à la mise à niveau du cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Les cadres juridiques/réglementaires qui sous-tendent le régime de licence définissent les étapes et critères clés pour l'octroi (et le retrait) d'une licence et imposent des conditions prudentielles le cas échéant							X											
		Les autorités de contrôle et les réglementations exigent des banques qu'elles appliquent des politiques et des processus solides pour identifier, mesurer, surveiller et contrôler leurs risques financiers en temps opportun et évaluer leur adéquation des fonds propres par rapport à leur profil de risque.								X										
		Les autorités de surveillance et les réglementations exigent que les banques disposent de politiques et de processus de gouvernance solides couvrant, entre autres, une surveillance efficace du conseil d'administration et de la haute direction et un environnement de contrôle sain.								X										
		Les superviseurs ont la capacité nécessaire pour améliorer la réglementation bancaire et l'appliquer efficacement																		

Supervision et réglementation bancaires	Surveillance renforcée du secteur financier grâce à la mise à niveau du cadre réglementaire conformément aux normes internationales	Surveillance renforcée du secteur financier grâce à la mise à niveau du cadre réglementaire conformément aux normes internationales							X											
		Les autorités de surveillance et les réglementations exigent que les banques disposent de politiques et de processus de gouvernance solides couvrant, entre autres, une surveillance efficace du conseil d'administration et de la haute direction et un environnement de contrôle sain																		
		Les superviseurs ont la capacité nécessaire pour améliorer la réglementation bancaire et l'appliquer efficacement																		
		Les superviseurs surveillent les groupes bancaires et leurs ratios prudentiels sur une base consolidée																		
	Mettre en œuvre un système de supervision basé sur les risques (RBS) et mettre à niveau d'autres processus de supervision	Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures opérationnelles pour la mise en œuvre du RBS																		
		Les superviseurs disposent de capacités suffisantes pour mettre en œuvre efficacement une supervision basée sur les risques et d'autres processus de supervision																		
		Les superviseurs s'attaquent en temps opportun aux pratiques ou activités dangereuses et malsaines qui pourraient présenter des risques pour les banques ou pour le système bancaire																		

Supervision et réglementation bancaires	Améliorer l'efficacité du contrôle des provisions comptables et prudentielles en améliorant les directives réglementaires par rapport aux normes et pratiques internationales	Connaissance améliorée des IFRS par les superviseurs des OC et les banques, y compris le traitement de questions spécifiques de provisionnement pour équilibrer les exigences des IFRS et des principes de Bâle																				
		Amélioration des lignes directrices en matière de provisionnement et mise en œuvre des lignes directrices. Le provisionnement est proportionné au risque de crédit et suffisant pour l'évaluation de l'adéquation des fonds propres																				
		Les autorités approuvent un plan d'action qui définit les étapes clés de la mise en œuvre des recommandations de l'AT pour mettre en œuvre les IFRS relatives aux PNP																				



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

**Centre Régional de Développement
des Capacités pour l'Afrique Centrale**



« RENFORCER LA RESILIENCE ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE CENTRALE »

ANNEXE 2

**PROGRAMME DE TRAVAIL D'AFRITAC CENTRE
ANNEE FISCALE 2027**

JUIN 2026

Le programme de travail du Centre pour l'année fiscale 2027 s'est construit sur la base des besoins en renforcement des capacités de ses pays membres. Ce programme de travail prend en compte non seulement la stratégies FCS du FMI, mais également les nouvelles thématiques émergentes qui sont la gouvernance, la digitalisation et le changement climatique. Ci-dessous est détaillé le programme de travail de l'année fiscale 2027 des domaines financés par le Centre à travers ses partenaires et pays membres ainsi que ceux financés en partie ou en totalité par les départements du FMI. Il s'agit des domaines :

1. **Administration douanière**
2. **Administration fiscale**
3. **Cadres macroéconomique**
4. **Analyse et prévisions macrobudgétaires**
5. **Budget (préparation, exécution, et contrôle budgétaires)**
6. **Comptabilité publique et gestion de la trésorerie**
7. **Statistiques des finances publiques**
8. **Statistiques des comptes nationaux**
9. **Régulation et supervision bancaires**
10. **Opérations de la banque centrale**

Le programme de travail du domaine gestion de la dette publique restera financé par le fonds thématique « DMF » et le programme de travail du domaine statistiques du secteur externe restera également financé par le Département des statistiques du FMI (STA). Leurs programmes d'activité pour l'année fiscale 2027 sont dans leurs annexes respectives.

L'abréviation (i) « LTX » fait référence aux **Conseillers résidents d'AFRITAC** et l'abréviation (ii) « STX » fait référence aux **Experts de court terme** recrutés pour venir en appui aux Conseillers du Centre.

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Administration douanière	Burundi	Contrôle a posteriori	Renforcer le controle a posteriori	Sur site	1	1	0	1
Administration douanière	Burundi	Contrôle a posteriori - suivi	Renforcer le controle a posteriori - suivi	Sur site	2	2	0	1
Administration douanière	Cameroun	Prise en charge des marchandises	Evaluer la prise en charge des marchandises aux ports de Douala et Kribi	Sur site	1	1	0	1
Administration douanière	CEMAC	Transit douanier	Appuyer la mise en oeuvre du transit douanier CEMAC	Sur site	1	1	1	0
Administration douanière	Congo	Digitalisation des procédures	Appui à la dématérialisation de la collecte et la comptabilisation des recettes douanières	Sur site	2	3	1	0
Administration douanière	Gabon	Collaboration Douane - Impôts	Poursuivre l'appui au renforcement de la collaboration et de l'échange de données entre l'administration douanière et l'administration fiscale	Sur site	2	1	1	0
Administration douanière	Gabon	Digitalisation des procédures	Poursuivre l'appui à la dématérialisation de la collecte et la comptabilisation des recettes douanières	Sur site	2	2	1	0
Administration douanière	Guinée Equatoriale	Developpement organisationnel	Appuer la mise en oeuvre de la nouvelle organisation de la Douane	Sur site	1	1	0	1
Administration douanière	Guinée Equatoriale	Developpement organisationnel	Poursuivre l'appui à la mise en oeuvre de la nouvelle organisation de la Douane	Sur site	2	3	0	1

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Administration douanière	République centrafricaine	Contentieux douanier	Poursuivre la mise en oeuvre du contentieux douanier centralisé et automatisé	Sur site	1	1	1	0
Administration douanière	République centrafricaine	Interconnectivité transit	Poursuivre le développement et l'opérationnalisation de l'interconnectivité transit (projet SIGMAT)	Sur site	2	3	1	0
Administration douanière	République démocratique du Congo	Collaboration Douane - Impôts	Renforcer la collaboration et de l'échange de données entre l'administration douanière et l'administration fiscale	Sur site	1	1	1	0
Administration douanière	Sao Tome et Principe	Contrôle a posteriori /OEA	Appui au développement du contrôle a posteriori et de l'Opérateur économique agréé	Sur site	1	2	1	0
Administration douanière	Tchad	Contentieux douanier	Poursuivre la mise en oeuvre du contentieux douanier centralisé et automatisé	Sur site	1	2	0	1
Administration douanière	Tchad	Collaboration Douane - Impôts	Poursuivre le renforcement de la collaboration et de l'échange de données entre l'administration douanière et l'administration fiscale	Sur site	1	1	1	0
Administration douanière	Séminaire régional (en Guinée Equatoriale)	Analyse des données douanières	Atelier régional sur l'analyse des données	Sur site	2	4	1	1
Administration douanière	Séminaire régional (au Cap Vert)	Gestion du changement et gestion de projets	Participation des Douanes de Sao Tomé & Principe et de la Guinée Equatoriale au séminaire organisé par AFRITAC West 2 sur la gestion du changement et des projets	Sur site	1	2	0	0

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Administration fiscale	Burundi	Poursuite de l'appui au projet de "croisement automatisé des données" mission 01	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales, notamment les capacités de recoupement des informations fiscales nécessaires au contrôle fiscal	Sur site	1	2	1	0
Administration fiscale	Burundi	Poursuite de l'appui au projet de "croisement des données" mission 02	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales, notamment les capacités de recoupement des informations fiscales nécessaires au contrôle fiscal	Sur site	2	3	1	1
Administration fiscale	Cameroun	Gestion des données/contrôle sur pièces automatisé	Renforcement des modalités de gestion de l'administration des recettes et de la gouvernance	Sur site	1	2	1	1
Administration fiscale	Cameroun	Elaboration d'un plan de reprise d'activités	Moderniser le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Sur site	2	3		1
Administration fiscale	Cameroun	Gestion du risque de conformité/ stratégie de recouvrement des arrières fiscaux	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Sur site	1	1		1
Administration fiscale	CEMAC	Appui à la vulgarisation de la Stratégie de Mobilisation des Recettes de Fiscalité intérieure	Moderniser le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Sur site	1	2	1	
Administration fiscale	Congo	Mise en place du projet de "gestion moderne de la TVA" mission 01	Renforcement des fonctions des administrations fiscales, notamment l'identification des assujettis TVA, de suivi des obligations déclaratives, de recouvrement et de contrôle fiscal	Sur site	1	2	1	0
Administration fiscale	Congo	Mise en place du projet de "gestion moderne de la TVA" mission 02	Renforcement des fonctions des administrations fiscales, notamment l'identification des assujettis TVA, de suivi des obligations déclaratives, de recouvrement et de contrôle fiscal	Sur site	2	4	1	1
Administration fiscale	Gabon	Appui à la mise en place d'un contrôle sur pièces automatisé à la DGE	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Sur site	2	3	1	1
Administration fiscale	Gabon	Stratégie de recouvrement des arrières fiscaux	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Sur site	1	1	1	1

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Administration fiscale	Gabon	Evaluation TADAT	Moderniser le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Sur site	1	2	1	0
Administration fiscale	Guinee Equatoriale	Appui a l'elaboration d'un plan strategique	Moderniser le cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations fiscales	Sur site	1	1	1	1
Administration fiscale	Guinee Equatoriale	Formation sur le controle fiscal	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Sur site	2	4		1
Administration fiscale	Guinee Equatoriale	Appui a l'introduction de la gestion du risque et a la reforme des modalites de programmation du controle fiscal	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Sur site	1	2	1	1
Administration fiscale	République centrafricaine	Poursuite de l'appui à la mise en œuvre du plan de réformes de la DGID 2025-2027 (mission 01)	Renforcement des principales fonctions de l'administration fiscale, notamment la modernisation du registre des contribuables et les recouplements des donnees	Sur site	1	2	1	0
Administration fiscale	République centrafricaine	Poursuite de l'appui à la mise en œuvre du plan de réformes de la DGID 2025-2027 (mission 02)	Renforcement des principales fonctions de l'administration fiscale, notamment la modernisation du registre des contribuables et les recouplements des donnees	Sur site	2	3	1	1
Administration fiscale	République démocratique du Congo	Poursuite de l'appui à la mise en œuvre du projet de "gestion du solde débiteur" (mission 01)	Renforcement de la fonction de gestion des arrieres fiscaux	Sur site	1	1	1	0
Administration fiscale	République démocratique du Congo	Poursuite de l'appui à la mise en œuvre du projet de "gestion du solde débiteur" (mission 02)	Renforcement de la fonction de gestion des arrieres fiscaux	Sur site	2	3		1
Administration fiscale	Sao-Tome et Principe	Appui a l'amelioration de la gestion de la TVA	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Sur site	1	1	1	1
Administration fiscale	Sao-Tome et Principe	Appui a la modernisation du controle fiscal	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Sur site	2	4	1	1
Administration fiscale	Tchad	Appui à la mise en œuvre du projet de "contrôle sur pièces automatisé" mission 01	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Sur site	1	1	1	0
Administration fiscale	Tchad	Appui à la mise en œuvre du projet de "contrôle sur pièces automatisé" mission 02	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Sur site	2	3	1	1

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Modélisation macroéconomique	Tchad	Travaux pratiques entre missions	Révision des propriétés du modèle, analyse des données, suivi des formations en ligne et en présentiel	Virtuelle (Entre missions)	1	1	1	0
Modélisation macroéconomique	Gabon	Mission 3 de développement d'un outil de prévisions macroéconomique (Macroframeworks Foundations Tool - MFT) rattaché à un module d'analyse de la dette	Finalisation du scénario de base, début de personnalisation de l'outil, évaluation des propriétés du modèle, analyse de la cohérence avec les résultats du DDT, début des travaux de conception du manuel	Sur site	1	1	1	1
Modélisation macroéconomique	Gabon	Travaux pratiques entre missions	Révision des propriétés du modèle, analyse des données, suivi des formations en ligne et en présentiel	Virtuelle (Entre missions)	1	1	1	0
Modélisation macroéconomique	Gabon	Mission 4 de développement d'un outil de prévisions macroéconomique (Macroframeworks Foundations Tool - MFT) rattaché à un module d'analyse de la dette	Poursuite de la personnalisation du modèle et possibilité de rajout d'un module lié au Cadre budgétaire à moyen terme (En collaboration avec FAD)		1	1	1	0
Modélisation macroéconomique	Cameroun	Première mission de développement d'un outil de prévisions macroéconomique et d'analyse de scénarios	Analyse de la qualité et de la cohérence des données, formation sur les modèles d'équilibre général, début des travaux avec le modèle DSGE (Dynamic Stochastic General Equilibrium)	Sur site	1	1	1	0
Modélisation macroéconomique	Cameroun	Deuxième mission de développement d'un outil de prévisions macroéconomique et d'analyse de scénarios	Formation, début de la personnalisation de l'outil aux caractéristiques du pays	Sur site	1	2	1	0
Modélisation macroéconomique	Cameroun	Travaux pratiques entre missions	Révision des propriétés du modèle, analyse des données, suivi des formations en ligne et en présentiel	Virtuelle (Entre missions)	2	1	1	0
Modélisation macroéconomique	Burundi	Première mission de développement d'un outil de prévisions macroéconomique (Macroframeworks Foundations Tool - MFT) rattaché à un module d'analyse de la dette	Analyse de la qualité et de la cohérence des données, calibrage des paramètres des fonctions de comportement, estimation de l'écart de production, formation sur le module d'analyse de la dynamique de la dette (Debt dynamic Tool - DDT)	Sur site	1	1	1	1
Modélisation macroéconomique	Burundi	Travaux pratiques entre missions	Révision des propriétés du modèle, analyse des données, suivi des formations en ligne et en présentiel	Virtuelle	2	1	1	0

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Modélisation macroéconomique	Burundi	Deuxième mission de développement d'un outil de prévisions macroéconomique (Macroframeworks Foundations Tool - MFT) rattaché à un module d'analyse de la dette	Finalisation du scénario de base, début de personnalisation de l'outil, évaluation des propriétés du modèle, analyse de la cohérence avec les résultats du DDT, début des travaux de conception du manuel	Virtuelle	2	1	1	0
Modélisation macroéconomique	Congo Rep	Première mission de développement d'un outil de prévisions macroéconomique (Macroframeworks Foundations Tool - MFT) rattaché à un module d'analyse de la dette	Analyse de la qualité et de la cohérence des données, calibrage des paramètres des fonctions de comportement, estimation de l'écart de production, formation sur le module d'analyse de la dynamique de la dette (Debt dynamic Tool - DDT)	Sur site	1	1	1	1
Modélisation macroéconomique	Congo Rep	Travaux pratiques entre missions	Révision des propriétés du modèle, analyse des données, suivi des formations en ligne et en présentiel	Virtuelle	2	1	1	0
Modélisation macroéconomique	Congo Rep	Deuxième mission de développement d'un outil de prévisions macroéconomique (Macroframeworks Foundations Tool - MFT) rattaché à un module d'analyse de la dette	Finalisation du scénario de base, début de personnalisation de l'outil, évaluation des propriétés du modèle, analyse de la cohérence avec les résultats du DDT, début des travaux de conception du manuel		2	1	1	0
Modélisation macroéconomique	Guinée Equatoriale	Mission 2 de développement d'un outil de prévisions macroéconomique (Macroframeworks Foundations Tool - MFT) rattaché à un module d'analyse de la dette	Analyse de la qualité et de la cohérence des données, calibrage des paramètres des fonctions de comportement, estimation de l'écart de production, formation sur le module d'analyse de la dynamique de la dette (Debt dynamic Tool - DDT)	Sur site	1	1	1	1
Modélisation macroéconomique	Guinée Equatoriale	Mission 3 de développement d'un outil de prévisions macroéconomique (Macroframeworks Foundations Tool - MFT) rattaché à un module d'analyse de la dette	Finalisation du scénario de base, début de personnalisation de l'outil, évaluation des propriétés du modèle, analyse de la cohérence avec les résultats du DDT, début des travaux de conception du manuel	Virtuelle	2	1	1	0
Modélisation macroéconomique	RDC	Mission de conception d'outils de prévisions et d'analyse macroéconomique	Evaluer le dispositif existant, présenter les pratiques d'assistance technique de ICD, présenter les caractéristiques des Outils disponibles et analyser les besoins réels	Sur site	2	4	1	0

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Modélisation macroéconomique	Sao Tome	Mission d'évaluation des besoins	Evaluer le dispositif existant, présenter les pratiques d'assistance technique de ICD, présenter les caractéristiques des Outils disponibles et analyser les besoins réels	Sur site	2	4	1	0
Modélisation macroéconomique	RCA	Mission d'évaluation des besoins	Evaluer le dispositif existant, présenter les pratiques d'assistance technique de ICD, présenter les caractéristiques des Outils disponibles et analyser les besoins réels	Sur site	2	4	1	0
Modélisation macroéconomique	Maurice	Formation	Programmation et politiques Financières (PPF)	Sur site	2	4	1	0
Modélisation macroéconomique	AFC	Formation	Macroeconomic Diagnostics	Sur site	2	4	1	0
Modélisation macroéconomique	Guinée Conakry	Mission d'elaboration d'un modele de projection trimestriel avec l'approche FPAS	Renforcement de capacités sur les modeles d'équilibre général dynamiques stochastiques avec IRIS, Conception d'une premiere version du Modele	Sur site	1	1	1	0

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Prévisions macrobudgétaires	Burundi	Developpement d'un modèle de projection du CBMT/CDMT global (Phase 1)	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Sur site	1	2	1	
Prévisions macrobudgétaires	Burundi	Poursuite du developpement d'un modèle de prevision de recettes et de simulation de mesures nouvelles et appui a la redaction de la note sur les previsions de recettes _UE	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Sur site	1	1	1	1
Prévisions macrobudgétaires	Burundi	Suivi et renforcement de la quantification des risques budgetaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgetaires	Sur site	2	3	1	
Prévisions macrobudgétaires	Cameroun	Formation sur les outils d'analyse des risques budgetaires liés aux entreprises publiques/changements climatiques/...	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgetaires	Sur site	1	1		1
Prévisions macrobudgétaires	Centrafrique	Suivi et Simplification du modèle de projection du CBMT/CDMT global et appui a la redaction du rapport CBMT 2027-2029 _synergie	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Sur site	1	1	1	1
Prévisions macrobudgétaires	Congo	Suivi et developpement du modele CBMT/CDMT global (phase 3)	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Sur site	1	1	1	1

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Prévisions macrobudgétaires	Congo	Suivi et renforcement du modèle de projection macrobudgétaire PREMA-Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Sur site	1	1		1
Prévisions macrobudgétaires	Congo	Suivi et renforcement de la quantification des risques budgetaires liés aux entreprises publiques, aux garanties et aux PPP	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Sur site	1	1		1
Prévisions macrobudgétaires	Gabon	Developpement d'un modele de projection du CBMT/CDMT(Phase 1)_synergie	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Sur site	1	2	1	1
Prévisions macrobudgétaires	Guinée Equatoriale	Suivi et developpement d'un modele de projection du CBMT/CDMT_synergie	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Sur site	1	2	1	1
Prévisions macrobudgétaires	RDC	Mission de suivi pour le développement d'un outil de prévision des recettes et de simulation de mesures nouvelles	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Sur site	2	3	1	1
Prévisions macrobudgétaires	RDC	Suivi et appui a la production du cadrage macroéconomique et budgétaire 2027-2029 avec la version actualisée du modèle MCMB2	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Sur site	2	4		1
Prévisions macrobudgétaires	Sao Tome et Principe	Mission de suivi-Developpement d'un outil de projection du CBMT/CDMT global	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Sur site	2	3	1	
Prévisions macrobudgétaires	Tchad	Mission de suivi sur les dispositifs de prevision des recettes et de Simulation de mesures nouvelles_BAD	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Sur site	2	4		1
Prévisions macrobudgétaires	Regional	Redaction et revue du guide regional sur le Debat d'Orientation Budgetaire (DOB)_GPF	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	A distance	2	3	1	1

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Budget et contrôle des dépenses	Burundi	Programme follow up PIMA /investissement (UE)	Améliorer la gestion des programmes d'investissement public	Sur site	2	4	0	1
Budget et contrôle des dépenses	Cameroun	Renforcement des rapports infra-annuels et annuels d'exécution du budget	Assurer une exécution efficace du budget à travers un suivi et un reporting infra-annuel fiables.	Sur site	1	2	1	1
Budget et contrôle des dépenses	RCA	Appui au suivi et à la gestion des arriérés de dépenses publiques	Renforcer le suivi, la prévention et la résorption des arriérés de dépenses pour renforcer la soutenabilité des finances publiques.	Sur site	2	2	1	1
Budget et contrôle des dépenses	RCA	Appui au renforcement du CDMT sectoriel et des RTEB SYNERGIE ALTERNE AVEC GUY	Améliorer la prévisibilité de la programmation et de l'exécution des dépenses	Virtuel	1	3	1	1
Budget et contrôle des dépenses	Congo	Renforcement loi de règlement/RAP et Compte administratif OUTREACH AN, SENAT et CdC	Renforcer l'exécution et le contrôle du budget de l'Etat	Sur site	2	3	1	1
Budget et contrôle des dépenses	Congo	Elaboration des règles de gestion budgétaire dans le contexte d'ordonnateurs multiples	Renforcer l'exécution et le reporting budgétaire des dépenses	Virtuel	2	4	1	1
Budget et contrôle des dépenses	Gabon	Diagnostic de la NBE volet recettes et appui mise en oeuvre classification fonctionnelle	Améliorer la prévisibilité de la programmation et de l'exécution des dépenses	Sur site	2	3	0	1
Budget et contrôle des dépenses	Gabon	Appui à la revision du decret NBE	Améliorer la prévisibilité de la programmation et de l'exécution des dépenses	Sur site	2	4	1	0
Budget et contrôle des dépenses	Gabon	Suivi et gestion des arriérés de dépenses publiques - Participation mission FAD (AFC & FAD)	Renforcer le suivi, la prévention et la résorption des arriérés de dépenses publiques afin d'améliorer la gestion budgétaire et la soutenabilité des finances publiques.	Sur site	2	2	1	0

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Budget et contrôle des dépenses	Guinee Equatoriale	Renforcer l'exécution et le reporting budgétaire des dépenses (synergie alternee avec Guy)	Renforcer l'exécution et le reporting du budget de l'Etat	Sur site	2	2	1	1
Budget et contrôle des dépenses	Guinee Equatoriale	Formation de tous les acteurs sur le nouveau manuel d'exécution de la dépense publique (BAD)	Renforcer l'exécution et le contrôle du budget de l'Etat	Sur site	2	2	1	1
Budget et contrôle des dépenses	Guinee Equatoriale	Appui à l'introduction du cadrage budgétaire du CDMT ministériel (en synergie alternee avec GUY) (BAD)	Améliorer la prévisibilité de la programmation et de l'exécution des dépenses	Sur site	2	4	1	1
Budget et contrôle des dépenses	RDC	Harmonisation des nomenclatures budgétaires et leur intégration dans le système d'information	Renforcer la préparation et l'exécution du budget de l'Etat	Sur site	1	1	0	1
Budget et contrôle des dépenses	RDC	Renforcement contenu et format des rapports d'exécution budgétaire trimestriels et annuels. OUTREACH AN ET SYNERGIE SIMULTANEE AVEC MATHIEU	Renforcer l'exécution et le reporting du budget de l'Etat	Virtuel	2	2	1	0
Budget et contrôle des dépenses	Sao Tome et Principe	Renforcement des rapports trimestriels d'exécution du budget SYNERGIE ALTERNEE AVEC GUY	Améliorer la programmation du budget pluriannuel ministériel	Sur site	2	2	1	1
Budget et contrôle des dépenses	Tchad	Appui à l'élaboration du Statut type des Entreprises publiques SOE	Améliorer la gouvernance des sociétés à participation publique	HYBRIDE	1	1	1	1
Budget et contrôle des dépenses	Tchad	Appui à l'application de la loi sur la gouvernance des entreprises publiques SOE	Améliorer la gouvernance des sociétés à participation publique	Sur site	1	1	1	1
Budget et contrôle des dépenses	Tchad	Poursuivre l'informatisation des plans d'engagement (PE) et des plans de travail et de budget annuel dans le système d'information SIGFIP	Améliorer la prévisibilité de la programmation et de l'exécution des dépenses	Sur site	2	4	0	1

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	Burundi	Poursuite de l'opérationnalisation de la comptabilité des matières	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Sur site	1	1	1	1
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	Cameroun	Mise en oeuvre des écritures d'inventaire	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Sur site	1	2	1	1
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	CEMAC	Redaction d'un guide relatif a la valorisation des ressources naturelles	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	En distanciel	1	2	1	1
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	Regional (CEMAC / UEMOA)	Seminire AFC/AFW/AFS : digitalisation des moyens de paiement et amelioration de la gestion de la tresorerie de l'Etat en lien avec mobilisation des ressources	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Sur site	2	3	1	1
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	Congo	Modalites de comptabilisation des recettes dans le cadre de la suppression du guichet unique de paiement	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Sur site	2	3	1	1
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	Congo	Mise en oeuvre d'un CUT : suivi des missions precedentes : formalisation des procedures au sein de la DGT	Improved Asset and Liability Management – Treasury single account	Sur site	1	2	1	1

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	Gabon	Appui a la mise en oeuvre du CUT / mise en oeuvre d'un systeme d'annonce au Tresor	Improved Asset and Liability Management – Treasury single account	Sur site	1	2	1	1
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	Guinee Equatoriale	Etablissement de la premiere balance generale des comptes de l'Etat (1/2) (financement BAD)	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Sur site	1	2	1	1
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	Guinee Equatoriale	Etablissement de la premiere balance generale des comptes de l'Etat (2/2) (financement BAD)	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Sur site	2	4	1	1
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	République centrafricaine	Operationnalisation de la comptabilite des matieres	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Sur site	1	2	1	1
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	République centrafricaine	Suivi de la mise en oeuvre du CUT	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Sur site	2	4	1	1
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	République démocratique du Congo	Operationnalisation de la gestion de la tresorerie de l'Etat / mise en oeuvre du CUT(potentiel financement du STX par HQ)	Improved Asset and Liability Management – Treasury single account	Sur site	2	4	1	1
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	Saotome et Principe	Renforcement des capacites sur le referentiel des normes comptables de l'Etat + analyse du plan de tresorerie de l'Etat	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Sur site	1	1	1	0
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	Tchad	Mission relative au renforcement des capacites de la DGTCPC sur la gestion de la tresorerie 1/2 (financement BAD)	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	sur site	1	2	1	1
Comptabilité publique et Gestion de la trésorerie	Tchad	Mission relative au renforcement des capacites de la DGTCPC sur la gestion de la tresorerie 2/2 (financement BAD)	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Sur site	2	1	1	1

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Statistiques des finances publiques	Burundi	* Produire le TOFE de l'administration centrale budgétaire (Trimestrielle et annuelle) et du sous-secteur de la sécurité sociale (année fiscale 2023); *	Affiner le TOFE de l'administration centrale budgétaire et poursuivre les travaux sur l'extension de la couverture des GFS	Sur site	1	2	1	0
Statistiques des finances publiques	Burundi	Identification d'un échantillon d'unités pour l'élaboration du TOFE du sous-secteur des unités extrabudgétaires. * Elaboration des statistiques de la dette	Affiner le TOFE de l'administration centrale budgétaire et poursuivre les travaux sur l'extension de la couverture des GFS	Sur site	2	4	1	1
Statistiques des finances publiques	Cameroun	* Affinement de la table de passage et élaboration du TOFE du sous-secteur de l'administration centrale budgétaire; * Elargissement du champ de couverture aux autres sous-secteurs de l'administration publiques : Sensibilisation et examen des données primaires; * Elaboration de la classification fonctionnelle des dépenses	Affiner le TOFE de l'administration centrale budgétaire et poursuivre les travaux sur l'extension de la couverture des GFS	Sur site	2	3	1	1
Statistiques des finances publiques	CEMAC						0	1
Statistiques des finances publiques	Congo République		Affiner le TOFE de l'administration centrale budgétaire et poursuivre les travaux sur l'extension de la couverture des GFS	Sur site	1	1	1	1
Statistiques des finances publiques	Gabon	* Affinement de la table de passage et élaboration du TOFE du sous-secteur de l'administration centrale budgétaire; * Elargissement du champ de couverture aux autres sous-secteurs de l'administration publiques : Sensibilisation et examen des données primaires; * Elaboration de la classification fonctionnelle des dépenses;	Affiner le TOFE de l'administration centrale budgétaire et poursuivre les travaux sur l'extension de la couverture des GFS	Sur site	1	1	1	0
Statistiques des finances publiques	Guinée Equatoriale	* Elaboration des autres tableaux du cadre d'analyse minimum	Affiner le TOFE de l'administration centrale budgétaire et poursuivre les travaux sur l'extension de la couverture des GFS	Sur site	1	1	0	1
Statistiques des finances publiques	Guinée Equatoriale		Affiner le TOFE de l'administration centrale budgétaire et poursuivre les travaux sur l'extension de la couverture des GFS	Sur site	2	3	0	1

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Statistiques des finances publiques	RCA	* Affinement de la table de passage et élaboration du TOFE du sous-secteur de l'administration centrale budgétaire; * Elargissement du champ de couverture aux autres sous-secteurs de l'administration publique	Affiner le TOFE de l'administration centrale budgétaire	Sur site	2	3	1	1
Statistiques des finances publiques	RDC	* Affinement de la table de passage et élaboration du TOFE du sous-secteur de l'administration centrale budgétaire;	Affiner le TOFE de l'administration centrale budgétaire et poursuivre les travaux sur l'extension de la couverture de la compilation des entreprises publiques dans le cadre des GFS	Sur site	1	1	1	0
Statistiques des finances publiques	RDC	* Elargissement du champ de couverture aux autres sous-secteurs de l'administration publique; * Elaboration des statistiques de la dette du sous-secteur de l'administration publique	Affiner le TOFE de l'administration centrale budgétaire et poursuivre les travaux sur l'extension de la couverture des GFS	Sur site	2	4	1	1
Statistiques des finances publiques	Sao Tomé & Principe	* Affinement de la table de passage et élaboration du TOFE du sous-secteur de l'administration centrale budgétaire (Base MSFP 1986 et 2014) ; * Elargissement du champ de couverture aux autres sous-secteurs de l'administration publiques : Sensibilisation et examen des données primaires; Elaboration de la classification fonctionnelle des dépenses; * Elaboration des autres tableaux du cadre d'analyse minimum	Affiner le TOFE de l'administration centrale budgétaire et poursuivre les travaux sur l'extension de la couverture des GFS	Sur site		2	1	1
Statistiques des finances publiques	Tchad	* Affinement de la table de passage et élaboration du TOFE du sous-secteur de l'administration centrale budgétaire; * Elargissement du champ de couverture aux autres sous-secteurs de l'administration publique;	Affiner le TOFE de l'administration centrale budgétaire et poursuivre les travaux sur l'extension de la couverture des GFS	Sur site	1	2	1	0
Statistiques des finances publiques	Tchad	* Elaboration des statistiques de la dette du sous-secteur de l'administration publique	Statistiques sur la dette du secteur public	Sur site	2	3	0	1

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Statistiques du secteur reel	Burundi	Alignement des comptes trimestriels sur la nouvelle base des comptes nationaux	Finaliser la serie du PIB trimestriel aux prix courants (SCN 1993)	Sur site	1	1	0	1
Statistiques du secteur reel	Burundi	Developpement de la sequence des comptes de secteurs institutionnels	Elaboration de la serie de tableaux des comptes economiques integres (TCEI)	Sur site	1	2	0	1
Statistiques du secteur reel	Cameroun	Développement des comptes nationaux trimestriels	Implementation d'un TRE trimestriel	Sur site	1	2	1	0
Statistiques du secteur reel	Cameroun	Elaboration des comptes de patrimoine	Implementation des comptes de patrimoine financiers	Sur site	2	3	1	1
Statistiques du secteur reel	Congo République	Developpement des statistiques conjoncturelles et des comptes nationaux (SCN 1993)	Elaboration des comptes nationaux definitifs 2024 et provisoires 2025 (SCN 1993)	Sur site	1	2	1	0
Statistiques du secteur reel	Congo République	Elaboration d'une nouvelle annee de base des comptes nationaux (SCN 2008)	Traitement des sources de donnees pour le rebasage des comptes nationaux (SCN 2008)	Sur site	2	4	0	2
Statistiques du secteur reel	Gabon	Elaboration d'une nouvelle année de base des comptes nationaux (SCN 2008)	Elaboration des comptes nationaux 2022 / 2023	Sur site	1	1	1	0
Statistiques du secteur reel	Gabon	Elaboration d'une nouvelle année de base des comptes nationaux (SCN 2008)	Elaboration des comptes nationaux 2023 et retropolation	Sur site	2	3	1	1
Statistiques du secteur reel	Guinée Equatoriale	Developpement des statistiques conjoncturelles et des comptes nationaux (SCN 1993)	Elaboration des comptes nationaux definitifs 2024 et provisoires 2025 (SCN 1993)	Sur site	1	1	0	1
Statistiques du secteur reel	Guinée Equatoriale	Elaboration d'une nouvelle annee de base des comptes nationaux (SCN 2008)	Traitement des sources de donnees pour le rebasage des comptes nationaux (SCN 2008)	Sur site	2	3	0	1

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Statistiques du secteur reel	République centrafricaine	Elaboration d'une nouvelle année de base des comptes nationaux (SCN 2008)	Elaboration du TRE 2023	Sur site	1	2	0	1
Statistiques du secteur reel	République centrafricaine	Elaboration d'une nouvelle année de base des comptes nationaux (SCN 2008)	Elaboration du TRE 2024	Sur site	2	4	0	1
Statistiques du secteur reel	République démocratique du Congo	Développement des comptes nationaux (SCN 1993)	Elaboration des comptes nationaux définitifs 2024 et provisoires 2025 (SCN 1993); traitement des sources du rebasage et initialisation des travaux sur les équilibres ressources emplois et comptes de branche (SCN 2008)	Sur site	1	2	1	0
Statistiques du secteur reel	République démocratique du Congo	Elaboration d'une nouvelle année de base des comptes nationaux (SCN 2008)	Travaux de synthèse des comptes de l'année de base	Sur site	2	3	1	0
Statistiques du secteur reel	Sao Tome et Principe	Développement de la série des comptes nationaux SCN 2008	Elaborer les CN 2023-2024	Sur site	1	2	0	1
Statistiques du secteur reel	Sao Tome et Principe	Développement des comptes de secteurs institutionnels	Introduction au tableau des comptes économiques intégrés (TCEI)	Sur site	2	4	1	1
Statistiques du secteur reel	Tchad	Développement de la série des comptes nationaux SCN 2008	Elaboration du TRE 2025 et alignement des comptes trimestriels	Sur site	1	2	0	1
Statistiques du secteur reel	Tchad	Développement des comptes de secteurs institutionnels	Finalisation de la série 2018-2023 du TCEI	Sur site	2	4	0	1

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Regulation et Supervision financieres	Burundi	Appui à la mise en œuvre de la supervision basée sur les risques via le développement de guides méthodologiques pour la supervision sur pièces et sur place du risque de liquidité, incluant une composante de formation.	Elaboration de méthodologies de contrôle sur pièces et sur place du risque de liquidité, et formation idoine.	Sur site	1	1	1	0
Regulation et Supervision financieres	Burundi	Projet de mise en oeuvre du cadre prudentiel IFRS 9	formation pour l'équipe IFRS 9 de la BRB et revue du projet de règlement IFRS 9.	Sur site	1	1	1	0
Regulation et Supervision financieres	Burundi	Revue du troisieme exercice de notation des banques via SEPREC	Revue du deuxieme exercice de notation et de son integration dans les actions de supervision de la BRB dans le cadre de l'implementation de sa supervision basee sur les risques.	Sur site	1	2	1	0
Regulation et Supervision financieres	Burundi	Elaboration d'un guide méthodologique de contrôle sur pièce et sur place du risque informatique/cyber	Elaboration d'un guide méthodologique de contrôle sur pièce et sur place du risque informatique/cyber; et formation des superviseurs de la BRB.	Sur site	1	2	1	0
Regulation et Supervision financieres	Burundi	Suivi de la mission d'assistance technique sur la revue des rapports d'inspection sur la qualité des portefeuilles de crédits ("credit files review")	Suivi de l'assistance technique sur l'organisation par la DSS de missions d'inspection sur place dans les banques, en mettant l'accent sur les prêts douteux et restructurés Prêts compromis.	Sur site	2	3	1	0
Regulation et Supervision financieres	Burundi	Assistance technique sur la revue du cadre prudentiel des établissements de paiement	Assistance technique sur la revue du cadre prudentiel des établissements de paiement	Sur site	2	3	1	0
Regulation et Supervision financieres	Burundi	Assistance technique sur le pilier 2 du cadre Balois et la mise en oeuvre du processus de revue prudentiel (Supervisory Review Process)	Assistance technique sur la mise en oeuvre d'un cadre ICAAP.	Sur site	2	3	1	0

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de déivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Regulation et Supervision financieres	COBAC	Mise en oeuvre du dispositif bâlois: Pilier 1 - i /mission de suivi sur la revision du cadre reglementaire relatif au calcul du ratio de solvabilite, en integrant le risque operationnel et le risque de marche ; et ii/ finalisation du reglement sur le ratio de levier.	Realisation d'une etude d'impact et finalisation du texte reglementaire relatifs au dispositif de calcul du ratio de solvabilite, en integrant le risque operationnel et le risque de marche .	Sur site	1	1	1	0
Regulation et Supervision financieres	COBAC	Mise en oeuvre du dispositif bâlois: Pilier 3	Assistance technique sur la mise en oeuvre du Pilier 3 dans la zone CEMAC	Sur site	1	1	1	1
Regulation et Supervision financieres	COBAC	Revue de la méthodologie de contrôle sur pièce et sur place du risque informatique/cyber	Elaboration d'un guide méthodologique de contrôle sur pièce et sur place du risque informatique/cyber suite a la revision de la reglementation idoine.	Sur site	1	2	1	1
Regulation et Supervision financieres	COBAC	Mise en oeuvre du dispositif bâlois: finalisation du LCR et lancement du NSFR	Analyse des resultats de la seconde etude d'impact et finalisation du texte reglementaire relatifs au LCR. Puis lancement du projet de l'implementation du NSFR.	Sur site	1	2	1	1
Regulation et Supervision financieres	COBAC	Assistance technique sur la mise en oeuvre d'un cadre supervision sur base consolidee.	Assistance technique sur la mise en oeuvre d'un cadre supervision sur base consolidee.	Sur site	2	4	1	1
Regulation et Supervision financieres	COBAC	Mise en oeuvre du dispositif bâlois: mission de suivi de la mise en oeuvre du Pilier 2	Revue du dispositif "Supervisory Review Process" (SRP) incluant le modèle de notation des banques.	Sur site	2	4	1	1
Regulation et Supervision financieres	CEMAC (COSUMAF)	Assistance technique aupres de la Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale (COSUMAF) dans la mise en œuvre d'une Supervision Basée sur les Risques.	Mission de suivi - Renforcement des capacités des supeiseurs de la Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale (COSUMAF) dans la mise en œuvre d'une Supervision Basée sur les Risques.	Sur site	1	2	1	0
Regulation et Supervision financieres	République démocratique du Congo	Assistance technique aupres de l' Autorité de Régulation et de Contrôle des Assurances de la République Démocratique du Congo dans la mise en œuvre d'une Supervision Basée sur les Risques.	Mission de suivi - Renforcement des capacités de la Direction de la Réglementation et du Contrôle de l' Autorité de Régulation et de Contrôle des Assurances de la République Démocratique du Congo dans la mise en œuvre d'une Supervision Basée sur les Risques.	Sur site	1	1	1	0

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Regulation et Supervision financieres	République démocratique du Congo	Suivi de l'Assistance technique auprès de l' Autorité de Régulation et de Contrôle des Assurances de la République Démocratique du Congo dans la mise en œuvre d'une Supervision Basée sur les Risques.	Revue du cadre réglementaire post publication du nouveau code des assurances de la République Démocratique du Congo.	Sur site	2	3	1	0
Regulation et Supervision financieres	République démocratique du Congo	Revision de l'Instruction 14 : finalisation de la composante relative au LCR (Liquidity Coverage Ratio) et lancement du NSFR.	Mise en oeuvre du dispositif Bâle 2/Bâle 3 : deuxieme etude d'impact et finalisation de la revision de la composante relative au developpement du LCR (Liquidity Coverage Ratio). Lancement du NSFR.	Sur site	1	2	1	0
Regulation et Supervision financieres	République démocratique du Congo	Mission de suivi sur la revue de la réglementation de la BCC relative au risque informatique/cyber.	Suivi de la revue de la réglementation de la BCC relative au risque informatique/cyber afin d'y intégrer les derniers standards internationaux.	Sur site	1	1	1	0
Regulation et Supervision financieres	République démocratique du Congo	Mission de suivi sur la mise en place du processus de surveillance prudentielle (SRP Pilier 2)	dernière revue de la notation des banques par les superviseurs via l'outil SYSNOB, et revue son intégration dans le processus SRP.	Sur site	1	2	1	0
Regulation et Supervision financieres	République démocratique du Congo	Mise en œuvre de la supervision fondée sur les risques : élaboration d'un cadre ILAAP	Elaboration de l'instruction réglementaire ILAAP et renforcement du cadre prudentiel du risque de liquidité, et formation idoine.	Sur site	2	3	1	0
Regulation et Supervision financieres	République démocratique du Congo	Assistance technique sur l'elaboration des indicateurs de detection précoce et avancée des crises bancaires.	Renforcement des capacités des superviseurs dans l'anticipation des risques des banques, en complément au modèle de notation des banques.	Sur site	2	4	1	0
Regulation et Supervision financieres	Seminaire interregional AFC-AFW	Thematique a definir	Thematique a definir	Sur site	2	3	1	1



Programme de travail du domaine Opérations de la banque centrale
Année fiscale 2027



Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Stabilité financière	Burundi	Mise en oeuvre d'un cadre de FLU	Follow up : Finaliser le cadre de FLU aligne sur les meilleures pratiques internationales	Sur site	1	2	1	0
Mise en oeuvre de la politique monétaire	Burundi	Améliorer le fonctionnement du marché interbancaire	Exercice de stock taking sur les freins au développement du marché interbancaire	Sur site	2	1	1	1
Mise en oeuvre de la politique monétaire	Burundi	Améliorer les prévisions de liquidité	Mieux déterminer et calibrer les interventions de la BRB	Sur site	2	3	1	1
Mise en oeuvre de la politique monétaire	Burundi	Renover le cadre des interventions de politique monétaire	Organiser les instruments de retraits et d injection de liquidité	Sur site	2	3	1	1
Mise en oeuvre de la politique monétaire	Burundi	Revoir le cadre des réserves obligatoires	Mieux déterminer et calibrer les interventions de la BRB	Sur site	2	4	1	1
Gestion de réserves de change	Burundi	Exercice de stock taking sur la gestion des réserves de change	Renforcer la gouvernance et la sécurité des opérations	Sur site	1	1	1	1



Programme de travail du domaine Opérations de la banque centrale
Année fiscale 2027



Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Mise en oeuvre de la politique monétaire	DR Congo	Renover le cadre des interventions de politique monétaire	Organiser les instruments de retraits et d injection de liquidite	Sur site	1	1	1	1
Mise en oeuvre de la politique monétaire	DR Congo	Revoir le cadre des reserves obligatoires	Revoir la constitution des RO en CDF	Sur site	1	2	1	1
Gestion de reserves de change	DR Congo	gestion des reserves de change	follow up et gestion des risques	Sur site	2	3	1	1
Mise en oeuvre de la politique monétaire	DR Congo	Ameliorer les previsions de liquidite	Mieux determiner et calibrer les interventions de la BRB	Sur site	2	4	1	1
Gestion des risques financiers	DR Congo	Caisse de retraite	gestion des risques		2	3	1	1
Gestion des risques financiers	Sao Tome et Principe	impact de la mise en oeuvre des normes IFRS	gestion des risques		2	3	1	1
Gestion de reserves de change	Sao Tome et Principe	mise en oeuvre d un middle office	gestion des risques		2	3	1	



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional d'assistance technique pour l'Afrique centrale



STATISTIQUES DU SECTEUR EXTERIEUR (SSE)

Contribuer à une meilleure gestion des statistiques du secteur extérieur

ANNEXE 3

REALISATIONS ANNEE FISCALE 2026

Avril 2026

Introduction

Le domaine statistique du secteur extérieur (SSE) fait partie des 13 domaines couverts par AFRITAC Centre (AFC). L'assistance technique dans ce domaine est destinée aux pays membres d'AFC et aux institutions régionales de la zone. Les financements des activités de ce domaine proviennent directement du Département des statistiques du FMI-STA. L'appui technique apporté a comme objectifs principaux l'amélioration de la qualité et la périodicité de diffusion des SSE, notamment des données de la balance des paiements (BdP) et de la position extérieure globale (PEG). Au niveau d'AFC, le conseiller en charge du domaine des SSE a commencé les activités de renforcement des capacités en novembre 2023. Avant cette période, les activités de renforcement des capacités étaient fournies par le siège du Fonds monétaire international.

Le taux d'exécution de l'année fiscale 2026 (Mai 2025 - Avril 2026)

Le taux d'exécution annuel se situe à 90%, soit 9 activités réalisées pour 10 prévues. Une activité a été décalée en 2027 (année fiscale) et une mission d'assistance technique a été remplacée par un séminaire de formation. Le programme révisé des activités prévues pour l'année fiscale est passé de 9 à 10.

Tableau 1. Exécution du programme (Mai 2025 – Avril 2026)

Activités prévues pour l'année fiscale 2026	Activités révisées pour l'année fiscale 2026	Activités prévues pour le premier semestre	Activités réalisées pour le second semestre	Taux d'exécution annuel
10	9	4	5	90%

Réalisations

Burundi

Améliorer la qualité des données et développer les capacités statistiques (du 28 juillet au 8 août 2025)

La mission a appuyé la BRB dans l'amélioration de la qualité des données sources et le développement des capacités statistiques. Les améliorations apportées comprennent la mise en œuvre de la méthodologie MBP6 pour l'enregistrement de la dette extérieure, l'exclusion des importations temporaires du commerce général de marchandises ainsi que des transactions sans transfert de propriété, l'établissement d'une nouvelle méthode d'estimation des crédits commerciaux et d'exploitation des bilans bancaires pour estimer les bénéfices

réinvestis et les dividendes liés aux investissements directs, conformément aux exigences du MBP6. En l'absence d'indicateurs sur l'évolution trimestrielle des investissements directs, la mission a recommandé à la BRB de collaborer avec l'Institut National de la Statistique du Burundi (INSBU) pour réaliser une enquête trimestrielle sur les IDE, ciblant les principales entreprises de chaque secteur.

Gabon

Compilation des statistiques de la balance des paiements et de la position extérieure globale des années 2022 et 2023 ([du 7 au 18 juillet de 2025](#))

L'objectif de cette mission était de collaborer avec la BEAC-Gabon dans la compilation des statistiques de la balance des paiements et de la position extérieure globale des années 2022 et 2023 et, si possible, de 2024 avec le standard de qualité, couverture et cohérence exigés. La validation des sources de données a permis de constater que des écarts persistent entre les exportations et les importations de biens obtenues de différentes sources ce qui nécessite des efforts supplémentaires de la part de la BEAC pour son harmonisation, notamment dans le cas des statistiques des années 2022 et 2023. D'autre part, des efforts sont en cours de réalisation pour adapter le traitement des statistiques de la dette extérieure publique au standard méthodologique international et pour améliorer le taux de couverture de l'enquête de la BDP comme son taux de réponse.

République centrafricaine

Mission sur la balance des paiements ([du 29 septembre au 10 octobre 2025](#))

La mission a examiné la balance des paiements 2022–2023 et formulé des recommandations mises en œuvre. La position extérieure globale (PEG) 2023 a été compilée pour la première fois et publiée sur le site du siège de la BEAC (BEAC-HO), de même que les statistiques de la balance des paiements 2023. Des échanges techniques avec la Direction de la Dette du ministère des Finances ont permis d'accorder l'estimation de l'impact des variations du taux de change du FCFA sur le stock de la dette extérieure publique. Des rapprochements entre les données douanières et les résultats de l'enquête de la BdP de la BEAC-CAR ont été effectués, une méthodologie de réconciliation fondée sur les états financiers a été mise en œuvre pour améliorer l'estimation des flux et des positions d'investissement direct, et des accords de partage de données avec des institutions clés ont été établis. Des faiblesses persistent toutefois, notamment la sous-évaluation des exportations d'or liée à des références de prix obsolètes et l'importance du commerce informel, qui nécessite la mise en œuvre d'une enquête transfrontalière.

Sao Tomé-et-Principe

Mission d'Assistance technique sur les statistiques du secteur extérieur (du 19 au 30 mai 2025)

L'objectif de la mission était de faire le suivi des recommandations formulées en avril 2024, notamment l'amélioration des données sur les investissements directs et des réserves internationales. La BCSTP a montré de bons progrès sur l'accomplissement des recommandations précédentes. Les données sources pour la compilation des ESS ont été améliorées avec l'exploitation de nouvelles informations sur les investissements directs, la révision des données sur les transferts courants et de capital, et l'estimation des envois de fonds par le canal informel. La méthodologie d'enregistrement des bénéfices et des pertes de l'activité d'exploration pétrolière a été expliquée de même que l'enregistrement des statistiques de la dette extérieure publique et de ses arrières. De plus, un appui technique a aussi été apporté afin de résoudre les problèmes liés au Système intégré de collecte (ICS) et pour préparer les prochaines soumissions de données. Sur la base des résultats de la mission, un plan d'action actualisé avec des recommandations détaillées a été préparé.

Guinée équatoriale

Mission d'assistance technique sur les statistiques du secteur extérieur (du 01 au 05 décembre 2025)

La mission a appuyé l'INEGE dans la compilation des statistiques des exportations et importations de biens en utilisant les données douanières, conformément à la méthodologie des Statistiques du Commerce International de Marchandises (IMTS, 2010) et à la méthodologie de la Balance des Paiements, sixième édition du Manuel de la Balance des Paiements du FMI. Pendant la deuxième semaine de mission qui a eu lieu auprès de la BEAC-GE, les efforts se sont concentrés sur la compilation des SSE de 2024.

République Démocratique du Congo

Mission d'assistance technique sur les statistiques du secteur extérieur (du 3 au 14 novembre 2025)

L'objectif général de cette mission était de collaborer avec la Banque Centrale de la République Démocratique du Congo (BCC) dans l'amélioration de la qualité des SSE ; couverture, traitement méthodologique et cohérence globale. En conséquence, au niveau de la balance des paiements, la mission a analysé, conjointement avec la BCC et les représentants de l'Institut National de la Statistique et de la Douane, les estimations des exportations et des importations de biens pour les années 2022-2024 en proposant une révision à la baisse des importations et un changement de la méthodologie de calcul du prix

du cobalt à l'exportation, qui se traduira dans une hausse de la valeur exportée. Par ailleurs, les estimations du commerce international des services et du revenu primaire et secondaire (dons en nature) ont été aussi révisés, et comme résultat une révision de revenu primaire, notamment du revenu (débits) des investissements directs sera implémentée, de même que des dons reçus. La mission a aussi intégré dans la compilation des SSE de nouvelles sources de données (états financiers des banques commerciales et des entreprises) et a assuré l'emploi des méthodologies d'estimation conformes au standard international. Le renforcement de l'équipe technique de la BDP a été effectué par la BCC ce qui contribuera à accélérer les progrès dans l'accomplissement du plan d'action d'amélioration des ESS.

Tchad

Mission d'assistance technique sur les statistiques du secteur extérieur ([du 12 au 23 janvier de 2026](#))

La mission d'assistance technique conduite au Tchad en janvier 2026 s'inscrit dans le cadre de la poursuite des actions visant à améliorer la cohérence globale des statistiques du secteur extérieur et à renforcer les capacités nationales de compilation. Les travaux ont mis en évidence la persistance d'écarts entre les statistiques du commerce extérieur utilisées dans la balance des paiements et celles des comptes nationaux, justifiant un rapprochement méthodologique entre la BEAC-Tchad et l'INSEED. La mission a également recommandé une révision à la hausse des estimations des exportations d'or sur la base des données du circuit formel et des prix internationaux. Les divergences observées entre les données nationales et celles des pays partenaires soulignent, par ailleurs, la nécessité d'approfondir l'analyse du commerce informel de l'or et de ses incidences macroéconomiques. En outre, des améliorations méthodologiques ont été préconisées, notamment en matière de traitement des bénéficiaires des compagnies pétrolières succursales, d'enregistrement du service de la dette selon les droits constatés et d'intégration des dons en nature dans le compte du revenu secondaire. Dans l'ensemble, la mission a permis de consolider les fondements techniques nécessaires à l'amélioration de la qualité et de la cohérence.

Cameroun

La mission a permis d'accomplir plusieurs actions importantes en appui au MINFI dans le renforcement de la compilation des statistiques du secteur extérieur conformément au MBP6. Elle a continué l'examen approfondi des principales sources de données, notamment les données douanières, les statistiques de la dette extérieure publique transmises par la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA) et les enquêtes de balance des paiements. Comme résultat, la mission a formulé des recommandations techniques visant à améliorer le traitement méthodologique de certaines opérations relatives au commerce de marchandises, à réviser en accord avec la Douane le calcul des exportations (notamment de l'or non-

monétaire) et des importations de biens, possiblement sous-estimées selon les estimations préliminaires de la mission et les données des partenaires commerciaux du Cameroun. Concernant la dette extérieure, la mission a également préconisé une amélioration de l'enregistrement de la dette extérieure publique sur la base des données révisées de la Caisse autonome d'amortissement, pour mieux distinguer les arrières, les commissions et identifier séparément les transactions des effets de la variation du taux de change sur le stock de la dette. Enfin, la mission a renforcé les capacités techniques des équipes chargées de la compilation statistique, notamment en matière d'enregistrement des revenus d'investissement direct et des services d'assurance, et a recommandé une meilleure estimation des bénéfices réinvestis et distribués à partir des états financiers des entreprises.

Séminaire et ateliers

Séminaire régional sur l'intégration des statistiques du secteur extérieur dans les comptes nationaux, conformément au Système de Comptabilité Nationale de 2008 (SCN 2008) (du 25 au 29 août 2025)

AFRITAC Centre a organisé un séminaire régional sur l'intégration des statistiques du secteur extérieur dans les comptes nationaux, conformément au Système de Comptabilité Nationale de 2008 (SCN 2008). Ce séminaire, a été organisé en synergie entre les domaines des statistiques du secteur extérieur et celles du secteur réel. Il visait à fournir aux participants une bonne connaissance des sources de données et de la méthodologie de compilation des statistiques de la balance des paiements et de la position extérieure globale, conformément à la sixième édition du manuel du FMI, afin d'en assurer le passage aux statistiques de comptabilité nationale. L'événement a réuni des cadres chargés de la gestion des statistiques du secteur réel et du secteur extérieur des neuf pays membres. Les conseillers résidents en charge des statistiques du secteur réel et de celles du secteur extérieur, M. Fahd Abdelaziz Moussa Ndiaye et Mme Maria Collazos Mercedes, ont chacun animé des présentations en lien avec leurs domaines respectifs.

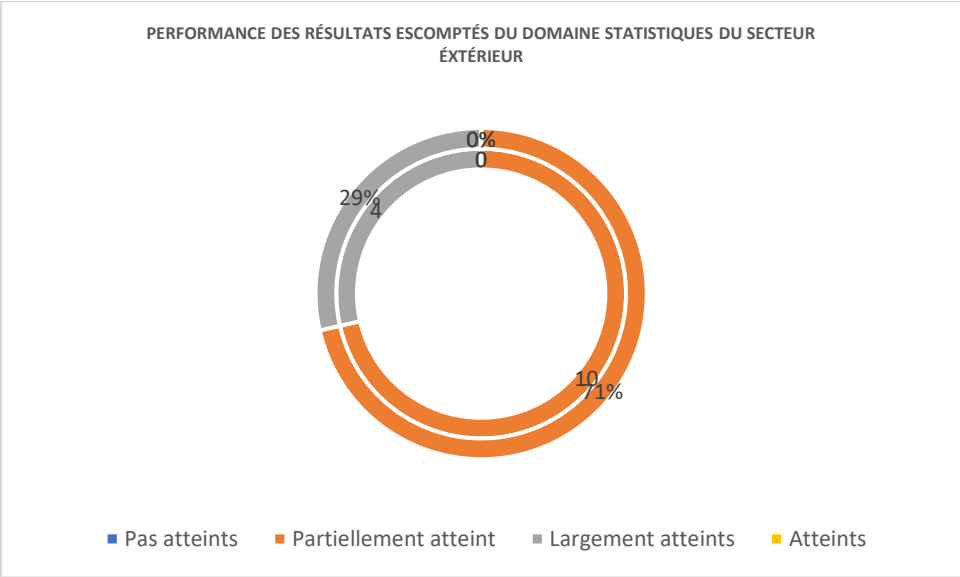
Atelier régional consacré aux statistiques du compte financier dans le cadre du Manuel de la balance des paiements, septième édition (du 23 au 27 février 2026)

Le Département des Statistiques du FMI (STA-FMI) en collaboration avec l'AFRITAC Centre a organisé à Yaoundé un atelier régional consacré aux statistiques du compte financier dans le cadre du Manuel de la balance des paiements, septième édition (MBP7). Le renforcement des capacités techniques a bénéficié 38 fonctionnaires des six pays de la CEMAC chargés d'établir des statistiques du secteur extérieur ou de mener des études macroéconomiques au sein du siège de la Banque des Etats de l'Afrique centrale et de ses directions nationales, ainsi que du ministère des Finances du Cameroun.

Son objectif principal a été de permettre aux participants de maîtriser les concepts, les sources de données et les techniques d'établissement des statistiques de la balance des paiements et de la position extérieure globale, et plus particulièrement du compte financier tout en suivant les orientations du MBP7, en relevant des questions méthodologiques plus complexes.

Gestion axée sur les résultats

On dénombre 14 résultats escomptés pour le compte du de l'année fiscale 2026. 4 résultats ont été largement atteints. 10 résultats ont été partiellement atteints, ce qui donne un taux de 71%.



Source : CDMAP, estimations des services d'AFRITAC Centre

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Statistiques du secteur extérieur (SSE)	Sao Tome et Principe (mai 19-30, 2025)	Renforcer la compilation, la qualité et la diffusion des BOP/IIP - BOP	Les principaux objectifs de la mission seront de donner suite à l'accomplissement du plan d'action accordé avec la mission de 2024. Une attention particulière sera portée à l'amélioration de la couverture et de la méthodologie de compilation des investissements directs, de la cohérence globale de la balance des paiements et de la position extérieure globale ainsi que d'évaluer les causes et les solutions du haut niveau des erreurs et omissions. La méthodologie de compilation des réserves internationales sera aussi abordée ainsi que la cohérence des SSE et des statistiques monétaires.	Sur site	1	1	1	0
Statistiques du secteur extérieur (SSE)	Gabon (juillet 7-18 2025)	Renforcer la compilation et la diffusion des BOP/IIP - BOP	1. Améliorer l'accessibilité des données et des métadonnées ; 2. Améliorer la périodicité, la régularité de compilation et la cohérence des ESS, principalement celles liées à l'activité pétrolière ; 3. La mise en œuvre des recommandations fournies par les missions d'assistance technique précédentes sera également évaluée et le plan d'action du SSE sera mis à jour.	Sur site	1	1	1	0
Statistiques du secteur extérieur (SSE)	Tchad (août 18-29)	Renforcer la compilation, la qualité et la diffusion des BOP/IIP - BOP	1. Améliorer la périodicité, la régularité de compilation et la cohérence des ESS ; 2. La base méthodologique des statistiques suit les normes, lignes directrices ou bonnes pratiques internationalement acceptées. 3. Améliorer l'accessibilité des données et des métadonnées ; 4. La mise en œuvre des recommandations fournies par les missions d'AT précédentes sera également évaluée et le plan d'action du SSE sera mis à jour. Attention particulière sera donnée à la qualité et à la couverture des statistiques du commerce de biens	Sur site	1	2	0	1

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Statistiques du secteur extérieur (SSE)	Burundi (juillet 28-août 8, 2025)	Renforcer la compilation, la qualité et la diffusion des BOP/IIP - BOP	Les principaux objectifs de la mission seront de donner suite à l'accomplissement du plan d'action accordé avec la mission de 2024. Une attention particulière sera portée à l'amélioration de l'estimation des investissements directs, de la compilation des statistiques de la dette extérieure, de l'estimation des crédits commerciaux, de l'amélioration de la qualité des statistiques du commerce des biens et des services, et de façon générale, de la cohérence globale de la balance des paiements et de la position extérieure globale.	Sur site	1	2	1	0
Statistiques du secteur extérieur (SSE)	République centrafricaine (septembre 7 - 19, 2025)	Renforcer la compilation, la qualité et la diffusion des BOP/IIP - BOP	La mission vise à renforcer les capacités techniques et à améliorer la qualité des statistiques du secteur extérieur (ESS). Les principaux objectifs de la mission seront de donner suite à l'accomplissement du plan d'action accordé avec la mission de 2024. La mission contribuera à l'examen des statistiques préliminaires de la balance des paiements de 2024, en particulier l'établissement des statistiques sur les services, les importations de biens, la dette extérieure et les investissements directs étrangers, et elle contribuera à la diffusion des ESS.	Sur site	1	2	0	1
Statistiques du secteur extérieur (SSE)	République démocratique du Congo (octobre 6-17, 2025)	Renforcer la compilation, la qualité et la diffusion des BOP/IIP - BOP	Les principaux objectifs de la mission seront de donner suite à l'accomplissement du plan d'action accordé avec les missions de 2024 et d'avril 2025. Une attention particulière sera portée à l'amélioration des statistiques du commerce de biens et des services, de l'estimation des investissements directs, de la compilation des statistiques de la dette extérieure, de l'estimation des crédits commerciaux, et de façon générale, de la cohérence globale de la balance des paiements et de la position extérieure globale.	Sur site	1	2	1	0

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Statistiques du secteur extérieur	Guinee Equatoriale (novembre 3 -7, 2025)	Renforcer la compilation, la qualite et la diffusion des BOP/IIP - BOP	Bref mission de presentation du noiuveau LTX et continuation des travaux de mise en oeuvre du plan d'action accorde avec les missions precedentes de 2024.	Sur site	2	3	0	1
Statistiques du secteur extérieur	Guinee Equatoriale (fevrier 2-13, 2026)	Renforcer la compilation, la qualite et la diffusion des BOP/IIP - BOP	Les principaux objectifs de la mission seront de donner suite à l'accomplissement du plan d'action accorde avec les missions de 2024. Une attention particulière sera portée à l'amélioration des statistiques du commerce de biens et des services, de l'estimation des investissements directs,de la compilation des statistiques de la dette exterieure, de l'estimation des credits commerciaux, et de facon generale, de la cohérence globale de la balance des paiements et de la position exterieure globale.	Sur site	2	4	0	1
Statistiques du secteur extérieur (SSE)	Cameroun	Renforcer la compilation, la qualite et la diffusion des BOP/IIP - BOP	Les principaux objectifs de la mission seront de donner suite à l'accomplissement du plan d'action accorde avec la mission de 2025. Une attention particulière sera portée à l'amélioration des statistiques du commerce de biens, notamment du commerce informel, des services, de l'estimation des investissements directs en incorporant les etats finnanciers des entreprises,de la compilation des statistiques de la dette exterieure, et de facon generale, de la cohérence globale de la balance des paiements et de la position exterieure globale.	Sur site	2	3	1	0



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

**CENTRE REGIONAL D'ASSISTANCE
TECHNIQUE POUR L'AFRIQUE
CENTRALE**



GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE

Contribuer à une meilleure gestion de la dette publique

ANNEXE 4

REALISATIONS ANNEE FISCALE 2026

AVRIL 2026

Introduction

Le domaine gestion de la dette publique fait partie des 13 domaines couverts par AFRITAC Centre. L'assistance technique dans ce domaine est destinée aux pays membres d'AFRITAC Centre et aux institutions régionales de la zone. Les financements des activités de la gestion de la dette publique proviennent du mécanisme Debt Management Facility (DMF) du Fonds Monétaire International (FMI) et la banque mondiale. L'appui technique apporté dans ce domaine vise une bonne gestion de l'endettement notamment la réduction du coût de l'endettement, le maintien du risque dans le portefeuille de la dette publique à un niveau acceptable et une aide au développement du marché des titres publics.

Encadré

*Financement du programme de travail en gestion de la dette publique par le mécanisme
Debt Management Facility (DMF)*

Debt Management Facility (DMF) – Mécanisme de gestion de la dette
Domaine d'intervention : Gestion de la dette publique
Contributeurs : Commission de l'Union européenne, France, Canada, États-Unis, Pays-Bas, Japon, Suisse, Norvège, Banque africaine de développement, Australie
Année de lancement : 2008
<p>Le mécanisme de gestion de la dette (DMF) est un fonds fiduciaire conjoint multi-donateurs entre le FMI et la Banque mondiale. Lancée en 2008, le FMI ayant rejoint sa deuxième phase en 2014. Forte du succès de la phase II, la troisième phase du DMF III a été lancée en avril 2019.</p> <p>L'objectif du DMF III est de renforcer la gestion de la dette afin de réduire les vulnérabilités liées à la dette et d'améliorer la transparence de la dette. DMF III fournit des conseils personnalisés sur la gestion de la dette souveraine à travers la conception et l'application d'outils analytiques, la fourniture de services de conseil personnalisés, des formations, des webinaires et l'apprentissage entre pairs.</p> <p>Le DMF assiste 84 pays (dont la majorité se trouvent en Afrique) dans un large éventail d'activités, notamment : l'amélioration de la gouvernance et des institutions, l'amélioration de la stratégie et des politiques, le développement des marchés de la dette et l'amélioration de la transparence de la dette.</p>

Source : FMI, Institut pour le développement des capacités

I. Réalisations de l'année fiscale 2026

Le taux d'exécution annuel se situe à 72%, soit 13 activités réalisées pour 18 prévues.

Tableau 1. Exécution du programme (Mai 2025– Avril 2026)

Activités prévues pour l'année fiscale 2026	Activités réalisées pour le premier semestre	Activités réalisées pour le second semestre	Taux d'exécution annuelle
18	6	7	72%

Burundi

Renforcement des capacités en matière d'élaboration d'un plan annuel de financement et de calendrier d'émission des titres publics (du 24 septembre au 3 octobre 2025)

La mission a renforcé les capacités des autorités burundaises afin de traduire efficacement leur Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT) en plan Annuel de Financement (PAF). Les échanges ont souligné l'importance de solides dispositifs institutionnels, d'une meilleure coordination avec les autorités budgétaires et d'une transparence accrue de la dette pour obtenir de meilleurs résultats. La mission a également dispensé une formation à l'utilisation de l'outil analytique PAF développé conjointement par la Banque Mondiale et le FMI. La session comprenait des exercices pratiques, au cours desquels les participants ont élaboré des calendriers d'émission à l'aide du PAF et les ont ajustés en fonction de l'évolution des besoins de financement tout au long de l'année.

Congo

Formation sur les fondamentaux de la gestion de la dette publique (du 17 au 21 Novembre 2025)

La mission a dispensé une formation aux personnels de la Caisse Congolaise d'Amortissement (CCA), de la Direction générale du Trésor, de la Direction Générale de l'Économie et de la Planification et de la Direction Nationale de la BEAC. Cette formation portait sur les concepts essentiels de la gestion de la dette, notamment les instruments de dette publique, le cadre institutionnel, l'analyse financière du portefeuille de la dette publique et les indicateurs de coûts et de risques. Les liens entre la politique de gestion de la dette, la gestion de la trésorerie, la politique budgétaire et la politique monétaire ont également été abordés. La mission a également profité de cette occasion pour échanger sur les principales préoccupations relatives à la gestion des opérations sur la dette et au cadre institutionnel.

Congo

Evaluation et renforcement des processus de gestion des données et du reporting de la dette (du 02 au 13 février 2026)

AFRITAC Centre (AFC) a organisé en février 2026, une mission afin d'évaluer et de renforcer les opérations administratives de gestion de la dette publique en République du Congo. La mission s'est focalisée sur les processus et procédures de gestion des données

relatives à la dette, les contrôles en place et l'amélioration de la fiabilité des rapports sur la dette publique.

Guinée Equatoriale

Renforcement des capacités en matière de formulation d'une Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT) (du 19 au 30 janvier 2026)

L'objectif de la mission était de renforcer les capacités analytiques en matière d'analyse prospective des risques et fournir des orientations sur la formulation d'une SDMT. La mission a porté sur les étapes préparatoires de la SDMT, l'analyse de scénarios, les sources de financement et les projections des taux d'intérêt. Elle a également abordé le risque lié au portefeuille de titres publics et a proposé une formation pratique à l'outil analytique de la SDMT développée conjointement par la Banque Mondiale et le FMI. Enfin, elle a traité des dispositifs institutionnels nécessaires à la mise en œuvre de la SDMT et du cadre macroéconomique.

République centrafricaine

Formation sur les fondamentaux de la gestion de la dette publique (du 14 au 18 avril 2026)

Cette mission a dispensé une formation d'une semaine aux membres de la Commission Technique Du Comité national de la Dette Public (CNDP) de la République centrafricaine sur les concepts essentiels de la gestion de la dette, notamment les instruments de dette publique, le cadre institutionnel relatif à la gestion de la dette publique, l'analyse financière du portefeuille de la dette publique et les indicateurs de coûts et de risques. La mission a également profité de cette occasion pour faire le point avec la Direction de la Dette et du Portefeuille de l'État sur la mise en œuvre du système de gestion de la dette (SYGADE).

Élaboration d'une politique d'endettement de gestion de la dette publique (du 30 mars au 10 avril 2026)

Cette mission a fourni une assistance technique afin d'aider les autorités de la République centrafricaine à élaborer une politique d'endettement et de gestion de la dette publique visant à orienter les pratiques de gestion de la dette et à renforcer la gouvernance.

La mission a examiné le cadre, institutionnel et opérationnel de la gestion de la dette publique et a mené des consultations avec les principaux acteurs impliqués tout au long de la chaîne de gestion de la dette publique. Sur la base de ces travaux, elle a préparé un projet de document de politique d'endettement et a animé des discussions par le biais d'entretiens et d'un atelier de pré-validation. Ce dernier visait à consolider les contributions des parties prenantes avant sa soumission au CNDP.

République Démocratique du Congo

Renforcement des capacités en matière de formulation d'une Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT) (du 18 au 27 juin 2025)

La mission a formé des autorités de plusieurs départements des ministères des Finances, du Budget et de la Planification et de la Banque centrale du Congo à l'utilisation du cadre d'élaboration de la SDMT et à l'interprétation des résultats via l'utilisation de l'outil analytique (SDMT) développé conjointement par la Banque Mondiale et le FMI. Elle a appuyé l'élaboration des orientations stratégiques préliminaires pour la période 2026-2028, mis en lumière des insuffisances des pratiques actuelles en matière d'élaboration de la SDMT et formulé des recommandations pour une conception et une mise en œuvre plus efficaces. L'analyse réalisée au cours de la mission servira de base aux autorités pour préparer leur document de stratégie de gestion de la dette pour la période 2026-2028.

Tchad

Formation sur les fondamentaux de la gestion de la dette publique (du 15 au 19 septembre 2025)

La mission a dispensé une formation d'une semaine à la Direction de la Dette et celle des Titres Publics du Tchad sur les concepts essentiels de la gestion de la dette, notamment les instruments de dette publique, le cadre institutionnel relatif à la gestion de la dette publique, l'analyse financière du portefeuille de la dette publique et les indicateurs de coûts et de risques. La mission a également profité de cette occasion pour aborder les principales préoccupations relatives à la gestion des opérations sur la dette et au cadre institutionnel.

Evaluation et renforcement des processus de gestion des données et du reporting de la dette (du 24 novembre au 05 décembre 2025)

La mission a pour principal objectif l'évaluation et renforcement des capacités du personnel en matière de traitement d'enregistrement des opérations de gestion de la dette, de production de rapports et de suivi de processus du back-office. Elle a permis de mener une évaluation du cadre actuel de fonctionnement des opérations de back-office, des flux d'information et des procédures opérationnelles afin d'identifier les atouts et les points à améliorer ; évaluer les compétences du personnel dans l'exécution des opérations de back-office et notamment leurs aptitudes à produire des données et des informations fiables et opportunes dans les délais requis ; doter le personnel de capacités d'enregistrement et de validation des instruments financiers, et surtout de gestion documentée du processus de paiement du service de la dette ;

formuler des recommandations pour améliorer le contenu des bulletins et rapports de la dette ; identifier les domaines critiques des opérations de backoffice nécessitant un renforcement supplémentaire et proposer un plan d'action pour une amélioration continue.

Séminaires et ateliers

Séminaire interrégional sur le thème « Défis de la mise en œuvre de la Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT) » (du 8 au 12 septembre 2025)

Une mission conjointe d'AFRITAC Centre (AFC) et d'AFRITAC Ouest (AFW) a animé un atelier sur les défis de la mise en œuvre de la SDMT qui s'est tenue à Libreville, au Gabon. Cet atelier était organisé par la Banque Centrale des États de l'Afrique centrale (BEAC), la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et la Banque centrale des Comores (BCC) au profit de leurs pays membres. L'événement visait à renforcer les capacités des participants en matière de mise en œuvre de la SDMT et à favoriser l'apprentissage par les pairs et l'échange de bonnes pratiques.. Chaque délégation a présenté son approche en matière de préparation, d'adoption et de mise en œuvre de la SDMT. La mission a échangé avec les participants afin d'explorer leurs difficultés liées à la gouvernance, au cadre institutionnel de la gestion de la dette, à la coordination de la politique de gestion de la dette avec les autres fonctions, ainsi qu'à l'enregistrement et au reporting de la dette.

Séminaire interrégional sur le thème « Audit de la gestion de la dette publique » (du 14 au 18 juillet 2025)

AFRITAC Centre (AFC) et AFRITAC Ouest (AFW) ont organisé un atelier conjoint à Douala, au Cameroun, du 14 au 18 juillet 2025, afin de renforcer les capacités de contrôle interne en matière de gestion de la dette publique. Cet atelier a réuni 40 spécialistes de la dette et auditeurs issus des 18 pays membres pour souligner le rôle crucial du contrôle et de l'audit dans l'amélioration de la transparence et de la redevabilité dans la gestion de la dette publique. Les principaux thèmes abordés étaient : le code de déontologie des audits internes de la dette, les types d'audits (conformité, performance et financier), ainsi que des exercices pratiques sur l'élaboration de matrices de risques opérationnels et de plans d'audit. Les pays ayant une expérience en matière d'audit de la gestion de la dette ont partagé leurs enseignements et leurs difficultés, tandis que d'autres ont présenté leurs cadres de gouvernance et de contrôle actuels.

Séminaire interrégional sur la mobilisation des financements sur les marchés de capitaux internationaux (du 16 au 20 février 2026)

AFRITAC de l'Ouest (AFW) et AFRITAC Centre (AFC) ont organisé conjointement un séminaire interrégional à Cotonou, au Bénin, du 16 au 20 février 2026, consacré aux émissions obligataires sur les marchés internationaux de capitaux. Les discussions ont porté sur l'ensemble du processus d'émission, incluant les travaux préparatoires, la coordination avec les conseillers des Etats, les relations avec les investisseurs et agences de notation, l'exécution des transactions et la gestion post-émission.

Le séminaire a mis en évidence l'importance du renforcement des capacités internes, de la constitution d'équipes pluridisciplinaires et de l'alignement des émissions internationales avec les stratégies à moyen terme de gestion de la dette. Une attention particulière a été accordée à la gestion des risques, notamment de change, de taux d'intérêt et de refinancement. Des exercices pratiques ont renforcé la dimension opérationnelle de la formation. Les participants ont salué la qualité des échanges et exprimé un vif intérêt pour l'organisation de formations plus approfondies sur les émissions obligataires internationales.

Séminaire sur soutenabilité budgétaire (du 1^{er} au 12 décembre 2025)

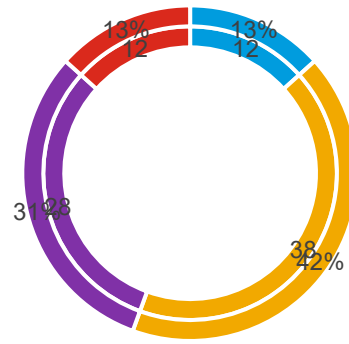
La formation a été principalement axée sur l'apprentissage pratique de la projection et de l'analyse de la dette publique à l'aide de l'outil de dynamique de la dette publique (Debt Dynamics Tool - DDT), développé par l'Institut de développement des capacités du FMI. À travers des exercices pratiques, les participants ont été amenés à construire et analyser divers scénarios macroéconomiques et budgétaires, en mettant l'accent sur l'évaluation de la soutenabilité de la dette. Une attention particulière a été accordée à l'intégration de chocs exogènes, notamment ceux liés aux catastrophes naturelles, ainsi qu'à l'identification des ajustements budgétaires nécessaires pour atteindre les objectifs de dette à moyen et long terme. Ces travaux ont permis aux participants de mieux appréhender les risques pesant sur les finances publiques et les marges de manœuvre budgétaires disponibles.

Au terme de la formation, les participants ont renforcé leurs compétences techniques en matière de gestion budgétaire, d'analyse de la dette et de résilience économique. Cette initiative contribue ainsi au renforcement des capacités institutionnelles des pays de l'AFRITAC Centre et à une meilleure préparation face aux chocs économiques et climatiques.

II. GESTION AXÉE SUR LES RESULTATS

Au cours de l'année fiscale 2026, on dénombre 90 résultats escomptés pour le domaine gestion de la dette publique dont 38 (soit 42%) ont été partiellement atteints et 28 (soit 31%) largement atteints. 12 résultats ont été totalement atteints, soit 13%. Cependant 12 résultats n'étaient pas atteints.

PERFORMANCE DES RÉSULTATS ESCOMPTÉS DU DOMAINE GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE



■ Pas atteints ■ Partiellement atteint ■ Largement atteints ■ Atteints

Source : CDMAP, estimations des services d'AFRITAC Centre



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Renforcement des Capacités
pour l'Afrique Centrale



CADRE LOGIQUE DU DOMAINE GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE
Années Fiscales 2024-2028
Réalisation de l'année fiscale 2026

Renforcer la résilience économique en Afrique Centrale

Domaines	Objectifs	Résultats escomptés	Burundi	Cameroun	Congo	Gabon	Guinée équatoriale	République centrafricaine	République démocratique du Congo	Sao Tomé et-Principe	Tchad	Commission CEMAC	BEAC	Pays AFC	
Gestion de la dette publique	Formuler et mettre en œuvre une stratégie de gestion de la dette à moyen terme (MTDS)	Un calendrier d'émission est réalisé et publié régulièrement													
		Capacité renforcée pour la formulation et la mise en œuvre d'une stratégie de gestion de la dette	x											x	
		MTDS développé, documenté et publié													
		Le personnel peut utiliser efficacement l'outil analytique MTDS (AT)					x		x						
		Les autorités peuvent entreprendre des opérations de gestion du passif													
		Stratégie de gestion de la dette élaborée, documentée et publiée													
		L'entité de gestion de la dette entreprend des relations efficaces avec les investisseurs													
		la gestion de la trésorerie et de la dette est intégrée efficacement													
	Développer les capacités et améliorer les connaissances et les compétences sur les derniers développements des normes internationales et les meilleures pratiques en matière de gestion de la dette BPD	Les participants ont échangé/acquis des connaissances et des compétences lors de formations/ateliers	x		x				x			x			x

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Gestion de la dette publique	BEAC, BCEAO, Comores	Seminaire Interregional sur la coordination de la gestion de la dette et de la tresorerie	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Sur site	1	1	1	1
Gestion de la dette publique	AFC/AFW	Seminaire Interregional sur la gestion des risques du portefeuille de la dette	Pratiques renforcées en matière d'enregistrement, de reporting et de suivi de la dette	Sur site	1	1	2	1
Gestion de la dette publique	BEAC	16 ieme Rencontre du cadre de concertation des Tresors nationaux CEMAC	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Sur site	1	1	1	0
Gestion de la dette publique	BEAC	18 ieme Rencontre du cadre de concertation des Tresors nationaux CEMAC	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Sur site	1	2	1	0
Gestion de la dette publique	BEAC	18 ieme Rencontre du cadre de concertation des Tresors nationaux CEMAC	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Sur site	2	2	1	0
Gestion de la dette publique	Burundi	Diagnostic du fonctionnement du marché primaire et des pratiques d'émission de l'État	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Sur site	2	4	1	1
Gestion de la dette publique	Cameroun	Renforcement des capacités analytiques dans la gestion de la dette de marché	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Sur site	2	3	1	0
Gestion de la dette publique	Congo	Formation au cadre de viabilité de la dette - LIC DSF	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Sur site	1	2	1	1

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Gestion de la dette publique	Congo	Gestion des risques du portefeuille de la dette	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Sur site	1	2	1	1
Gestion de la dette publique	Gabon	Analyse financière des offres de financement	Développer le marché domestique de la dette afin de réduire les coûts et les risques de la dette publique en augmentant le choix et la capacité du financement sur le marché intérieur	Sur site	2	2	0	1
Gestion de la dette publique	Gabon	Formation à l'outil analytique de la SDMT	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Sur site	2	3	0	2
Gestion de la dette publique	Guinée Equatoriale	Gestion des risques du portefeuille de la dette	Mettre en place un cadre légal et institutionnel approprié	Sur site	1	2	0	2
Gestion de la dette publique	Guinée Equatoriale	Plan annuel de financement et calendrier d'émission	Mettre en place un cadre légal et institutionnel approprié	Sur site	1	2	0	2
Gestion de la dette publique	Guinée Equatoriale	Revue du cadre organisationnel de la Caisse Autonome d'Amortissement	Mettre en place un cadre légal et institutionnel approprié	Sur site	1	2	0	2
Gestion de la dette publique	Republique Centrafricaine	Renforcement des capacités en matière d'analyse du marché des titres publics	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Sur site	2	4	1	0
Gestion de la dette publique	Republique Centrafricaine	Elaboration du plan annuel de financement et calendrier d'émission	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Sur site	1	2	1	0
Gestion de la dette publique	Republique Democratique du Congo	Mise à jour du manuel de procédures de gestion des opérations de la dette	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Sur site	2	1	1	1

Domaines	Pays	Activités	Objectifs	Modalité de délivrance	Semestre prévu	Trimestre prévu	LTX	STX
Gestion de la dette publique	Republique Democratique du Congo	Formation au cadre de viabilité de la dette - LIC DSF	Pratiques renforcées en matière d'enregistrement, de reporting et de suivi de la dette	Sur site	1	1	1	1
Gestion de la dette publique	Sao Tome et Principe	Amelioration des pratiques d'emission des titres publics	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Sur site	2	3	0	1
Gestion de la dette publique	Sao Tome et Principe	Gestion des risques du portefeuille de la dette	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Sur site	2	4	0	1
Gestion de la dette publique	Tchad	Gestion des risques du portefeuille de la dette	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Sur site	1	2	1	0
Gestion de la dette publique	Tchad	Manuel des procedures de gestion de la dette	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Sur site	1	2	1	0
Gestion de la dette publique	Tchad	Gestion des operations de la dette	Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de dette à moyen terme	Sur site	1	2	1	0



FOND MONÉTAIRE INTERNATIONAL
Centre régional de développement des capacités
pour l'Afrique centrale



"RENFORCER LA RESILIENCE ECONOMIQUE EN AFRIQUE CENTRALE"

ANNEXE 5

Situation budgétaire d'AFRITAC Centre au 30 avril 2026

Juin 2026

A. Exécution Budgétaire de l'année fiscale 2026

Tableau 1: Situation d'exécution du budget au cours de l'année fiscale 2026

Domaines	Budget (en dollars U.S.)	Dépenses (en dollars U.S.)	Exécution (Pourcentage)
Modélisation macroéconomique ¹	358,903	25,170	7%
Gestion des finances publiques	2,373,728	2,674,945	113%
Administration douanière	694,535	694,568	100%
Administration fiscale	1,019,711	791,622	78%
Régulation et supervision bancaires	881,403	690,736	78%
Cours	200,000	238,012	119%
Statistiques macroéconomiques	700,153	770,022	110%
Statistiques des finances publiques	711,400	563,984	79%
Administration	923,299	849,004	92%
Gouvernance et évaluation	40,000	18,812	47%
Réserve budgétaire stratégique (2%)	92,828	-	0%
Sous-Total 1	7,995,960	7,316,876	92%
Gestion du fonds fiduciaire	559,717	512,181	92%
Sous-Total 2	8,555,677	7,829,057	92%
FMI	1,030,753	1,012,250	98%
Total général	9,586,430	8,841,307	92%
1. La majorité des missions de ce domaine ont été financées par d'autres sources de financement			

Source : FMI, Institut pour le développement des capacités

B. Budget de l'année fiscale 2027

1. **Comme indiqué dans le corps principal du rapport, les cycles du programme de travail du Centre ainsi que de son financement sont organisés en phases quinquennales. La Phase IV en cours a débuté en août 2023 et s'achèvera en avril 2028.** Le Centre est financé par les contributions de ses pays membres ainsi que par l'appui de partenaires au développement, qui comprennent actuellement la Banque africaine de développement, l'Allemagne, la Belgique, la Chine, l'Union européenne et la France. Le budget proposé pour l'exercice 2027 est présenté dans le tableau ci-dessous.

Tableau 2 : Budget proposé pour l'année fiscale 2027

Domaines	Montant (en dollars U.S.)	Percentage
Cadres macroéconomiques	362,492	4%
Gestion des finances publiques	2,202,688	22%
Administration douanière	700,000	7%
Administration fiscale	940,298	9%
Régulation et supervision bancaires	890,217	9%
Cours	200,000	2%
Statistiques du secteur réel	707,155	7%
Statistiques des finances publiques	718,514	7%
Administration	1,120,151	11%
Gouvernance et évaluation	340,000	3%
Reserve budgétaire stratégique	170,000	2%
Sous total 1	8,351,515	84%
Gestion des fonds fiduciaires	559,232	6%
Sous total 2	8,910,747	90%
FMI	1,030,753	10%
		0%
Grand total	9,941,500	100%

Source : FMI, Institut pour le développement des capacités

2. Il convient de noter que :

- Le domaine « cadre macroéconomique » est financé à hauteur de 50 % par le Département du développement des capacités du FMI.
- un montant de 162 492 dollars a été inscrit au budget administratif pour financer les missions de sensibilisation et de mobilisation des ressources.
- une enveloppe de 200 000 dollars a été réaffectée au domaine de l'administration fiscale pour appuyer les activités du conseiller dédié aux pays fragiles et en situation de conflit (FCS). Cette réaffectation vise à renforcer l'appui du Centre dans ce domaine prioritaire.

C. Statut des contributions des partenaires et pays membres

3. **Le financement de la Phase IV d'AFRITAC Centre repose principalement sur les contributions des partenaires au développement, des pays membres et du FMI.** Les engagements des partenaires s'élèvent à 26,25 millions de dollars, avec 22,25 millions déjà mobilisés. Néanmoins, des ressources complémentaires, estimées à 4,54 millions de dollars, restent à mobiliser, essentiellement au titre des contributions attendues de la France.

4. **S'agissant des pays membres, les engagements atteignent 7,46 millions de dollars, dont 3,54 millions ont été effectivement versés à ce jour.** Un montant additionnel de 800 000 dollars a été formellement demandé, tandis que des contributions futures sont estimées à 3,28 millions de dollars. À cet égard, la République du Congo et la République démocratique du Congo ont intégralement honoré leurs engagements, tandis que la République centrafricaine a procédé à un versement partiel. Par ailleurs, certaines contributions restent attendues, notamment de la part du Cameroun, ainsi que dans le cadre des appuis programmés via la Banque africaine de développement au bénéfice de la Guinée équatoriale et du Tchad.

5. **Par ailleurs, des ressources supplémentaires sont en cours de mobilisation.** Elles comprennent notamment les contributions des États membres de la CEMAC, prélevées en 2009 sur leur part des dividendes de la BEAC et déposées dans un compte dédié dans les livres de la Banque, pour un montant de 3,6 millions de dollars. Les démarches engagées visent à rendre ces ressources disponibles afin de soutenir les activités actuelles du Centre. Le soutien du Gabon, en tant que pays hôte, s'inscrit dans le cadre de l'accord conclu avec le FMI relatif à la prise en charge des coûts administratifs et locatifs, pour un montant estimé à 3,6 millions de dollars. En revanche, sa contribution statutaire demeure attendue, au même titre que celles du Cameroun, du Burundi, du Tchad, de Sao Tomé-et-Principe et de la Guinée équatoriale. Le FMI continue, pour sa part, d'apporter un soutien régulier au Centre à travers une contribution annuelle de 1 030 753 dollars.

Tableau 3 : Contributions financières des partenaires et pays membres

Partenaires/Membres	Montant	Reçu	Demandé	Demandes futures
Partenaires	26,247,634	22,245,802	0	4,541,109
Belgique	1,134,816	1,080,287		
Chine	2,500,000	2,500,000		
Commission européenne	5,909,200	5,909,200		
Commission européenne	4,000,000	3,758,495		
France	9,767,610	6,055,560		4,541,109
Allemagne	1,061,008	1,067,260		
Arabie saoudite ¹	1,875,000	1,875,000		
Membres²	7,459,220	3,538,132	800,000	3,278,523
Cameroun	2,000,000		800,000	1,200,000
République centrafricaine	38,132	38,132		
République Démocratique du Congo	2,500,000	2,500,000		
République du Congo	1,000,000	1,000,000		
Guinée équatoriale ¹ (BAD)	1,078,523			1,078,523
Tchad ¹ (BAD)	842,565			1,000,000
Total Partenaires et Membres	33,706,854	25,783,934	800,000	7,819,632
Transferts internes				
Initiative COVID-19	65,701	65,701		
France	798,783	798,783		
Report Phase III	6,789	6,789		
Total transferts internes	871,273	871,273	0	0
En cours de discussion				
Etats membres CEMAC-BEAC	3,600,000		3,600,000	
Total en cours de discussion	3,600,000	0	3,600,000	0
Pays hôte et FMI				
FMI	13,225,442	13,225,442		
Pays hôte (Gabon)	3,600,626		3,600,626	
Total Pays hôte et FMI	16,826,068	13,225,442	3,600,626	0
Total général	55,004,195	39,880,649	8,000,626	7,819,632
<p>¹ La contribution de l'Arabie saoudite a été reçue au cours de l'exercice FY2027, tandis que l'accord de financement avec la Banque africaine de développement pour la Guinée équatoriale a également été signé et celui du Tchad est en cours.</p> <p>² Les pays membres ayant signé une lettre d'accord avec le FMI</p>				

Source : FMI, Institut pour le développement des capacités

D. Un modèle de coopération répliquable entre l'AFC, la Banque africaine de développement (BAD) et les Etats membres

6. **Au cours de l'exercice FY2027, AFRITAC Centre entend renforcer sa collaboration avec la BAD à travers un mécanisme de financement visant à appuyer des réformes prioritaires.** Les accords en cours de finalisation avec la Guinée Equatoriale et le Tchad, attendus au premier trimestre de l'année fiscale 2027, permettront d'opérationnaliser cette approche. Celle-ci est, par conception, extensible et répliquable, offrant un cadre structuré susceptible d'être adapté et déployé dans d'autres pays membres de l'AFC souhaitant bénéficier de financements conjoints et d'une assistance technique harmonisée dans des domaines réforme d'intervention d'AFC.